

UNIVERSITÉ DE LYON. FACULTÉ DE DROIT

L'ŒUVRE OFFICIELLE
DU
CRÉDIT AGRICOLE

Principes et résultats

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 24 février 1913, à 2 heures

PAR

Edmond DOUCÈDE

Né à Villeneuve-de-Berg (Ardèche), le 1^{er} septembre 1886

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
15, RUE RACINE, 15

—
1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER, C. ✱, I. ☞, Doyen honoraire, correspondant de l'Institut.

THALLER, ✱, I. ☞, professeur honoraire.

AUDIBERT, I. ☞, professeur honoraire.

FLURER, ✱, I. ☞, doyen, professeur de Droit civil.

GARRAUD, I. ☞, ✚, professeur de Droit criminel, correspondant de l'Institut

APPLETON (Charles), I. ☞, professeur de Droit romain.

COHENDY, O. ✱, I. ☞, ✚, professeur de Droit commercial.

PIC, I. ☞, professeur de Droit international public.

APPLETON (Jean), I. ☞, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ☞, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ☞, professeur de Science financière et de Législation française des finances.

LAMEIRE, I. ☞, professeur d'Histoire du Droit public et de Droit administratif.

JOSSERAND, I. ☞, professeur de Droit civil, assesseur du Doyen.

BROUILHET, I. ☞, professeur d'Économie politique.

HUVELIN, I. ☞, professeur de Droit romain.

LÉVY, I. ☞, professeur de Droit civil.

GONNARD, I. ☞, professeur d'Histoire des Doctrines Économiques et d'Économie politique.

BOUVIER-BANGILLON, I. ☞, professeur de Procédure civile.

BECQ (J.), I. ☞, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

Président : M. BROUILHET, professeur.

Assesseurs : MM. PIC, professeur.

LÉVY, professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE LYON. FACULTÉ DE DROIT

L'ŒUVRE OFFICIELLE
DU
CRÉDIT AGRICOLE

Principes et résultats

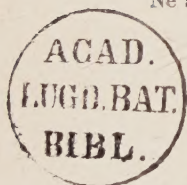
THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 24 février 1913, à 2 heures

PAR

Edmond DOUCÈDE

Né à Villeneuve-de-Berg (Ardèche), le 1^{er} septembre 1886



PARIS

JOUBE ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552620_0007

L'ŒUVRE OFFICIELLE
DU
CRÉDIT AGRICOLE

INTRODUCTION

L'agriculture a traversé à la fin du xix^e siècle une période de crise particulièrement violente qui a ému et à juste titre les économistes et les législateurs. Dans un pays comme la France où elle occupe une si grande place, on ne pouvait se désintéresser complètement de son sort.

C'est qu'en effet, malgré l'extrême développement des autres branches de la production, l'agriculture constitue encore aujourd'hui chez nous, la source de richesse par excellence. Sully l'a dit d'une façon pittoresque : « le labourage et le pastourage, voilà les deux mamelles dont la France est alimentée, les vraies mines et trésors du Pérou », et M. Méline en fait la condition essentielle de la prospérité d'une nation : « la prospérité publique, dit-il, est semblable

à un arbre ; l'agriculture en est la racine, l'industrie et le commerce en sont les branches et les feuilles. Si la racine vient à souffrir, les feuilles tombent, les branches se détachent et l'arbre meurt (1) ».

En nous reportant à l'étude récente publiée par M. Edmond Théry, sur la Fortune publique de la France, nous constatons (2) : que tandis que la fortune générale française s'est accrue de 44 milliards de 1902 à 1908, la fortune agricole a diminué de près de un milliard et demi ; et c'est la dépréciation de la valeur du sol qui a occasionné cette perte énorme compensée en partie seulement par l'augmentation d'importance du capital d'exploitation.

L'agriculture est donc seule à souffrir, alors que les autres éléments de la prospérité nationale sont en pleine croissance.

C'est, à n'en pas douter, le contre-coup de la crise de 1892 provoquée par la concurrence étrangère qui, grâce aux facilités de transport et à la production intensive des pays neufs, a pu venir concurrencer jusque sur notre marché nos produits nationaux et entraîner une baisse générale des prix qui ne pouvaient plus rémunérer le petit producteur.

Il ne se souciait pas assez, il est vrai, des moyens

1. J. Méline, *Le retour à la terre*, p. 313.

2. Voir rapport sur le Budget de l'agriculture, par Fernand David. *Journ. off.*, 1911. Documents parlementaires, p. 1843.

d'améliorer son rendement et par suite d'abaisser son prix de revient. Dans un état voisin de celui de l'inertie, il s'enfermait dans sa routine et refusait de profiter des procédés nouveaux.

Jusqu'au milieu du siècle dernier, la propriété rurale vivait dans une tranquillité et une quiétude s'opposant à tout progrès, laissant une part trop grande à l'automatisme de la nature, dont les défaillances se faisaient parfois durement sentir sous forme de disette presque complète. L'agriculteur était certain d'écouler facilement ses produits à la ville la plus proche de son centre d'exploitation. Maître du marché, il retirait toujours de la vente de ses denrées un petit bénéfice. Mais, la situation a bien changé : « En moins de cinquante ans tout est bouleversé de fond en comble, l'industrie, l'agriculture, le commerce, les transports, les moyens de production, de consommation, de circulation et les rapports des hommes entre eux sont profondément modifiés. Ce n'est pas une évolution, c'est une véritable révolution qui s'accomplit et qui suit son cours comme un torrent qui entraîne tout sur son passage (1). »

A cette cause économique de la transformation des moyens de production, il faut ajouter également une cause sociale : la dépopulation des campagnes, qui

1. J. Méline. *Le retour à la terre*: Introduction.

de nos jours encore se fait si cruellement sentir et qui entre certainement pour une grande part dans cette dépréciation de la valeur du sol.

Autrefois, le propriétaire rural aisé continuait à exploiter par lui-même sa petite propriété et augmentait son revenu par une sage exploitation. Si parfois il prenait un métayer ou un fermier, il continuait en général à vivre auprès d'eux, les aidant de ses conseils et souvent de ses capitaux. Aujourd'hui, dès qu'un propriétaire possède quelques avances, il quitte sa propriété pour se retirer dans la ville voisine; et ce n'est pas seulement le propriétaire, mais aussi le fils du fermier et du métayer qui fuit vers la ville, espérant avec une instruction souvent rudimentaire trouver une situation supérieure à celle qu'il possédait.

Les cités qui, en l'occurrence, ont été qualifiées de « tentaculaires », exercent sur le rural une sorte de fascination. Il se laisse séduire d'autant mieux, que l'instruction obligatoire, le service militaire, le poussent plutôt vers les travaux industriels et commerciaux que vers le travail de la terre.

De plus, le goût du fonctionnarisme est un des défauts particuliers du peuple français. Tandis que dans les races anglo-saxonnes, le jeune homme est poussé vers la vie aventureuse, vers les positions commerciales, vers la colonisation, l'idéal pour le Français est d'avoir une bonne petite place bien sûre,

bien tranquille, à l'abri de tout aléa, avec autant que possible, une retraite assurée dans ses vieux jours. Aussi, de 1896 à 1901, la population rurale a diminué de 214.000 unités, soit en moyenne 40.000 par an, alors que pendant le même temps, le nombre des fonctionnaires et employés qui émargent au budget de l'État, des départements et des communes a augmenté de 82.000 soit plus de 16.000 par an.

Le taux plus élevé des salaires et les distractions que procure la ville, sont également des causes sérieuses de dépeuplement des campagnes, quoique à la longue l'ouvrier des villes, issu de la campagne, s'aperçoit bien que les salaires ne sont que relativement plus élevés, puisque la vie est considérablement plus chère à la ville.

D'autre part, le fardeau des charges fiscales accumulées sur la propriété foncière devient de jour en jour plus lourd. D'après une statistique récente (1), il est établi qu'en 1911, ceux qui ne possédaient que leurs traitements, ou leurs salaires ont payé en moyenne, 7,76 0/0 de leurs revenus, la propriété mobilière 16 0/0, la propriété urbaine 23,46 0/0 et la propriété rurale 30,70 0/0.

Dans son rapport du budget de l'agriculture de 1905, M. Klotz disait que la taxe moyenne s'élevait à 138 francs par cultivateur français. Il ajoutait: « Il

1. Cf. G. Lécalle. *Les Associations agricoles*, p. 197.

paie tant à l'État qu'au département et à la commune, 21 fr. 80 0/0 de son revenu ; la dette hypothécaire, dont le total égale la somme de 15 milliards, produisant 600 millions d'intérêts, a sur cette dernière somme 400 millions de la propriété non bâtie, soit encore 20 0/0 du revenu agricole. Ajoutons 1 0/0 pour frais d'actes dus aux officiers publics. Tout cet ensemble d'impôts représente 41 0/0 du revenu de la France. »

Ce fardeau est écrasant et amène fatalement l'appauvrissement de la culture, la dépopulation, le discrédit de la profession agricole, l'émigration des hommes et des capitaux qui vont vers les villes se consacrer aux professions industrielles et commerciales et même souvent à l'étranger.

Cette situation, qui menaçait d'atteindre la nation dans ses forces vives, ne pouvait manquer d'éveiller les préoccupations de nos gouvernants et de tous ceux qui s'intéressaient à l'agriculture.

Parmi les remèdes proposés, un surtout attirait particulièrement l'attention : la nécessité de fournir à l'agriculture les capitaux qui lui manquaient.

Sans doute, les progrès de la science lui offraient une foule de procédés nouveaux pour lui permettre de lutter victorieusement contre la concurrence étrangère de plus en plus forte, mais la meilleure bonne volonté ne suffisait pas pour les mettre en pratique. On ne transforme pas les procédés d'exploitation, on

n'applique pas les dernières méthodes scientifiques sans avoir des avances de capitaux.

De nos jours, il est difficile au cultivateur de se procurer du crédit. Les capitaux ne restent plus dans les campagnes, ils émigrent vers les villes et les grands centres industriels. Les capitalistes préfèrent placer leur argent dans une entreprise industrielle ou commerciale, plutôt que de le confier à l'agriculture, et le cultivateur lui-même a pris l'habitude de porter ses économies à la ville plutôt que de les prêter à un de ses voisins.

La conséquence fatale de cette absence des capitaux est nécessairement l'usure qui achève de ruiner l'agriculteur. L'utilité de lui donner un crédit facile et à bon marché est donc évidente et pour en montrer la nécessité nous ne pouvons mieux faire que de laisser la parole à M. J.-B. Josseau qui, dans son *Traité du Crédit foncier*, s'exprime en ces termes (1) : « Parmi les causes qui, dans tous les pays, ont longtemps paralysé le progrès de l'agriculture, il en est une que l'on s'est généralement accordé à reconnaître : c'est le manque d'argent, ou plutôt c'est l'insuffisance du crédit dont elle jouit pour se procurer des capitaux indispensables à ses besoins les plus urgents.

1. J.-B. Josseau, *Traité du Crédit foncier*, 3^e édit., t. II, p. 363.

» Sans le crédit, c'est en vain que la science découvre chaque jour de nouveaux éléments de fertilisation destinés à combattre l'épuisement de la terre ; c'est en vain que la mécanique invente des engins qui suppléent au défaut des bras et accélèrent la rapidité du travail ; l'agriculteur ne peut profiter des avantages que lui offrent ces moyens, d'accroître sa production et de diminuer ses frais.

» Pour payer les frais de sa culture et subvenir aux besoins de sa famille, il est obligé s'il ne veut pas se mettre à la merci d'un usurier de campagne, de se défaire de sa marchandise en temps inopportun, et c'est ainsi qu'à certaines époques de l'année l'encombrement des céréales sur les marchés devient une cause bien connue de l'avilissement des cours.

» La conséquence fatale de cet état de choses, c'est que les années d'abondance elles-mêmes ne donnent point au cultivateur les moyens de réparer les pertes que lui occasionnent les années de disette, ainsi que les fléaux, les accidents et les maladies épidémiques qui frappent si souvent ses bestiaux et ses récoltes. L'utilité de donner du crédit à l'agriculture est donc incontestable, soit au point de vue de son intérêt particulier, soit au point de vue de l'intérêt public auquel il est lié intimement.

» Mettre aux mains de l'agriculteur les moyens d'acheter en temps opportun et au meilleur marché possible, des outils, des bestiaux et des engrais, de

pratiquer sur la terre qu'il cultive des travaux d'amélioration, de choisir le meilleur moment pour l'écoulement de ses produits, c'est non seulement contribuer à son bien-être ou conjurer sa ruine, mais c'est atténuer les effets des grandes calamités publiques et alimenter les sources de la prospérité du pays. »

Tous les agriculteurs certes n'ont pas également besoin de crédit et tous ceux qui en demandent ne rencontrent pas les mêmes difficultés pour l'obtenir : « Le crédit, dit M. Méline, ne manque pas aux grands propriétaires, ni même aux fermiers qui offrent par leur situation ou leur fortune personnelle des garanties de premier ordre, devant lesquelles toutes les caisses sont toujours prêtes à s'ouvrir. » Mais, c'est surtout le groupe des petits propriétaires cultivateurs qui est le plus intéressé au développement du crédit.

Très nombreux dans notre pays, moins riches que nos grands fermiers, privés de l'appui financier que trouvent les métayers auprès des propriétaires, ils sont quelque peu isolés et il leur sera avantageux de s'unir pour accroître, en même temps que leurs ressources, les profits attachés à leur labeur persévérant.

C'est pour eux surtout que le législateur a travaillé et a fait toutes les lois que nous nous proposons d'étudier.

Cette œuvre que nous appellerons l'Œuvre officielle du Crédit agricole, à raison du concours que l'État lui a apporté, et pour la distinguer des œuvres similaires qui font appel seulement à l'initiative privée, a trouvé ses bases dans la mutualité et la coopération.

C'est bien la mutualité qui devait résoudre le problème du Crédit agricole et M. Méline avait pensé juste lorsqu'il écrivait : « Je crois pour ma part que la mutualité, lorsqu'elle sera comprise et largement pratiquée, est appelée à résoudre le problème du Crédit agricole et populaire. »

Elle ne pouvait trouver un milieu plus favorable à son développement que chez les agriculteurs qui n'ont fait, en cela, que suivre le courant de l'évolution actuelle des Sociétés modernes dans la sphère économique, qui tendent à une organisation coopérative. L'avenir, en effet, de l'agriculture comme de la Société toute entière, semble appartenir à la coopération, ainsi que le disait M. Lourties (1) : « Voilà la véritable formule de l'organisation agricole, elle a pour elle l'expérience du temps et des nations voisines ; c'est l'association libre qui fera la grande révolution pacifique de l'avenir, c'est elle qui prépare le monde nouveau. »

Nous avons assisté, depuis vingt ans, à un dévelop-

1. *J. off.*, 16 mars 1899. Sénat, Déb. parl., p. 290.

pement prodigieux des associations agricoles de toutes sortes et particulièrement des syndicats, dont la rapide éclosion a été un des phénomènes économiques les plus remarquables de la dernière période du siècle. C'est précisément le groupement syndical que notre législation a pris comme base des institutions de Crédit agricole et elle a édifié ainsi une organisation à deux degrés très habilement combinée : celle des caisses locales et des caisses régionales de crédit agricole mutuel, instituant le Crédit individuel et collectif à court terme.

Puis, ces institutions ont été très heureusement complétées par le Crédit collectif à long terme aux sociétés coopératives de production et de vente. Enfin, une loi toute récente, la loi du 19 mars 1910 a institué le Crédit individuel à long terme, en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales.

Il faut reconnaître, que jamais dans aucun pays, les pouvoirs publics ne sont intervenus dans une aussi large proportion pour encourager et protéger les petits cultivateurs et mettre à leur disposition des ressources aussi considérables.

Ce sont ces mesures que nous nous proposons d'étudier ; laissant de côté toutes les organisations qui n'ont pas voulu profiter de la loi de 1894 et qui sont soumises à la loi sur les sociétés du 24 juillet 1867,

nous examinerons après un historique sommaire, dans une première partie, l'organisation des Caisses locales instituées par la loi du 5 novembre 1894 et celle des Caisses régionales instituées par la loi du 31 mars 1899. Puis, dans une seconde partie, nous analyserons les résultats obtenus par ces deux lois et nous verrons comment on a étendu et complété leurs attributions par la loi du 29 décembre 1906 instituant le Crédit collectif à long terme et par la loi du 19 mars 1910 instituant le Crédit individuel à long terme.

Nous concluons alors que les résultats obtenus sont satisfaisants dans leur ensemble, mais qu'il y a lieu d'assurer l'avenir de nos institutions, en les mettant en mesure de se suffire par leurs propres ressources.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

QU'EST-CE QUE LE CRÉDIT AGRICOLE ?

L'Économie politique ne connaît qu'une sorte de crédit ; le Crédit en général, c'est-à-dire : « le transfert du capital d'une personne à une autre sous réserve d'une restitution plus ou moins lointaine. (1) »

C'est sous cette forme que le Crédit est réellement productif. Grâce à cette opération du transfert du capital, la plus grande partie du capital sort d'une immobilité stérile pour apporter la vie à la production et au commerce et pour aider la consommation dans les moments difficiles.

Il ne faudrait pas, cependant, lui reconnaître, comme on l'a voulu quelquefois, cette force mystérieuse et magique de créer des capitaux. Non, le crédit ne crée pas des capitaux, mais il les déplace, il les fait cir-

1. Ch. Brouillet, *Précis d'Économie politique*, Paris, 1912, p. 515.

culer, il leur permet d'aller aux mains de ceux qui peuvent mieux les employer et dès lors il permet une meilleure utilisation de ces capitaux au profit de la société.

Si le crédit n'existait pas, les capitaux ne pourraient pas passer d'une personne à une autre, et si chacun en était réduit à faire valoir par lui-même ceux qu'il possède, une masse énorme de capitaux resterait sans emploi.

Ces capitaux en changeant de mains, devenant plus productifs, permettent à l'emprunteur de rémunérer le prêteur quis'en est dessaisi en lui abandonnant une partie des produits.

En un mot, donc, le Crédit vivifie le Capital.

Mais, si en théorie le Crédit est un, en pratique, dans ses manifestations concrètes, il est multiple ; il doit varier sinon d'essence, tout au moins de forme pour se plier aux exigences des situations diverses des emprunteurs.

Certains de ces capitaux sont prêtés aux commerçants pour leurs opérations commerciales, achats de matières premières, de produits fabriqués, de marchandises ; d'autres encore sont attribués aux constructeurs de navires, aux armateurs, d'autres enfin sont destinés à des agriculteurs pour leurs opérations agricoles. Nous avons ainsi toute une catégorie de prêts se diversifiant entre eux : prêt commercial, prêt industriel, prêt maritime, prêt agricole,

mais tous engendrés par la même idée : un acte de confiance du prêteur à l'égard de l'emprunteur.

Toutes les fois que le capital prêté sera destiné à une opération agricole quelconque, nous pourrons dire que nous sommes en présence d'un Crédit agricole.

A la différence du Crédit commercial dont la nature est déterminée, non par la destination du capital emprunté, mais par la qualité de l'emprunteur, en matière de Crédit agricole ce qu'il faut avant tout considérer, c'est la destination du capital emprunté, peu importe la personne qui effectue l'opération, que ce soit un agriculteur, un industriel, un commerçant ou tout autre personne.

De même, il y aura Crédit agricole toutes les fois que les capitaux seront empruntés pour un usage agricole quelconque, que ces capitaux s'appliquent à des améliorations foncières permanentes ou à l'accroissement des capitaux d'exploitation, que leur garantie réside dans des hypothèques, dans des gages mobiliers ou dans la solvabilité personnelle des emprunteurs.

On peut alors distinguer diverses catégories de Crédit agricole correspondant aux différentes catégories du Crédit en général :

Le Crédit agricole immobilier ou crédit foncier, lorsqu'il reposera sur un gage immobilier comme l'hypothèque.

Le Crédit agricole mobilier, lorsqu'il reposera sur un gage mobilier représenté par un warrant.

Le Crédit agricole personnel, lorsqu'il ne reposera que sur la confiance qu'aura le prêteur dans la solvabilité de l'emprunteur. Ce dernier deviendra mutuel, lorsqu'on aura recours à l'association pour l'organiser.

Ces deux premières formes de Crédit ne sont pas nouvelles, et, cependant, on a beaucoup parlé depuis trente ans de « Crédit agricole. »

Qu'entend-on par là ?

Sous ce terme de « Crédit agricole » ou Crédit agricole proprement dit, on désigne généralement le Crédit agricole personnel et mutuel.

C'est lui surtout qui a préoccupé pendant longtemps l'opinion et c'est de lui seulement que nous allons nous occuper.

Il a besoin d'être très nettement délimité, voyons à quoi il correspond. Il n'y a pas que l'industrie qui ait besoin de capitaux, l'agriculture a, de tout temps, fait un large appel au crédit. Mais, il faut distinguer en agriculture, deux catégories de capitaux dont l'importance a beaucoup varié suivant les époques : les capitaux fixes et les capitaux circulants.

Dès ses débuts, l'agriculture suppose et requiert de plus en plus de considérables immobilisations de capitaux fixes. Avant même que la culture ne commence, il faut procéder à une vaste entreprise

d'immobilisation résultant : des dépenses d'outillage d'un pays pour les voies de communication, routes, chemins de fer, voies navigables ; dépenses pour la préparation du sol : défrichement, nivellement, amendement, plantations d'arbres ; dépenses pour les constructions d'immeubles destinés à loger les hommes et les récoltes.

A côté de ces capitaux fixes, la culture engage un stock élevé de capitaux circulants, que les physiocrates avaient nommés les avances annuelles, et dont les principaux éléments sont représentés par les semences, les engrais, le bétail, les fourrages et enfin par les avances indispensables pour constituer le fonds de roulement. Ainsi que le fait remarquer M. Brouilhet (1) : « A mesure que l'agriculture développe son caractère intrinsèque d'industrie, de transformation, elle a davantage besoin de capitaux. Autrefois, on laissait les champs en friche après une récolte pour les laisser reposer, mais au XIX^e siècle, la science agronomique a proclamé la nécessité de restituer à la terre les éléments fertilisants enlevés par les récoltes successives. On en déduit toute une technique de fabrication du sol dont la conséquence financière est une mise de fonds toujours plus élevée, sous forme d'aménagement de la terre, d'achats d'engrais extérieurs ou de production de fumiers à l'intérieur de l'exploitation.

1. Ch. Brouilhet *Précis d'économie politique*, p. 212.

Tout l'accroissement des rendements provenant de l'application plus poussée de la loi de restitution provoque une augmentation de diverses catégories d'avances que l'agriculteur doit faire à toutes les phases de son industrie.

Au fur et à mesure que d'extensive ou de passive qu'elle était, la culture devient intensive, c'est-à-dire plus apte à transformer une plus grande quantité de matières premières, le rôle du capital s'accroît à tous les moments de l'opération culturale.»

Il serait difficile à l'agriculteur de trouver les capitaux nécessaires pour toutes ces opérations auprès des banques ordinaires, car celles-ci, en général, prêtent à quatre-vingt dix jours, et si le commerçant ou l'industriel peut à son gré réduire la durée de roulement de ses produits, et ainsi rembourser les avances qui lui ont été consenties dans les délais voulus, l'agriculteur, lui, est tenu par des conditions naturelles qu'il ne lui appartient pas de modifier. Il n'est jamais sûr de pouvoir récupérer à époque fixe les capitaux qu'il a engagés dans sa culture. Trop d'influences peuvent venir détruire ses prévisions : influences climatiques, épidémies ou autres ; de plus l'opération culturale elle-même s'étend généralement sur plusieurs mois et dépasse fréquemment l'année.

A cet inconvénient, il est vrai, il peut remédier en variant ses cultures pour se ménager des rentrées à

des époques diverses, de manière à accroître « l'élasticité financière de son exploitation. ».

Mais cela ne suffit pas. Il faut à l'agriculteur un crédit facile, lui permettant d'attendre le moment favorable de vendre ses produits et par suite de se libérer.

C'est là le but même du Crédit agricole proprement dit qu'il faut bien se garder de confondre avec le Crédit foncier, qui est destiné à l'augmentation ou à l'amélioration du capital foncier, c'est-à-dire du fonds de terre lui-même.

« Il faut aux cultivateurs, a écrit M. Rostand (1), des semences bien choisies, du bétail pour labourer, pour transporter, pour utiliser les pâturages, pour faire de l'engrais, pour consommer le foin et la paille et pour tirer profit des reventes après engraisements ou élevage. Il lui faut, en outre, de l'engrais naturel, certains engrais chimiques, susceptibles d'accroître son rendement; des moyens préventifs et curatifs contre les maladies nouvelles; il lui faut des plants pour reconstituer ses vignes; il lui faut un matériel bien supérieur à celui de ses devanciers, des outils et des machines perfectionnés. »

C'est bien à tous ces capitaux que le Crédit agricole correspond et uniquement à cela. Il est l'opération qui les procure à l'exploitant du sol.

1. Rostand, *Le concours des Caisses d'épargne au crédit agricole*, 1897, p. 13.

PREMIÈRE PARTIE

Lois constitutives du Crédit agricole

CHAPITRE PREMIER

LOI DU 5 NOVEMBRE 1894

PREMIÈRE SECTION

*Historique sommaire des propositions et institutions
qui ont précédé la loi du 5 novembre 1894*

« Les jeunes générations qui ont trouvé le problème résolu, s'imaginent volontiers qu'elles ont tout fait et que le Crédit agricole est sorti un beau jour, tout armé, du cerveau de Jupiter. Eh bien ! non, il est juste de rappeler que la question de savoir sur quelles bases il convenait pour la France d'organiser le Crédit Agricole a été pendant vingt ans une des plus controversées, des plus épineuses, et qu'il n'en est

pas dont la solution ait exigé une plus longue élaboration. » (1)

C'est qu'en effet, peu de problèmes ont autant préoccupé les économistes et tous ceux qu'intéresse l'avenir de notre agriculture et le sort de nos populations rurales. Peu de questions ont donné lieu à autant d'enquêtes, de projets ou de propositions de lois, de rapports parlementaires ou extraparlimentaires que celle de l'organisation du Crédit agricole en France.

De 1840 à 1845, le Conseil supérieur de l'agriculture s'occupa, à plusieurs reprises, de l'organisation du crédit pour les cultivateurs. Ses travaux n'aboutirent pas et, en vue de trancher les opinions divergentes, un congrès fut réuni. M. Volowski y émit un certain nombre de propositions ayant trait, les unes aux sûretés que le cultivateur pouvait fournir aux prêteurs, les autres à l'organisation d'institutions spécialement faites pour avancer des fonds à l'agriculture.

Ses idées, combattues par M. Dupin et par M. Buffet, furent rejetées par le Congrès qui se borna à émettre un vœu platonique que le gouvernement fit étudier la question.

Sous la seconde République, on vit apparaître une foule de projets dont beaucoup étaient absolument

1. Henry Sagnier, *Le Crédit Agricole en France*. Lettre-préface de M. Méline, p. 5.

impraticables. Signalons en passant le projet présenté à l'Assemblée nationale par M. Tourret, alors ministre de l'Agriculture, ayant pour but l'organisation du Crédit foncier par l'État ; à cet effet un crédit annuel de 10 millions aurait été ouvert pour faire des prêts en vue des améliorations agricoles, le sol servant de garantie pour l'avance. Ce projet n'eut pas de succès, mais le principe en fut repris en décembre 1850 par Dumas, devenu ministre, qui chargea J.-B. Josseau, avocat à la Cour de Paris de présenter un projet sur l'organisation du Crédit foncier. Le projet transmis au Conseil d'État servit de base au décret du 28 février 1852 sur l'organisation des sociétés de Crédit foncier. C'est en vertu de ce décret que fut créée la société du Crédit foncier de France dont les lois du 28 mai et du 10 décembre 1852 fixèrent l'organisation.

A cette époque, nous trouvons également de nombreuses propositions pour l'organisation du Crédit agricole mobilier. Parmi les plus intéressantes, il faut citer, celle qui fut présentée en 1854, par un des économistes agronomes les plus éminents de l'époque, Léonce de Lavergne, dans un rapport adressé au ministre de l'Agriculture à la date du 1^{er} mai 1854. Il proposait d'établir dans chacun des chefs-lieux d'arrondissement, en commençant par les plus riches des comptoirs d'escompte indépendants les uns des autres, et ouverts à la fois aux commerçants, aux

industriels, aux propriétaires et aux simples cultivateurs. Ces comptoirs escompteraient leur papier dans les succursales de la Banque de France qui seraient très heureuses d'étendre ainsi le cercle de leurs opérations.

Son idée comportait l'extension aux cultivateurs du crédit personnel, c'est-à-dire reposant sur la confiance, dont jouissaient les autres professions. Mais elle n'eut pas de suite. D'après l'opinion dominante le crédit pour les cultivateurs ne pouvait être que réel, c'est-à-dire reposer sur un gage.

Le 28 juillet 1860 fut votée, sur la proposition du gouvernement, une loi qui créait la société dite « Le Crédit Agricole ». L'État lui accorda une garantie d'intérêts pendant les cinq premières années de son existence. Aux termes de l'article 2 des statuts, le « Crédit Agricole » pouvait :

1° Faire ou faciliter par sa garantie l'escompte ou la négociation d'effets ;

2° Ouvrir des crédits ou prêter sur nantissement ou autre garantie spéciale ;

3° Recevoir des capitaux avec ou sans intérêts ;

4° Ouvrir des comptes courants, opérer des recouvrements ;

5° Créer et négocier des titres en représentation des prêts ou crédits consentis.

La société ne recevait que des effets revêtus de deux signatures, l'une émanait de l'agriculteur récla-

mant du crédit, l'autre était fournie par les correspondants du « Crédit Agricole ». Ces correspondants pouvaient être des banquiers établis dans les centres agricoles ou des propriétaires ruraux ; en fait c'étaient les maisons de banque ordinaires qui remplissaient ce rôle.

Au 31 décembre 1871, le « Crédit Agricole » possédait 17 agences. Cette société continua ses opérations jusqu'en 1876, malgré la chute de quelques-unes de celles-ci. A cette date, elle suspendit ses paiements en présence de la ruine du vice-roi d'Egypte auquel elle avait avancé 168 millions. Pour éviter sa faillite, la société du « Crédit Agricole » se fonda avec le Crédit foncier de France qui fut chargé d'en opérer sa liquidation.

A la fin du second Empire, une autre société se constitua sous le nom de « Crédit Rural » avec un capital de 20 millions entièrement fournis par des souscripteurs privés et sans aucune garantie de l'État.

Les résultats ne furent pas meilleurs et comme le « Crédit Agricole », elle fut obligée de liquider. Ainsi ces deux sociétés tombèrent parce que faute d'opérations avec l'agriculture elles s'étaient lancées dans la spéculation pour chercher un emploi de leurs capitaux.

Malgré ces deux échecs, nous trouvons d'autres projets d'organisation de banque centrale : notam-

ment le projet déposé par M. Hubbard comme contre-projet, lors de la discussion de la proposition Méline qui est devenue la loi du 5 novembre 1894 ; il fut repoussé par la Chambre. En 1893, projet Laisant proposant la création à Paris, d'une Caisse nationale de prêts agricoles et populaires, qui aurait une succursale dans chaque chef-lieu de département. L'État avec sa garantie mettrait à la disposition de cette caisse, la somme de un milliard. Proposition de M. Pontois, tendant à la création d'un grand Institut financier populaire de France, déposée en avril 1893 ; proposition de M. Lafargue présentée en octobre 1892 relative à l'organisation du Crédit agricole par des caisses municipales d'approvisionnement.

Déjà en 1866 on comprenait la nécessité d'organiser avant toute institution de ce genre, certaines mesures destinées à faciliter les opérations de crédit rural.

Toutes les commissions nommées à cette époque par le gouvernement conclurent à une refonte de plusieurs articles du Code civil, notamment de ceux relatifs au bail à cheptel, au nantissement du gage, au privilège du bailleur et à l'extension de la juridiction commerciale aux billets souscrits par les cultivateurs.

La conception du crédit réel hantait toujours les esprits et jusqu'en 1878 les projets se succèdent les uns aux autres sans qu'aucune solution parut plus ou moins proche.

A ce moment M. Teisserenc de Bort, ministre de l'Agriculture et du Commerce, nomma une dernière commission. Il fit faire en même temps une enquête auprès des Conseils généraux et chargea son collègue des Affaires étrangères d'étudier les institutions fondées à l'étranger en vue du Crédit agricole. Comme les commissions précédentes, celle-ci répudia les systèmes basés sur l'intervention de l'État. Elle demanda seulement le concours du législateur en vue d'obtenir la suppression des entraves apportées par les lois civiles et commerciales à la libre expansion du crédit rural.

Parmi les nombreuses propositions émises à cette époque, on peut signaler particulièrement celles de MM. de Sonnier, Dethou, Lockroy, Guillemet, Antonin Proust, Castelein, Martinon. Mais, ainsi que le fait remarquer M. Méline (1) : « Le vice fondamental de tous ces projets était de vouloir organiser le Crédit par en haut, au moyen d'établissements superposés aux agriculteurs, fondés sans leur concours, en dehors d'eux, et leur apparaissant par conséquent comme de grandes machines financières, vivant et s'enrichissant à leurs dépens. C'était mettre les vrais agriculteurs en fuite. »

« Pour que le paysan recoure au crédit, dit M. Durand (2), il faut de toute nécessité, que l'éta-

1. A. Sagnier, *Le Crédit agricole en France*, p. 6.

2. Durand, *Le Crédit agricole*, p. 642.

blissement de crédit soit représenté dans les milieux agricoles, à la porte du cultivateur; il faut une décentralisation qu'un grand établissement de crédit ne peut pas faire. Et cependant ce n'est qu'à cette condition qu'il pourrait avoir la clientèle vraiment agricole, celle qui seule peut lui permettre de vivre et de prospérer. »

Et M. Léon Say dans une conférence magistrale ajoutait « que le crédit doit être personnel, car le crédit sur gage n'est pas un véritable crédit; mais, pour assurer le crédit personnel, une large décentralisation est nécessaire, car on ne pourra trouver les fonds nécessaires que dans la généralité des citoyens qui vivent autour du petit cultivateur, propriétaire ou fermier et qui le connaissent ».

Le seul moyen pratique de procurer efficacement le crédit à l'agriculture ne pouvait donc consister que dans la création d'associations fondées sur le principe de la coopération ou de la mutualité.

Cette solution, du reste, s'imposait en présence des merveilleux résultats obtenus : en Allemagne, par deux types de banques, reposant l'une et l'autre sur l'idée de mutualité et créés à peu près à la même époque, l'une par Schulze-Delitzsch, l'autre par Raiffeisen; en Italie par les sociétés de crédit populaire de Wollemborg et Luzzati, et en Belgique par les syndicats de crédit.

Les caisses Raiffeisen, créées en 1849, après les dif-

cultés du début, avaient pris un rapide développement. En 1888 leur nombre était de 1162. En 1891, au Congrès de l'Union des associations allemandes tenu à Darmstadt, M. Haas donnait une statistique de 1730 caisses ayant procuré à l'agriculture plus de 300 millions de francs.

Ce sont des sociétés commerciales à capital variable, composées uniquement d'agriculteurs, dont tous les membres sont tenus sur tous leurs biens de la totalité des dettes contractées par la Société.

Cette responsabilité, donne à ces caisses un crédit de premier ordre et leur permet de fonctionner avec un capital insignifiant, en leur assurant la négociation de leur papier à 2,50 ou 3 o/o. En fait la responsabilité ne s'applique jamais par suite du soin apporté au choix des adhérents, de la limitation du capital prêté à un maximum restreint (variant généralement de 200 à 500 francs), enfin du délai assez court pour lequel ces prêts sont faits.

Un an après la fondation des caisses Raiffeisen, en 1850, Schulze fondait à Delitzsch une institution de sociétés de crédit mutuel, différant profondément des premières, et lui donnait le nom de Vorschussverein ou association d'avances.

La diffusion des Vorschussverein se fit avec une grande rapidité. A la fin de l'exercice 1893-1894 on comptait 502.184 associés ; les crédits accordés dans

l'année s'élevaient à 1.518.813.650 marks, soit en moyenne 3.024 marks par membre.

Parmi le nombre des associés, se trouvaient 33,3 0/0 d'agriculteurs indépendants, le reste se composait de petits ouvriers et d'artisans.

Le caractère essentiel de ces sociétés est la solidarité illimitée de tous les associés. Le capital social se compose du capital action et du capital de réserve. Le capital action se compose des parts que chaque associé doit souscrire en entrant. Il est la propriété des associés qui ont toujours le droit de le réclamer lorsqu'ils se retirent de la société.

Le capital de réserve, au contraire, appartient à la *Vorschussverein*. Il est formé par un prélèvement sur les bénéfices réalisés.

La *Vorschussverein* ne se contente pas de consentir des prêts, elle reçoit des dépôts dont elle fixe le maximum, et elle connaît l'usage de l'endossement des valeurs à ordre et des comptes courants.

En Italie, deux hommes ont continué l'œuvre coopérative de Schulze-Delitzsch et de Raiffeisen, ce sont Luzzati et Vollemborg.

Luzzati créait, en 1866, sa première banque populaire à Milan, mais il rejetait le principe de la solidarité absolue et illimitée, pour adopter celui de la solidarité limitée.

En 1894, on comptait 17.600 sociétaires, mais ces

banques ne comprennent que 15 o/o d'agriculteurs environ.

En 1882, M. Vollemborg créa des caisses rurales du type Raiffeisen. La première fut fondée à Lorregia, commune située dans les environs de Padoue. Aujourd'hui, il y a environ un millier de ces banques en Italie.

Le succès de ces institutions, tant en Italie qu'en Allemagne, reposait tout entier sur ce que le crédit avait été fondé sur l'initiative privée et sur la décentralisation. La mutualité avait tout créé.

En France, cependant, le crédit coopératif n'était pas inconnu à cette époque, mais il ne s'adressait pas aux populations rurales et celles-ci restaient à peu près complètement en dehors de son rayon.

En 1884, les syndicats professionnels étaient créés par la loi du 21 mars et leur influence sur l'avenir du Crédit agricole devait être considérable.

Dès 1885, une première association de Crédit agricole mutuel était fondée dans le sein du syndicat agricole de Poligny (Jura). Cette société, qui s'appuyait sur la loi de 1867, avait la forme d'une société anonyme à capital variable, par conséquent il n'y avait point de solidarité et la responsabilité de chacun était limitée à sa souscription, contrairement aux sociétés allemandes.

Tous les membres devaient faire partie du syndicat. Les prêts étaient faits pour trois mois, six mois, un an

au maximum. Ils devaient avoir exclusivement pour objet l'achat de bestiaux, de semences, d'engrais ou d'instruments agricoles : maximum des prêts 600 francs.

Cette société débuta avec un capital versé de 10.000 francs. Elle prêta 5.000 francs la première année, 31.000 francs en 1886, 39.000 en 1887, 56.000 en 1888, 75.000 en 1889, et 127.000 en 1890, soit : 333.000 francs en ces six années, d'abord au taux de 5 o/o et plus tard au taux de 4 o/o et sans subir aucune perte. Depuis cette date les opérations de la société se sont constamment accrues.

L'exemple du syndicat de Poligny fut suivi par ceux de Senlis, de Saint-Florent-sur-Cher, du canton de Charost et de Delle : organisation un peu différente des syndicats de Die (Drôme), de Belfort, de Lunéville, de l'Ariège et du Doubs.

Le Centre fédératif du crédit populaire se préoccupa également d'étendre ses opérations aux besoins des cultivateurs. Sur l'initiative de M. Charles Rayneri son vice-président, des caisses coopératives agricoles furent fondées sur le principe des banques populaires allemandes du système Schultze, Delitzsch.

Toutes les sociétés de ce groupe ne sont pas établies sur un modèle uniforme, mais d'une façon générale, elles admettent la responsabilité solidaire et illimitée des membres.

Elles ne consentent des prêts que moyennant des

billets à ordre renouvelables, voulant éviter le danger d'une trop grande immobilisation des capitaux, danger que fait toujours courir la forme du compte courant à découvert.

C'est à Antibes que M. Rayneri a établi la première banque populaire agricole.

D'autre part, M. Louis Durand, avocat à Lyon, créait les « Caisses rurales » plus connues sous le nom de Caisses Durand. Ce sont des sociétés en nom collectif, comme les caisses Rayneri, avec responsabilité solidaire et illimitée de tous les membres. Aucun versement n'est effectué par les associés, le capital se compose exclusivement des bénéfices réalisés par la caisse sur ses opérations.

Ces caisses font des prêts à des échéances très variables, mais ils doivent être solidement garantis. On en comptait 54 en 1894.

Puis elles ont été réunies en une fédération sous le titre « d'Union des Caisses rurales et ouvrières françaises à responsabilité illimitée » qui fonctionne toujours.

Ces premières tentatives étaient peu connues et le développement de ces sociétés nouvelles était très lent. Cependant, l'agriculture traversait une violente crise ; l'avilissement des prix entraînait la nécessité d'obtenir par des procédés scientifiques un rendement meilleur et pour cela des avances étaient nécessaires.

Aussi le Congrès international d'agriculture, orga-

nisé à Paris à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889 mettait au premier plan la question de l'organisation du Crédit agricole. Après de nombreuses discussions où prirent part notamment MM. Méline et Léon Say, une commission fut nommée, « chargée de rechercher des solutions pratiques conformes aux résolutions adoptées par le Congrès et d'en poursuivre l'application ».

Ses travaux montrèrent que le Crédit agricole n'était possible et ne pouvait rendre les services qu'on était en droit d'en attendre qu'à la condition qu'il partirait « d'en bas » et non « d'en haut », qu'il serait organisé par les agriculteurs eux-mêmes et qu'il serait leur chose.

Ainsi que le faisait remarquer un peu plus tard M. Méline (1).

« Si vous voulez que l'agriculteur s'adresse aux sociétés de crédit, il faut que ces sociétés puissent être considérées comme son œuvre à lui ; il faut qu'il puisse dire : cette banque est la mienne, l'argent que j'y trouve est à moi et c'est dans ma propre bourse que je viens puiser. »

On abandonnait ainsi l'ancien principe d'après lequel les banques agricoles étaient des banques comme les autres, et d'après lequel il suffisait pour

1. *J. off.*, 17 juin 1892. Discours Méline.

ouvrir aux agriculteurs l'accès du crédit de les traiter en commerçants.

Toutes les recherches allaient désormais porter sur ces deux principes nouveaux : « Décentraliser le crédit » et l'organiser « par en bas ».

Devant les résultats obtenus par la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et surtout devant la prospérité et le développement des syndicats agricoles, on comprit qu'on pouvait utiliser ces institutions naissantes, en leur confiant un rôle important dans la constitution du Crédit agricole. Un des services les plus importants que les syndicats pourraient rendre à leurs membres, serait de faire, pour eux, des opérations de crédit, afin de leur procurer, à des conditions avantageuses, l'argent qui leur est nécessaire pour acheter des outils ou des matières premières et faire de la culture intensive. Mais pour rendre ce service à leurs membres, les syndicats agricoles étaient tenus de se conformer aux formes rigoureuses et compliquées de la loi de 1867.

Une loi était donc nécessaire, loi de simplification, pour encourager les initiatives individuelles des agriculteurs que des formalités gênantes entravaient et paralysaient.

Cette loi fut déposée par M. Méline sur le bureau de la Chambre des députés dans la séance du 4 mai 1890 sous le titre de : « Proposition de loi tendant à l'organisation du Crédit agricole et populaire. » Il

faut, dit l'exposé des motifs de cette proposition, « une organisation plus simple, plus facile, moins formaliste, plus accessible à la masse des intelligences que celle des sociétés commerciales ».

Pour la première fois, l'idée de constituer le crédit personnel en faveur des cultivateurs entrait dans le domaine des débats parlementaires ; elle reléguait désormais dans l'oubli les conceptions du crédit réel qui avaient dominé jusque-là.

Cette proposition fut accueillie avec empressement par tous les agriculteurs français et M. Josseau, dans un rapport présenté à la Société nationale d'Agriculture de France (séance du 25 mai 1892), invitait la société à donner son entière approbation à l'idée mère du projet. « La base, disait-il, sur laquelle repose la nouvelle combinaison, est la loi de 1884, relative aux syndicats professionnels. Étendre les attributions de ces syndicats en les autorisant, soit à se constituer en sociétés de crédit, soit à s'annexer des sociétés de cette espèce, tel est le moyen proposé au Parlement... Ce projet essentiellement libéral, outre qu'il n'oblige pas les syndicats à se donner l'extension que l'on propose, permet qu'un ou plusieurs de leurs membres fondent, à côté des syndicats, des sociétés distinctes, autonomes et dont le fonctionnement ne pourra entraîner aucune responsabilité pour les membres des syndicats. Le projet offre, en outre, cet avantage de tirer parti des groupes déjà formés pour

fonder à côté d'eux des sociétés de crédit... En donnant aux groupes organisés en syndicats la faculté que leur accorde le projet de loi, on hâtera la fondation des premières sociétés et on favorisera la propagation de ces utiles sociétés. »

La première délibération commença devant la Chambre des députés au milieu du mois de juin 1892. La discussion fut longue, et M. Méline s'y montra le plus zélé orateur. Des critiques assez vives furent dirigées contre le projet par MM. Etcheverry, Doumer, Hubbard, Arnault-Dubois, et Develle, ministre de l'Agriculture. La discussion générale fut close le 18 juin 1892, et la proposition Méline vint, en deuxième délibération, devant la Chambre le 29 avril 1893, où elle fut votée.

Transmise au Sénat à la fin de 1893 une commission l'examina et M. Labiche présenta en son nom un long rapport au Sénat.

Devant les critiques de la commission sénatoriale, le gouvernement institua une commission extra-parlementaire ayant pour but de préparer un terrain d'entente. Cette commission comprenait, outre les sénateurs et députés qui s'intéressaient particulièrement à la question, les directeurs de nos grandes administrations publiques, les membres du conseil d'agriculture, le directeur de la Banque de France et du Crédit foncier.

Après avoir étudié la proposition de loi dans ses

moindres détails, la commission extra-parlementaire émit un certain nombre de décisions, qui donnaient en partie satisfaction aux idées sénatoriales. Le nouveau projet ainsi élaboré différait de celui voté à la Chambre des députés sur plusieurs points.

Tout d'abord le titre de la loi fut modifié, car la commission reconnut que la question du Crédit populaire devait rester distincte de celle du Crédit agricole. « L'expérience a, en effet, démontré, dit M. Labiche, que l'objet, l'organisation, le développement, les effets des syndicats agricoles ont été jusqu'à présent, absolument différents de ceux des autres syndicats professionnels. » Le titre de la proposition adoptée par la Chambre était : « Loi tendant à l'organisation du crédit agricole et populaire » ; le texte adopté par la commission sénatoriale porte : « Proposition de loi relative à la création des sociétés de crédit agricole. »

La seconde modification importante concerne l'article premier. Aux termes de l'article premier voté par la Chambre, les syndicats eux-mêmes avaient la faculté de se constituer en société de crédit ; le texte nouveau autorise la création de sociétés de crédit, soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats, soit par une partie des membres de ces syndicats. De telle sorte que les syndicats eux-mêmes deviennent indépendants des sociétés de crédit qui voudront se créer à côté d'eux ; le syndicat

conserve son caractère civil, et la société de crédit prend le caractère commercial.

La commission sénatoriale édicta aussi une nouvelle prescription en ce qui concerne la durée de la responsabilité des associés ; elle décida enfin que le dépôt des statuts s'effectuerait au greffe de la justice de paix et du tribunal de commerce.

Le Sénat approuva le projet qui lui était présenté en première délibération, le 27 avril 1894, malgré les critiques de M. Buffet contestant l'utilité du projet. Le 21 mai 1894, le Sénat le vota en deuxième délibération, après l'avoir complété sur quelques points. D'accord avec la commission, on ajouta un paragraphe additionnel à l'article premier : « Dans le cas où la société serait constituée sous la forme de société à capital variable, le capital ne pourra être réduit par la reprise des apports des sociétaires sortants au-dessous du montant du capital de fondation. »

Le projet voté et modifié par le Sénat fut transmis à la Chambre des députés. Une commission fut nommée et M. Jean Codet déposa en son nom, à la séance du 7 juillet 1894, un rapport tendant à son adoption pure et simple.

La commission pensa que les modifications introduites par le Sénat étaient acceptables. Elle regretta toutefois, la décision prise par lui de n'accorder le bénéfice de la loi nouvelle qu'aux syndicats agri-

coles : mais elle ne voulut pas retarder le vote de la loi en la renvoyant de nouveau à cette assemblée.

La discussion de ce rapport arriva en séance publique le 27 octobre 1894, M. Lacombe jugea inutile le projet, sans toutefois en proposer le rejet ; il critiqua le Sénat d'avoir restreint la loi aux syndicats agricoles ; il réclama une limitation du taux de l'intérêt destiné à rémunérer la part sociale, et à la fin de la séance, fit remarquer qu'il serait bon de frapper de l'impôt sur le revenu, les bénéfices accumulés qui seront distribués à la dissolution de la société de crédit.

Le ministre des Finances promit de déposer sur le bureau de la Chambre un projet à cet égard, si le besoin s'en faisait sentir.

La loi fut adoptée sans modifications, le 27 octobre 1894. Elle fut promulguée le 5 novembre 1894, et publiée dans le *Journal officiel* le 6 novembre.

La charte du Crédit agricole était créée, et tout ce qui a été réalisé plus tard a trouvé son fondement inébranlable dans cette loi.

Nous allons en examiner les différents principes et le fonctionnement, après avoir déterminé : quelle est la nature juridique des caisses locales de crédit agricole mutuel créées conformément à la loi du 5 novembre 1894.

SECTION II

Caractères généraux et nature juridique des sociétés de crédit agricole créées par la loi du 5 novembre 1894.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 5 novembre 1894 : « Les sociétés de crédit autorisées par la présente loi sont des sociétés commerciales. »

Le législateur a tenu à déclarer expressément dans la loi que les sociétés qui venaient d'être créées étaient bien des sociétés et non de simples associations, comme aurait pu porter à le croire l'application des principes généraux.

Dans nos lois, en effet, le nom d'association est réservé aux collectivités qui se proposent un but général et élevé, d'où toute idée de spéculation et de gain est exclue, où l'intérêt est à part : telles sont par exemple les associations politiques, religieuses et scientifiques.

On réserve au contraire le nom de société civile ou commerciale à celles qui ont pour objet la réalisation de bénéfices à partager. Ces sociétés obéissent à des lois spéciales.

Des différences assez profondes séparent l'association de la société, notamment en ce qui concerne

la constitution des associations, pour laquelle une autorisation préalable de l'autorité publique est nécessaire et il importe d'avoir un critérium pour les distinguer.

« Une condition essentielle, pour qu'il y ait société, c'est que les parties aient pour but de réaliser des bénéfices à partager entre elles, à l'aide d'opérations faites avec ou sur le fonds commun (1). »

C'est donc le caractère de lucre et de gain qui va nous servir de critérium pour les distinguer

Or, les sociétés de crédit agricole qui nous occupent ont pour but de procurer du crédit à bon marché ; mais nullement de chercher des bénéfices ; l'article 3 § 3 est formel sur ce point : « Il (le bénéfice) ne pourra en aucun cas être partagé sous forme de dividende entre les membres de la société ». Toute idée de gain ou de lucre est donc exclue et il semble bien que l'on se trouve en présence d'associations proprement dites.

Cependant cette solution ne peut être admise, car elle est contraire aux travaux préparatoires et à la volonté même du législateur (article 4).

M. Mir dans son rapport s'exprimait ainsi (p. 208) : « Il est à peine nécessaire de faire remarquer ici, que les opérations de crédit constituant des actes de

1. Lyon-Caen et Renault. *Précis de Droit Commercial*, p. 250.

commerce (1), les sociétés qui vont se constituer auront naturellement le caractère de sociétés commerciales ».

Les sociétés de crédit agricole étant des sociétés commerciales, constitueront des personnes morales, considérées en droit comme ayant une personnalité distincte de celle des associés. Il en résulte certaines conséquences que nous allons examiner rapidement, car ce sont celles résultant de la personnalité de toutes les sociétés de commerce (2).

1° La société, étant une personne civile, est propriétaire exclusive du fonds social ; ce fonds au lieu d'être indivis pendant la durée de la société entre tous les associés, appartient à la société, personne distincte de chaque associé ; il en résulte que les parts d'associés doivent être considérées comme des biens purement mobiliers (art. 529, Code civil), quand bien même la société posséderait des immeubles. Il suit de là, que les règles applicables aux droits mobiliers, trouveront ici leur application.

2° L'actif social, forme le gage exclusif des créanciers sociaux, et les créanciers personnels des associés, ne peuvent prétendre se faire payer sur cet

1. L'art. 362 du Code de commerce dit : « La loi répute acte de commerce : 1° Toutes les opérations de change, banque, courtage, etc. 2° Toutes opérations de banques publiques.

2. Art. 529. C. civ., 696. C. p. civ., 438. C. de comm., etc. Lyon-Cean et Renault t II, nos 123 et 124.

actif qu'après désintéressement intégral des premiers; ce droit de gage spécial appartenant aux créanciers sociaux, contribue pour une large part à augmenter le crédit des caisses de Crédit agricole.

3° Toute société commerciale a un domicile distinct de celui de chacun des associés; c'est à ce domicile qu'elle doit être assignée en la personne de ses représentants légaux, sans avoir besoin de faire intervenir le nom et le domicile de tous les associés.

4° La société peut conclure par l'entremise de ses représentants toutes les opérations juridiques, tous les contrats se rattachant à son commerce; c'est ainsi qu'elle peut se porter caution et ce sera même une des plus fréquentes opérations; elle peut aussi entrer comme associée dans une autre société;

5° Enfin, bien que la question soit controversée, MM. Lyon-Caen et Renault admettent que la société commerciale peut recevoir une libéralité entre vifs ou testamentaire sans être obligée d'en demander l'autorisation.

La proposition de loi présentée par M. Méline dans son article 4 §§ 2 et 3 était beaucoup plus restrictive. Elle exigeait l'autorisation préalable du préfet pour recevoir des dons et legs, mais la commission de la Chambre des députés fit disparaître cette proposition. La loi est muette sur cette question; il faut en déduire qu'en principe les sociétés de Crédit agricole sont libres de conclure toutes les

opérations juridiques permises à une personne ordinaire.

Maintenant que nous avons constaté que les sociétés de Crédit agricole sont des sociétés commerciales ; dans quelle catégorie allons-nous les ranger ?

Les sociétés de Crédit agricole, sont sans aucun doute des sociétés de personnes.

On divise en effet généralement les sociétés commerciales en sociétés de personnes, qui ont pour fondement la considération de la personne et de ses qualités morales ou pécuniaires et sociétés de capitaux qui prennent surtout en considération les capitaux sans s'occuper ni d'où ils viennent ni à qui ils appartiennent.

Ces deux catégories de sociétés sont régies par des règles bien différentes ; c'est ainsi que la mort d'un associé, son interdiction, sa déconfiture ou sa faillite sont autant de causes de dissolution pour une société de personnes, alors que dans une société de capitaux ces divers événements ne produisent aucun effet.

De même, dans une société de personnes la cession d'une part sociale ne peut se faire sans le consentement des co-associés. On comprend donc l'importance qu'il y a à connaître l'intention des parties, pour savoir si on se trouve en présence d'une société de personnes ou d'une société de capitaux. Cette

intention parfois ne sera pas équivoque, mais dans bien des cas elle résultera de circonstances de fait qu'il faudra découvrir. On peut à ce sujet poser un principe : le fait que la part d'un associé ne peut être transmise sans le consentement des autres associés est toujours suffisant pour montrer que la société n'est pas une société de capitaux.

Or, dans les sociétés de Crédit agricole, nous trouvons toutes ces conditions réunies. Nous sommes en présence d'agriculteurs qui, habitant le même village, ou faisant partie du même syndicat se connaissent bien, s'apprécient et fondent une société en considération des personnes qui doivent la composer, leur but étant de garantir mutuellement leurs engagements.

De plus l'article 1^{er} § 3 de la loi de 1894 défend absolument l'émission d'actions. « Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions » et exige que les souscriptions de parts soient nominatives. Ce même article nous dit enfin que les parts sociales « ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la Société. » Cette prescription suffirait à elle seule à faire des caisses de Crédit des sociétés de personnes.

Les caisses de Crédit agricole étant des Sociétés de personnes, dans quelle catégorie rentrent-elles ;

sont-elles des sociétés en nom collectif ou des sociétés en commandite simple ?

On peut répondre qu'elles rentrent ni dans l'une, ni dans l'autre de ces catégories et que nous sommes en présence d'un type nouveau de société de personnes.

En effet, les sociétés de Crédit agricole ne sont pas des sociétés en nom collectif, une société en nom collectif étant celle où tous les associés sont tenus personnellement et solidairement des dettes sociales(1). Elles peuvent le devenir par la volonté même de tous les associés s'engageant dans les liens de la solidarité.

L'article 2 § 3 déclare que les statuts régleront « l'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société. » Ces statuts pourront donc imposer la solidarité aux associés, mais ils ne seront pas obligés de le faire.

Elles ne sont pas davantage des sociétés en commandite simple (2), car pour cela il faudrait qu'il y eut deux catégories de membres. Or, on peut parfaitement reconnaître aux membres de ces sociétés le

1. Art. 20 et 22 du C. de Com.

2. La société en commandite simple se compose de commandités qui sont tenus solidairement et indéfiniment des dettes sociales, et de commanditaires qui ne sont tenus que jusqu'à concurrence de leur apport.

caractère de commanditaires ; mais on ne trouve pas de commandités.

Dès lors, les sociétés de Crédit agricole n'étant ni des sociétés en nom collectif, ni des sociétés en commandite simple, doivent constituer à elles seules un type nouveau de sociétés dans notre droit commercial.

C'est ce que constatait M. Etcheverry dans son discours lors de la discussion générale de la loi (1) : « Quelle sera cette forme de société ? Ce ne sera pas la société en commandite, puisqu'elle suppose des associés à responsabilité illimitée, à côté d'associés à responsabilité limitée ; ce ne sera pas la société en nom collectif qui repose sur la solidarité illimitée de tous les membres. Quelle sera donc cette forme de société ? Il nous semble que la commission aurait pu s'expliquer sur ce point, ne serait-ce que pour donner une existence légale à cette forme de société. Actuellement elle n'en a pas. » M. Méline déclarait vouloir créer « un nouveau type de sociétés commerciales qui se caractérise en principe par la suppression des actions ». De même M. Mir, dans la séance du 18 juin, s'exprimait ainsi : « Nous réduisons à leur plus simple expression les formalités nécessaires à la constitution de ce type nouveau, les sociétés commerciales de crédit. »

1. *J. off.*, du 12 juin 1892. Ch. des dép. Débats parl., p. 772.

Il nous faut donc déterminer ce qu'est ce type spécial de société.

En réalité, nous nous trouvons en présence de sociétés en commandite simple, composées uniquement de commanditaires ou mieux encore de sociétés en nom collectif avec restriction de solidarité, de sociétés en nom collectif à responsabilité limitée. Il est bien entendu, d'ailleurs, que les statuts peuvent décider que les associés seront tenus indéfiniment et solidairement, mais ce sera l'exception.

L'innovation consiste donc dans la limitation de la responsabilité des contractants au capital social (1).

Certains auteurs, et en particulier M. Durand, ont soulevé une objection qui a donné lieu à de nombreuses controverses. Ils se demandent si les sociétés nouvelles restent soumises à l'application de la loi du 24 juillet 1867, modifiée par celle du 1^{er} août 1893, en ce qui concerne les dispositions de cette loi, qui ne sont ni contraires, ni incompatibles avec celles de la loi du 5 novembre 1894. En d'autres termes, ils cherchent si la loi nouvelle se suffit à elle-même ou s'il convient de la compléter par la loi de 1867, combinée avec celle du 1^{er} août 1893.

1. Ce type de société nouveau pour nous, était connu depuis longtemps en Allemagne. Une loi du 1^{er} mai 1889, modifiant la loi du 4 juillet 1868, donne la faculté de fonder des sociétés coopératives à responsabilité limitée. Un peu plus tard une loi générale du 29 avril 1892 crée les sociétés à responsabilité limitée.

Pour M. Durand (1), la loi nouvelle ne contient pas un seul mot, sauf en ce qui concerne la publicité, « qui permette de dispenser de l'une quelconque des formalités exigées par les trois premiers titres de la loi de 1857 pour la constitution des sociétés ».

On voit les conséquences gênantes de cette théorie. Les sociétés de Crédit agricole devraient se soumettre à toutes les prescriptions de la loi relatives aux sociétés anonymes : leurs parts ne pourraient être inférieures à 25 francs (loi du 1^{er} août 1893) ; les versements opérés devraient être constatés par-devant notaire ; leurs assemblées générales seraient soumises aux formes, délais et quorum des articles 25 et suivants de la loi de 1867 ; les formalités prescrites pour la régularité des assemblées générales deviendraient formellement exigibles (2) ; enfin M. Durand prétend (3) qu'indépendamment de la sanction établie par l'article 6 de la loi de 1894, les administrateurs des syndicats qui auront fondé des sociétés de crédit agricole, sans observer les prescriptions des articles 1, 2, 3, 4, et 24 de la loi de 1867, seront passibles des peines édictées par les articles 13, 14, 15,

1. *Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, n° de décembre 1894.

2. G. Maurin, Ch. Brouilhet, *Manuel pratique de crédit agricole*, p. 11.

3. *Bulletin mensuel de l'Union des caisses rurales et ouvrières à responsabilité illimitée*, n° de mars 1895.

16 et 46 de la même loi, sans compter les conséquences civiles des infractions qu'ils pourraient commettre.

Cette solution est beaucoup trop rigoureuse dans le silence de la loi, elle est du reste contraire à la volonté du législateur qui ressort nettement des travaux préparatoires et des débats parlementaires.

« Désormais, si nos conclusions sont adoptées, disait M. Mir dans son rapport à la Chambre des députés, les syndicats professionnels pourront, par le simple dépôt des statuts à la sous-préfecture, se constituer en sociétés ayant le droit de faire les actes de crédit qui se rattacheraient exclusivement à leurs opérations syndicales, aux mêmes conditions et sans l'accomplissement des formalités exigées par le Code de commerce ou la loi de 1867 ; ils pourront également constituer des syndicats de crédit, s'ils ne veulent pas faire des opérations de crédit par eux-mêmes...

» Nous croyons à notre tour devoir favoriser les syndicats professionnels qui ne peuvent fonder des institutions de crédit qu'en recourant aux formalités encore trop compliquées de cette législation (loi de 1867), et dans ce but nous créons un type nouveau de sociétés commerciales de crédit mutuel dont les formalités sont réduites à la plus simple expression. »

De même M. Méline, dans la séance du 16 juin 1892,

était aussi affirmatif : « La législation commerciale concernant les sociétés est infiniment trop compliquée, d'un fonctionnement trop difficile pour être pratiquée par la masse de la population... Au contraire, nous voulons constituer de petites banques de famille, tout à fait locales et très simples. Quant à l'acte de société, il est remplacé par le dépôt des statuts. Nous estimons que cela suffit. » M. Labiche, qui dans son rapport avait eu un mot malheureux (1) dont se sont servis les partisans de la théorie que nous combattons, s'exprime lui aussi en des termes qui ne laissent aucun doute (Sénat, séance du 21 mars 1894) : « Nous accordons aux nouvelles sociétés de crédit, dont nous voulons faciliter la constitution et le fonctionnement, un certain nombre de privilèges ; pour leur fondation notamment, elles ne seront pas soumises à toutes les conditions et à toutes les formalités de la loi de 1867, qui éloignent avec raison un grand nombre de nos cultivateurs de la constitution de ces sociétés ; pour leur fonctionnement nous avons simplifié la législation de droit commun de 1867. »

1. M. Labiche s'exprimait ainsi : « Le projet n'apporte aucune modification à la loi sur les syndicats, il édicte seulement quelques dispositions complétant la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés. »

Non seulement l'expression complétant est peu heureuse, mais elle est inexacte. Elle s'explique parce que, dans la phrase, le rapporteur avait déjà employé les mots dérogation et modification, et c'est pour ne pas répéter un de ceux-ci qu'il a employé l'expression complétant.

Ainsi, on peut affirmer que la loi du 5 novembre 1894 se suffit à elle-même. Elle a créé un type nouveau de sociétés commerciales par intérêts, elle a voulu, selon l'expression de M. Labiche au Sénat, « favoriser la création de petites sociétés locales de crédit, en provoquant l'initiative des membres des syndicats agricoles ». Pour réaliser ce but, il fallait de grandes simplifications de forme, et elle les a apportées, contrairement à l'opinion que nous venons de combattre.

SECTION III

Constitution et publicité des sociétés de Crédit agricole

La loi du 5 novembre 1894 indique limitativement les conditions constitutives des sociétés de Crédit agricole. On peut les grouper sous quatre chefs qui s'occupent successivement :

1° Des personnes pouvant faire partie de ces sociétés.

2° De la constitution du capital social.

3° De la rédaction des statuts.

4° De la publicité de ces mêmes statuts.

I. — *Entre quelles personnes peuvent être formées les sociétés de Crédit agricole.*

Aux termes de l'article 1^{er} « Des sociétés de crédit

agricole peuvent être constituées, soit par une partie ou par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par la totalité ou par une partie des membres d'une ou de plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies par la loi du 4 juillet 1900 (1) ».

Il résulte de ce texte, qu'une société de Crédit mutuel peut être formée :

1° Par un syndicat agricole tout entier, s'il obtient l'adhésion unanime de ses membres.

2° Par la réunion de deux ou plusieurs syndicats.

3° Par quelques membres seulement d'un même syndicat.

4° Par quelques membres réunis de deux ou plusieurs syndicats,

5° Par les membres d'une ou de plusieurs sociétés d'assurances mutuelles agricoles, dans les mêmes conditions que celles que nous venons d'énumérer.

Ainsi le législateur a manifesté clairement son intention de n'admettre dans les sociétés de Crédit agricole que des agriculteurs ; c'est pourquoi il a réservé aux seuls membres des syndicats agricoles le bénéfice de cette loi, et c'est pourquoi aussi la loi du 14 janvier 1908 a étendu ce bénéfice aux membres des sociétés d'assurances mutuelles agricoles régies

1. Modification résultant de la loi du 14 janvier 1908.

par la loi du 4 juillet 1900, ces sociétés ne pouvant comprendre que des agriculteurs.

M. Etchéverry à la Chambre et M. Buffet au Sénat ont vu là une injustice et ont vivement critiqué cette obligation de faire partie d'un syndicat. M. Etchéverry disait : (1) « Il existe 750 syndicats agricoles groupant 269,298 cultivateurs... c'est pour eux et pour eux seuls que vous voulez faire une loi. Dans une foule de localités, il n'existe pas de syndicat et il y aurait cependant profit à créer des sociétés de crédit mutuel. Par cela même que les travailleurs de ces localités sont privés des avantages des syndicats, on peut dire qu'ils ont encore plus d'intérêt à avoir des sociétés de crédit mutuel. Pourquoi ne pas faciliter la création des sociétés. »

En réalité cette objection tombe d'elle-même, car la loi n'exclut personne. Rien n'est plus simple et moins coûteux, d'après la loi de 1884, que la création d'un syndicat et si des agriculteurs non syndiqués veulent bénéficier des avantages de la loi sur les caisses de crédit, il leur est facile de fonder un syndicat d'un nombre de membres restreint, dans le seul but de créer entre eux une de ces caisses.

Le législateur en accordant une situation de faveur à ces sociétés avait uniquement pour but de venir en aide à l'agriculture qui traversait à ce

1. *J. off.*, 12 juin 1892. Ch. Débats parlam., p. 773.

moment une crise violente ; il fallait donc écarter les personnes étrangères et les spéculateurs qui n'auraient pas manqué de profiter des avantages concédés.

La qualité d'agriculteur étant difficile à apprécier à première vue, le fait d'être membre d'un syndicat paraissait donc offrir quelque sécurité.

De plus notre organisation de Crédit agricole repose toute entière sur l'idée de mutualité ; or la mutualité suppose un lien préalable entre ceux qui veulent en profiter, la mutualité demande avant elle une association solide, sur laquelle elle puisse compter. Ainsi que le dit M. Jean Codet, il n'était pas possible d'accorder le privilège des associations, que notre loi a pour but d'encourager, à des personnes qui ne veulent pas être associées. Le législateur ne pouvait évidemment pas trouver une association de travailleurs honnêtes, mieux constituée, que celle qui existait déjà dans les syndicats agricoles.

La qualité de membre d'un syndicat agricole étant obligatoire pour faire partir d'une caisse de crédit mutuel, il s'en suit que cette caisse ne sera valablement constituée que si le syndicat dont elle est issue est établi lui-même conformément aux dispositions de la loi de 1884. Ainsi peuvent faire partie d'un syndicat et par suite d'une caisse de Crédit agricole, toutes les personnes qui cultivent la terre ou en recueillent directement les produits, donc, les fer-

miers, les métayers, les propriétaires exploitant la terre, les vigneron, les horticulteurs, etc... L'article 2 de la loi du 21 mars 1884 prévoit également l'admission, à côté des personnes exerçant la même profession, de celles exerçant des métiers similaires ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés.

Les métiers similaires à l'agriculture sont peu nombreux ; on peut citer ; les associations fruitières de Franche-Comté, certaines associations établies aux environs de Paris, centralisant de grandes quantités de lait et en assurant la conservation et l'écoulement, etc... mais par contre les professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés sont très nombreuses : par exemple on pourra admettre dans un syndicat agricole, le professeur d'agriculture, le vétérinaire, le constructeur de machines agricoles, et dans un syndicat viticole, le vannier, le tonnelier.

La question s'est posée, de savoir si l'on devait considérer comme exerçant une profession agricole, le propriétaire foncier dont les terres sont exploitées par un fermier. On est d'accord généralement dans la pratique, pour le considérer comme tel, et avec raison du reste, car outre l'influence qu'il peut avoir sur le syndicat, il est souvent en mesure de fournir une cotisation plus forte que celle du simple cultivateur.

La plupart des sociétés de crédit mutuel ne comprennent que des membres d'un même syndicat, cependant l'article 1^{er} autorise la création de sociétés de crédit entre membres de syndicats différents ; c'est là une disposition critiquable. Il ne faut pas oublier que les sociétés de crédit sont avant tout des sociétés de personnes ayant pour base *l'intuitu personæ*, dont tous les membres sont solidaires, et il est de toute nécessité qu'ils se connaissent et soient à même d'apprécier leur solvabilité réciproque.

« Le prêt agricole, disait l'exposé des motifs de la proposition Méline, suppose un jugement porté sur la personne de l'emprunteur autant que sur sa situation matérielle, et on comprend aisément que ce jugement ne puisse être porté avec certitude que par des hommes vivant en quelque sorte d'une façon quotidienne avec lui, le connaissant à fond, sachant bien quel emploi il fait du crédit qu'on lui accorde et dans quelle mesure on peut le lui procurer. » Or, à la campagne, dans la même commune, dans le même canton, chacun connaît à peu près exactement la fortune de son voisin, ses ressources, ses qualités morales, d'ordre, d'économie et de probité ; l'organisation locale, communale ou au maximum cantonale des sociétés de Crédit agricole, nous semble donc être un principe nécessaire pour les rendre fortes et assurer leur prospérité. Ce principe, du reste, est considéré comme fondamental par les banques Raiffeisen

en Allemagne et par les caisses italiennes. Il permet au cultivateur d'obtenir du crédit parce qu'il est connu et il favorise aussi la surveillance de la destination de l'argent prêté, ce qui est indispensable au bon fonctionnement de la société. Nous croyons donc qu'il eût été préférable de décider que seuls les membres d'un même syndicat pouvaient constituer les sociétés de Crédit agricole.

II. — *Constitution du capital social*

Aux termes de l'article 1^{er} § 3 : « Le capital social ne peut être formé par des souscriptions d'actions. Il pourra être constitué à l'aide de souscriptions des membres de la société. Ces souscriptions formeront des parts qui pourront être de valeur inégale ; elles seront nominatives et ne seront transmissibles que par voie de cession aux membres des syndicats et avec l'agrément de la société. »

Le législateur a donc formellement interdit la souscription d'actions. Il craignait que les spéculateurs ne créent de prétendus syndicats ayant en vue tout autre chose que des intérêts économiques professionnels. Ainsi que le disait M. Méline à la Chambre (séance du 20 juin 1892), « notre but, en défendant l'émission d'actions, a été d'empêcher la spéculation de se produire et de compromettre dès le début la constitution de toutes ces petites sociétés locales ».

Ce que les spéculateurs cherchent, ce sont des titres au porteur facilement transmissibles par la simple tradition, circulant au gré des détenteurs successifs. Or, nous savons que dans les sociétés de capitaux, la cessibilité des parts d'associés est un acte normal, ordinaire, devant se réaliser facilement et sans entraves, ces parts portent le nom d'actions. Dans les sociétés de personnes, au contraire, cette cessibilité est un acte exceptionnel, ces parts d'associés sont des intérêts. En créant des parts d'intérêts nominatives, transmissibles seulement par voie de cession aux membres des syndicats avec l'agrément de la société, les spéculateurs étaient complètement écartés.

Il n'est pas nécessaire que ces parts soient de valeur égale ; (art. 1^{er} § 3), mais bien peu de caisses ont usé de cette faculté donnée par le législateur et habituellement toutes les parts d'une caisse de crédit sont de valeur égale. Du reste, les statuts sont libres d'en déterminer le montant, et ici la loi de 1867 modifiée en 1893 n'est pas applicable. En général, les parts varient de 5 à 100 francs et la grande majorité des caisses ont adopté le chiffre de 20 francs.

Chacune de ces parts est représentée par un récépissé sur lequel est inscrit le nom du titulaire ; son nom figure également sur les registres de la société.

M. Mir nous explique quelle est la situation de ces

parts d'intérêts (1). « C'est une créance ordinaire dit-il de l'associé envers la société, et cette créance se transmettra exactement comme est transmise une créance à l'égard du cessionnaire ; c'est-à-dire qu'au lieu de la simple livraison ou du transfert, on sera obligé de signifier ou de demander l'acceptation du cédé. »

Les statuts déterminent librement l'intérêt qui doit être payé au capital social ; en pratique, dans la plupart des caisses de Crédit agricole le taux est fixé à 3 o/o.

Une fois le capital souscrit, la loi exige, pour que la société puisse commencer ses opérations, que le quart de ce capital soit versé. « La société ne pourra être constituée qu'après le versement du quart du capital souscrit » (art 1^{er} § 4).

Cette disposition est analogue à celle qui régit les sociétés anonymes et qui est inscrite dans l'article premier § 2 de la loi du 1^{er} août 1893. Aux termes de cet article, ces sociétés ne peuvent être constituées qu'après le versement en espèces par chaque actionnaire du quart au moins des actions souscrites lorsqu'elles sont de 100 francs et au-dessus, et du montant total si les actions n'excèdent pas 25 francs. Toutefois, la loi du 5 novembre 1894 apporte une double dérogation à cette règle.

1. *J. off.*, 21 juin 1892. Déb. parl. Chambre des députés, p. 865.

A la différence de la loi de 1893, la loi de 1894 ne distingue pas entre les actions de 25 francs et celles de 100 francs. Quel que soit le montant de l'action ou plus exactement de la part, il suffit que le quart en ait été versé.

De plus, la société sera légalement constituée lorsque le quart de l'ensemble des souscriptions aura été réellement versé. Il n'est pas nécessaire, pour cela, que chaque associé ait versé personnellement le quart de sa part.

Ces différences s'expliquent : le législateur de 1894 a voulu, avant tout, donner toutes les facilités aux agriculteurs pour la constitution des sociétés de crédit. Son désir était que tous puissent y contribuer, même ceux qui n'avaient pas des ressources suffisantes pour verser immédiatement le quart de leur part. Il a établi une compensation, et les uns versent en plus ce que les autres versent en moins. Ce sont les administrateurs qui doivent, sous leur responsabilité, affirmer que le versement du quart du capital social a été effectué.

III. — *Rédaction des statuts*

A la Chambre des députés, dans la séance du 16 juin 1892, M. Méline déclarait « qu'il n'y avait pas d'acte de société, mais simplement des statuts ».

Ces statuts devront être rédigés en deux exem-

plaires, afin de remplir les formalités de publicité.

La loi de 1894 a laissé aux sociétés nouvelles, une grande liberté pour la rédaction des statuts néanmoins, dans ses articles 2 et 3, elle énumère certaines prescriptions auxquelles ces sociétés doivent se conformer.

D'après ces articles, les statuts détermineront :

1° La composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres de la société contribuera à sa constitution ;

2° Le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants ;

3° L'étendue et les conditions de la responsabilité qui incombera à chacun des sociétaires dans les engagements pris par la société ;

4° Les prélèvements opérés au profit de la société, sur les opérations faites par elle, et leur répartition ;

5° L'administration de la société ;

6° Les modifications des statuts ;

7° La durée de la société et sa dissolution.

1° Les statuts devront tout d'abord fixer la composition du capital et la proportion dans laquelle chacun des membres de la société contribuera à sa constitution ; en d'autres termes, ils doivent fixer le taux des parts et indiquer le nombre que pourra en posséder chaque associé.

Nous avons vu, précédemment, que la loi du 5 novembre 1894, ayant créé un type nouveau de sociétés, la loi de 1867 modifiée par celle du 1^{er} août 1893 et prohibant l'émission de parts au-dessous de 25 francs n'était pas applicable aux sociétés de crédit agricole. Les fondateurs ont donc toute liberté pour fixer le taux des parts.

En pratique, la majorité des caisses l'ont fixé à 20 francs ; quelques-unes, cependant, l'ont abaissé à 5 francs alors que d'autres, au contraire, l'ont élevé à 100 francs.

Quant au nombre de parts que chaque associé peut posséder, il n'est pas déterminé ; cependant les statuts imposent souvent l'obligation de ne pas dépasser un maximum.

Pour l'intérêt servi par la société, la loi n'a pas fixé de maximum, mais les sociétés de Crédit agricole, en indiquant la valeur des parts, ne manquent jamais de décider quel intérêt leur sera servi.

2° Les statuts devront fixer le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants.

La loi autorise les caisses de Crédit agricole à recevoir des dépôts en comptes courants. Cette disposition est très utile, car elle procure à ces caisses le moyen de trouver de nouvelles ressources, dans le cas où le capital social est insuffisant, et elle leur fait jouer un rôle de caisse d'épargne, qui leur permet de mettre sur place l'épargne locale à la

disposition des agriculteurs et de leurs associations pour le plus grand profit de tous.

Mais, sur ce point, le législateur s'est montré un peu sévère. Il semble impossible, à une société nouvelle, de fixer par avance les sommes dont elle pourra avoir besoin pour son fonctionnement futur. Ce rôle doit appartenir à l'assemblée générale des sociétaires. Les fondateurs devront donc lui déléguer ce pouvoir dans les statuts. En fait, le maximum de ces dépôts devra être proportionné aux besoins de la société.

3° Les statuts détermineront la responsabilité des associés.

Ici se pose le problème de savoir s'il faut admettre le principe de la solidarité entre les sociétaires.

Nous avons vu qu'il existe deux types de sociétés de Crédit agricole, celles à responsabilité limitée et celles à responsabilité solidaire et illimitée. Le législateur de 1894 a laissé entière liberté aux fondateurs des caisses de crédit d'adopter l'une ou l'autre forme, à condition toutefois que leur décision soit mentionnée expressément dans les statuts.

Nous dirons tout de suite que la majorité des caisses fondées depuis 1894 jusqu'à ce jour ont adopté le principe de la responsabilité limitée. Est-ce à tort ou à raison ? Il existe des avantages et des inconvénients de part et d'autre.

Le principe de la responsabilité solidaire et illi-

mitée, qui est repoussé par Luzzatti, est considéré au contraire par Raiffeisen, Schulze et Vollembourg comme indispensable aux sociétés de crédit mutuel. « La solidarité, dit Vollembourg, est l'épine dorsale des associations de crédit rural, elle leur donne dès le début la surface nécessaire. Chaque adhérent, s'il n'était exposé à trop de vicissitudes, posséderait dans la force de son travail une somme de garantie. Mais il n'est pas admissible, qu'à un même moment, tous les membres d'une association fassent de mauvaises affaires, ni que la mort ou l'inconduite ruinent d'un coup la capacité sociale. Si quelques-uns sont frappés, la prospérité des autres rétablit toujours la balance. »

Ce principe, en effet, présente des avantages incontestables, à raison même de la responsabilité pouvant peser sur chaque sociétaire. Cette responsabilité éventuelle entraînera nécessairement plus de prudence dans l'administration, un choix plus rigoureux des sociétaires, un examen plus approfondi des demandes de crédit, une surveillance plus étroite de l'emploi des sommes accordées, et enfin le souci de former dès les premiers exercices une réserve

D'autre part, ces caisses jouiront d'un crédit beaucoup plus grand et trouveront plus facilement les capitaux qui leur sont nécessaires, soit auprès de l'épargne locale, soit auprès des banques régionales ou même des banques ordinaires.

On a eu grand tort d'exagérer outre mesure les effets de la responsabilité illimitée, car en réalité ceux qui l'acceptent ne courent pas grand risque. Nous savons que cette clause ne lie les sociétaires qu'envers les créanciers sociaux, et que le sociétaire qui aurait payé la dette sociale, aurait bien entendu son recours contre ses co-associés qui devraient la supporter avec lui, chacun pour sa part.

D'autre part, les conseils d'administration peuvent s'entourer de précautions telles, que ce sera un cas véritablement exceptionnel, si le débiteur ne se libère pas à l'échéance. Nous venons d'énumérer plus haut les conséquences qu'entraînera cette responsabilité éventuelle au point de vue de l'administration et des précautions à prendre pour les demandes de crédit ; à cela on peut ajouter que pour un prêt important l'emprunteur sera dans l'obligation de fournir une caution, caution qui devra présenter elle-même toutes les garanties désirables.

Si, malgré tout cela, et c'est inadmissible, un accident vient à se produire, les sociétaires ne seront pas forcément exposés à perdre cette somme ; la réserve constituée par les bénéfices réalisés par la société servira à couvrir le déficit. Si la réserve elle-même ne possède rien, la caisse n'en continuera pas moins à fonctionner, car ses créanciers se savent garantis par la fortune totale des membres de la société.

Du reste, ces sommes ne seront jamais bien impor-

tantes, car les statuts peuvent fixer un maximum à l'importance des prêts, et il serait bien rare que plusieurs débiteurs se trouvent en même temps dans l'impossibilité de faire face à leurs engagements.

Les avantages de la solidarité appliquée au Crédit agricole sont donc incontestables ; les auteurs de la proposition Méline l'avaient bien compris, puisqu'ils décidaient (art. 2 § 2 *in fine*) qu'en cas de silence des statuts, les associés seraient responsables solidairement ; mais la commission de la Chambre décida que, dans tous les cas, les statuts doivent fixer la part de responsabilité qui incombera à chaque sociétaire.

Cette décision était sage, car il est évident, ainsi que le reconnaît M. Méline, que cette idée de solidarité n'était pas assez mûrie dans l'esprit de nos paysans français.

Les faits, du reste, le prouvent, puisque libres de choisir le système qui leur plaisait le mieux, la majorité des caisses fondées sous le régime de la loi de 1894 se sont rangées au principe de la responsabilité limitée.

Il était donc bien préférable de laisser les sociétés elles-mêmes juges du régime le plus favorable à leurs besoins et à leurs intérêts, quitte plus tard à se transformer si elles le jugeaient nécessaire.

C'est ainsi qu'à mesure que l'idée de solidarité se développe, et que les populations agricoles se fami-

liarisent davantage avec l'idée d'association, nous voyons des transformations se produire. Signalons à ce propos un fait intéressant : dans la plupart des caisses locales affiliées aux caisses régionales du Midi, des Basses-Pyrénées et de Tarbes, constituées primitivement sous le régime de la responsabilité limitée comportant la constitution d'un capital souvent important, les sociétaires, après s'être rendu compte du fonctionnement de l'institution, n'ont pas hésité à adopter la responsabilité solidaire illimitée qui leur a permis de donner plus d'ampleur à leurs opérations.

L'article 2 § 4 nous indique également quand cessera la responsabilité des associés : « Les sociétaires ne pourront être libérés de leurs engagements qu'après la liquidation des opérations contractées par la société antérieurement à leur sortie. »

Le projet adopté par la Chambre disposait que la responsabilité des associés cessait deux ans après leur sortie de la société. Ce projet était préférable, car on se trouvait en présence d'une limite fixe de nature à faire activer la liquidation et à rassurer les sociétaires sortant des caisses de Crédit agricole.

4° L'article 3 prescrit aux statuts de déterminer les prélèvements que la société entend effectuer sur les opérations qu'elle réalisera, ainsi que leur répartition.

Comme toutes les sociétés de crédit, celles visées

par la loi de 1894 ont des frais généraux d'administration auxquels il faut ajouter l'intérêt qu'elles doivent payer aux déposants. Nous avons vu également que les sociétés de Crédit agricole doivent se constituer un fonds de réserve.

Pour subvenir à ces besoins, il leur faut des ressources ; aussi l'article 3, dans son premier alinéa, autorise ces sociétés à effectuer des prélèvements sur leurs opérations, autrement dit, à réaliser des bénéfices.

C'est au conseil d'administration que revient en général le soin de fixer le montant de ces prélèvements. Mieux que tout autre, il connaît les besoins de la société, ses frais généraux, le mouvement de ses affaires, autant de points qu'il est impossible de connaître d'avance.

Mais le législateur n'a pas voulu laisser aux sociétés de crédit la faculté de disposer librement de ces prélèvements, et il a déterminé dans son article 3 § 2 et suivants l'emploi auquel ces sommes devraient être affectées.

a) Tout d'abord « à l'acquittement des frais généraux ». Bien que restreints on ne peut les supprimer entièrement. Ils comprennent les frais d'installation et d'organisation, c'est-à-dire les frais d'impression des statuts et des titres représentatifs des parts sociales, les frais de publicité légale et facultative, les frais de

correspondance et d'imprimés, l'achat de livres de commerce et de registres.

b) Elles serviront ensuite à payer l'intérêt des emprunts contractés par la société. L'intérêt de ces emprunts sera fixé par les statuts, à moins qu'ils ne laissent ce soin au conseil d'administration ou aux assemblées générales. En général, les caisses de crédit paient de 2,75 à 3,50 o/o d'intérêt à leurs déposants.

c) En troisième lieu, à payer les intérêts dus au capital social :

La distribution des dividendes est formellement interdite par l'article 3 § 3, néanmoins la loi permet de servir aux sociétaires un intérêt fixe pour les parts qu'ils ont souscrites.

Cet intérêt doit être aussi minime que possible, il est fixé soit par les statuts, soit par le conseil d'administration ou l'assemblée générale. Dans la grande majorité des caisses, ce taux est de 3 o/o.

d) Enfin, après avoir payé les frais généraux et l'intérêt des emprunts et du capital social, la loi dispose que « les prélèvements seront affectés jusqu'à concurrence des trois quarts au moins à la constitution du fonds de réserve, jusqu'à ce qu'il ait atteint au moins la moitié de ce capital ».

La loi impose donc un double minimum à la constitution du fonds de réserve. Tant qu'il n'aura pas atteint la moitié du capital social, les prélèvements

à faire chaque année sur les bénéfices nets seront des trois quarts.

Ces trois quarts sont un minimum que les sociétés pourront dépasser à leur gré ; elles pourront décider par exemple que tous les bénéfices seront affectés au fonds de réserve. C'est là d'ailleurs le système, qu'en fait, adoptent presque toutes les sociétés de Crédit agricole.

On devrait même, ainsi que le dit M. Luzzatti, « étendre la réserve jusqu'au double du capital ; à ce moment, elle servirait au remboursement du capital social et avec les profits ultérieurs, l'institution désormais affranchie de tout élément de lucre, élevée à la dignité d'une œuvre de pure utilité sociale, réaliserait de grands objectifs philanthropiques ».

Mais que deviendra cette réserve en cas de dissolution de la société ? L'article 3 § 4 dit, à ce sujet : « A la dissolution de la société, ce fonds de réserve et le reste de l'actif seront partagés entre les sociétaires proportionnellement à leur souscription, à moins que les statuts n'en aient affecté l'emploi à une œuvre d'intérêt agricole. »

Ainsi deux solutions ; la seconde nous paraît la meilleure ; elle exige, il est vrai, un peu de désintéressement de la part de chaque sociétaire, mais elle répond mieux aux vues du législateur qui voulait avant tout éviter toute spéculation ; il pourrait arriver, en effet, avec la première solution, que les associés

prononcent la dissolution de la société, dans le seul but de se partager les capitaux qui peuvent être accumulés depuis de longues années dans la réserve.

Dans le cas où tous les bénéfices ne seraient pas affectés à la réserve, l'article 3 § 3 prévoit l'emploi du reliquat : « Le surplus pourra être réparti, à la fin de chaque exercice, entre les syndicats et entre les membres des syndicats au prorata des prélèvements faits sur leurs opérations. » Rien de plus juste et de plus conforme au but même de nos caisses de Crédit agricole, qui est de procurer du crédit aux conditions les plus modérées. Or, le véritable moyen de faire bénéficier l'agriculteur de l'intérêt le plus réduit, est assurément de rétrocéder une part des bénéfices à ceux qui les ont procurés.

5°-6°-7° Les statuts doivent encore fixer : l'administration de la société, les modifications des statuts, la durée de la société et sa dissolution.

Nous réservons ces trois points pour la section suivante, où nous étudierons le fonctionnement des sociétés de Crédit agricole. Nous dirons seulement que sur ces points la plus grande liberté est accordée aux statuts, qui n'ont pas à respecter les dispositions prohibitives des titres I et II de la loi du 24 juillet 1867.

IV. — *Formalités de publicité*

Les statuts une fois rédigés, il faudra leur donner une publicité suffisante. Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions spéciales énumérées dans l'article 5 de la loi du 5 novembre 1894.

Aux termes de cet article :

« Les conditions de publicité prescrites pour les sociétés commerciales ordinaires sont remplacées par les dispositions suivantes :

» Avant toute opération, les statuts, avec la liste complète des administrateurs ou directeurs et des sociétaires, indiquant leurs nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription, seront déposés, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal. Il en sera donné récépissé.

» Un des exemplaires des statuts et de la liste des membres de la société sera, par les soins du juge de paix, déposé au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement.

» Chaque année, dans la première quinzaine de février, le directeur ou un administrateur de la société déposera, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau

sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente. Un des exemplaires sera déposé par les soins du tribunal de commerce.

» Les documents déposés aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce seront communiqués à tout requérant. »

La loi prévoit donc pour les caisses de Crédit agricole, deux sortes de publicité :

a) D'abord publicité à l'origine de la société, comportant le dépôt, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal, avant toute opération, des statuts et de la liste complète des administrateurs, directeurs et sociétaires, indiquant leur nom, profession, domicile et le montant de chaque souscription. Ici, contrairement à la loi de 1867, qui exige pour les sociétés commerciales ordinaires, que la publicité soit faite dans le mois qui suit la constitution de la société, la loi de 1894 ne fixe aucun délai. Le dépôt doit avoir lieu simplement avant toute opération. Les sociétés de Crédit agricole sont également dispensées de la publicité par la voix des journaux.

Ici encore, contrairement à l'article 59 de la loi du 24 juillet 1867, qui prescrit que le dépôt doit être effectué dans chacun des arrondissements où la société possède des agences, un seul dépôt suffit au

greffe de la justice de paix du canton où la société a son siège principal.

Enfin, le juge de paix qui reçoit deux exemplaires des statuts et de la liste des membres de la société, doit remettre, un de chacun de ces exemplaires au greffe du tribunal de commerce de l'arrondissement. En droit commun, le dépôt devrait être effectué par la société, et il nous semble que c'est avec raison que l'on critique cette obligation imposée à un magistrat dont la responsabilité est ainsi engagée par un acte qui sort de ses attributions normales ;

b) La loi prescrit ensuite une publicité permanente et périodique.

Chaque année, les sociétés doivent faire leur inventaire, et le directeur ou l'administrateur de chacune d'elles doit, dans la première quinzaine de février, déposer, en double exemplaire, au greffe de la justice de paix du canton, avec la liste des membres faisant partie de la société à cette date, le tableau sommaire des recettes et des dépenses, ainsi que des opérations effectuées dans l'année précédente.

Ce dépôt se justifie par l'intérêt des tiers ; ce sera pour eux un moyen rapide de se renseigner sur l'honorabilité et la solvabilité des associés et sur les résultats de l'administration de la caisse, pendant la dernière année de sa gestion.

Quelles seront les sanctions de ces formalités ?

Si les formalités de publicité originaires n'ont pas

été remplies, les tiers peuvent demander la nullité de de tous les engagements qu'ils ont pu contracter avec la société, avant l'accomplissement de ces formalités.

Si le dépôt au greffe du tribunal de commerce n'est pas effectué par le juge de paix, cela n'entraînera pas la nullité de la société, parce que ce magistrat n'agit pas au nom de la caisse de Crédit agricole.

Quant aux dépôts périodiques, ils sont très secondaires, et leur absence ne saurait entraîner la nullité de la société. Enfin, conformément au droit commun, les modifications aux statuts non publiées sont nulles, c'est-à-dire que les intéressés peuvent les faire considérer comme non avenues.

Le défaut de publicité des modifications apportées à l'acte de société n'a aucun effet relativement à cet acte lui-même.

Ajoutons, enfin, que l'article 6 § 2 prévoit qu'au cas « de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des sociétaires, les membres chargés de l'administration de la société pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs » (1).

1. Modification résultant de la loi du 20 juillet 1901.

SECTION IV

Fonctionnement des Sociétés de Crédit Agricole

I. — Administration

Au termes de l'article 2 § 1 de la loi du 5 novembre 1894 : « Des statuts détermineront... le mode d'administration de la société de crédit, les conditions nécessaires à la modification des statuts... »

Les sociétés de crédit ont donc toute liberté pour régler leur administration au mieux de leur intérêts.

En pratique, trois organes constituent le rouage administratif de ces sociétés :

- 1° Un conseil d'administration ;
- 2° Un conseil de surveillance ;
- 3° Une assemblée générale de sociétaires.

1° *Conseil d'administration.* — Les associés réunis en assemblée générale, font choix de plusieurs administrateurs dont la réunion forme le conseil d'administration. Les statuts fixent le nombre des administrateurs qui varie suivant l'importance de la caisse.

Une fois constitué, le conseil d'administration nomme son président, son vice-président et son secrétaire. Ces fonctions sont gratuites, mais dans la

pratique, il est nommé un secrétaire-comptable qui est généralement rétribué.

Le conseil est nommé pour un laps de temps déterminé, fixé par les statuts, (trois ans, six ans au plus). En général on fait renouveler le conseil d'administration par tiers, c'est un excellent moyen de conserver l'unité de direction qui fait la force de toute société. Les membres sortant sont rééligibles.

Les administrateurs sont des mandataires conformément à l'article 2004 du Code civil, ils sont révoqués par ceux qui les nomment et ils n'ont droit à aucune indemnité pour cette révocation.

De même, ils peuvent en principe en notifiant leur intention à la société, renoncer au mandat qu'ils ont reçu, sauf à devoir des dommages-intérêts en cas de renonciation préjudiciable au mandant (art. 2007 du Code civil).

Lorsque les administrateurs sont désignés dans une clause spéciale des statuts, l'article 1856 du Code civil reçoit son application ; ces administrateurs statutaires ne peuvent être révoqués que par les tribunaux pour cause légitime et ils ne peuvent renoncer sans le consentement de leurs co-associés, au mandat qu'ils ont accepté.

Les pouvoirs des administrateurs sont, en principe, très larges, il peuvent faire tous les actes se rattachant au but même de la société et leur fonction principale sera de statuer sur les demandes de prêt

ou d'escompte et de surveiller très scrupuleusement l'emploi qui sera fait de l'argent prêté.

Les engagements contractés par les administrateurs pour le compte de la société obligent cette dernière sans les obliger eux-mêmes, cela résulte de ce qu'il sont de simples mandataires ; cependant si l'acte qu'ils ont fait dépasse leurs pouvoirs, la société ne serait pas tenue, à moins qu'il n'ait tourné à son profit ou ait été ratifié par les associés. Toutefois, les administrateurs sont responsables à raison des fautes qu'ils commettent dans l'exercice de leurs fonctions.

L'article 6 de la loi de 1894, modifié par la loi du 20 juillet 1901 règle la responsabilité civile et pénale des administrateurs en ces termes : « Les membres chargés de l'administration de la société seront personnellement responsables, en cas de violation des statuts ou des dispositions de la présente loi, du préjudice résultant de cette violation. » Les administrateurs seront civilement responsables envers la société et envers les créanciers sociaux. Envers la société, leur responsabilité résulte des principes généraux en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil.

Quant à la responsabilité pénale, elle est réglée dans le § 2 ainsi conçu : « En outre, en cas de fausse déclaration relative aux statuts ou aux noms et qualités des administrateurs, des directeurs ou des

sociétaires, ils pourront être poursuivis et punis d'une amende de 16 à 500 francs. »

Cette pénalité se comprend facilement, si l'on songe que les tiers n'ont d'autres garanties que la déclaration exacte des noms des sociétaires, faite par les administrateurs. Le texte de 1894 était plus sévère que celui de 1901. Non seulement il punissait l'administrateur ayant fait de fausses déclarations, d'une amende de 16 à 500 francs, mais encore, il punissait celui qui avait violé les statuts d'une amende de 16 à 200 francs. Le législateur a eu raison d'atténuer, comme il l'a fait, la rigueur des pénalités encourues par les administrateurs négligents, tout en leur laissant une sévérité suffisante pour assurer une bonne administration, car on aurait rencontré difficilement des gens assez dévoués pour accepter de pareils dangers.

2° *Conseil de surveillance.* — Afin de contrôler la gestion des administrateurs, les sociétés de Crédit agricole placent généralement à côté du conseil d'administration un conseil de surveillance, dont les membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, mais ce conseil n'est pas imposé par la loi.

Les commissaires de surveillance sont chargés de faire un rapport à l'assemblée générale de l'année suivante sur le bilan et les comptes présentés par les administrateurs.

Il serait utile de leur donner un rôle plus actif ; ils devraient se réunir au moins une fois par mois, suivre la marche des affaires, le mouvement des comptes, examiner les livres et vérifier la caisse. Un minimum de trois commissaires peut suffire : l'un peut se charger du contrôle de la caisse, l'autre de la comptabilité et le troisième du contrôle des opérations.

Quant à la responsabilité des commissaires de surveillance, elle n'est pas en général réglée par les statuts, elle nous paraît devoir être assez légère. Cependant, ils peuvent être tenus envers la société, en vertu de l'obligation née du mandat conventionnel qui leur a été confié et ils peuvent être tenus envers les tiers en vertu des articles 1382 et 1383 du Code civil.

3^e Assemblées générales des sociétaires. — Ces assemblées se composent de tous les sociétaires propriétaires de parts. Elles règlent toutes les questions concernant le fonctionnement de la société ; elles nomment les administrateurs, le conseil de surveillance et fixent le maximum des dépôts à recevoir.

En principe, l'unanimité des associés est nécessaire pour résoudre toutes ces questions, mais il est à craindre que dans une société un peu importante on ne puisse l'obtenir ; aussi, les statuts de toutes ces sociétés décident que la majorité pourra lier la minorité ; en cas de partage, la voix du président peut être déclarée prépondérante.

On distingue : les assemblées générales ordinaires et les assemblées générales extraordinaires.

A. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

Elle se réunit généralement une fois l'an et ne peut, en principe, délibérer valablement que si elle réunit un certain quorum.

Certains statuts exigent la représentation du quart au moins du capital social, d'autres la présence ou la représentation du quart des sociétaires.

Les associés sont convoqués par lettre, huit ou quinze jours avant la date fixée pour l'assemblée, qui est présidée par le président du conseil d'administration, à défaut, par un administrateur.

L'assemblée générale ordinaire ne statue pas seulement sur l'approbation des comptes des administrateurs, c'est elle aussi qui les nomme et les révoque. En principe, elle a une autorité souveraine dans les limites fixées par les statuts.

Elle statue, s'il y a lieu, sur l'augmentation ou la diminution du capital, elle fixe le maximum des dépôts et des emprunts nécessaires au fonds de roulement, elle détermine le taux des intérêts et des commissions à prélever. Elle fixe le maximum de crédit à consentir à un seul sociétaire pendant l'exercice à venir.

Elle statue sur l'emploi des bénéfices non versés au fonds de réserve, lorsque ce fonds de réserve est constitué dans les limites fixées par la loi. Enfin, elle juge le fonctionnement de la société et précise les modifications qu'il y a lieu d'apporter au règlement d'administration suivi pendant l'exercice écoulé.

B. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

A côté des assemblées générales ordinaires, la plupart des sociétés de Crédit agricole prévoient la convocation d'assemblées générales extraordinaires, appelées à se prononcer sur les questions les plus importantes, et spécialement sur les modifications à apporter aux statuts, la prorogation ou la dissolution de la société.

Étant donnée la gravité des décisions à prendre par ces assemblées extraordinaires, on comprend que les statuts doivent être plus sévères pour leur constitution.

On exige généralement la présence de la moitié des membres ou la représentation de la moitié du capital souscrit. D'autre part, certaines délibérations, comme, par exemple, celle décidant la dissolution de la société, ne peuvent être votées que par une majorité comprenant au moins les deux tiers des voix présentes ou représentées.

Les délibérations des assemblées générales sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le président et un secrétaire.

II. — Opérations

Aux termes de l'article 1^{er} § 1 de la loi du 5 novembre 1894, les sociétés de Crédit agricole « ont exclusivement pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant la production agricole ».

C'est là une disposition très large qui permet à nos sociétés de faire toutes les opérations de banque, capables de procurer aux agriculteurs le crédit qui leur donnera des moyens plus puissants de production.

En cela la loi de 1894 est beaucoup plus large que la proposition dont elle est issue. M. Méline repoussait complètement dans son projet le prêt en argent pour l'agriculteur et n'admettait que la garantie des effets souscrits.

Dans l'exposé des motifs il s'exprimait ainsi (1) : « Que faut-il à l'agriculteur pour se procurer les engrais, les semences, les instruments, le bétail dont il a besoin : est-ce nécessairement de l'argent ? Nul-

1. *J. off.*, 1890. Ch. dép. Docum. parl. Annexe n° 547.

lement. Ce qu'il lui faut, c'est un crédit suffisant de la part de ceux qui lui ont fait ces fournitures pour lui permettre d'attendre l'époque où il pourra les payer avec les produits de son exploitation. D'argent, il n'en a pas besoin, il ne faut pas lui en donner, d'abord parce que l'emprunt augmente les charges de la culture, et ensuite parce qu'il fait naître chez celui qui le reçoit la tentation de l'employer à autre chose qu'aux besoins de son exploitation.»

L'exclusion des prêts en argent aurait été une erreur considérable. Il y a, en effet, certaines opérations qui ne peuvent se faire qu'avec de l'argent comptant : telles sont les améliorations dans l'exploitation agricole qui se traduisent par des dépenses de main-d'œuvre et auxquelles le crédit en argent peut seul s'appliquer.

Que le crédit soit accordé sous forme de garantie ou sous celle de l'emprunt, il ne peut être accordé dans tous les cas « que pour des opérations concernant la production agricole. » Ainsi, on prêterait à un agriculteur pour acheter du bétail ou de l'engrais, mais on ne devra lui faire aucune avance lui permettant de subvenir à ses besoins personnels ou à ceux de sa famille.

L'article 1^{er} § 2 nous donne l'énumération de quelques opérations que peuvent accomplir les sociétés de Crédit agricole : « Ces sociétés peuvent

recevoir des dépôts de fonds en comptes courants avec ou sans intérêt, se charger relativement aux opérations concernant l'industrie agricole, des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats. Elles peuvent, notamment, contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leur fonds de roulement.»

Cette énumération n'est pas complète et nous donne seulement quelques exemples des opérations que peuvent faire les sociétés de Crédit agricole. Cela résulte formellement des travaux préparatoires. M. Mir, dans son rapport, soutient (1) que l'article 1^{er} § 2 « indique, à titre d'exemple et sans que l'énumération soit limitative, les actes de crédit auxquels le syndicat peut se livrer ».

La pratique, du reste, est conforme à cette idée. Nous voyons, en effet, que les opérations, auxquelles se livrent les sociétés de crédit, comprennent, d'une part, ce que nous appellerons les opérations actives, c'est-à-dire : les prêts directs, l'escompte, les découverts en comptes courants, les avances sur titre ; d'autre part, les opérations passives qui comprendront celles qui ont pour but de procurer aux caisses de crédit des fonds supplémentaires en dehors des ressources qui leur sont propres, ce

1. *J. off.*, 17 avril 1892. Ch. des dép. Docum. parl., p. 208.

seront les dépôts en comptes courants, les dépôts à échéance fixe, l'escompte des valeurs qu'elles peuvent avoir en portefeuille.

1° *Prêts directs.* — C'est là une des opérations les plus importantes et les plus fréquentes des caisses de Crédit agricole. Elle n'est pas sans présenter certains dangers, car elle repose uniquement sur la confiance et sur la valeur personnelle de l'emprunteur.

Aussi, le conseil d'administration doit-il s'entourer de toutes sortes de précautions, rechercher les causes de l'emprunt, ses résultats probables, et en surveiller l'emploi.

Ces prêts directs immobilisant une somme assez forte de capitaux, on fixe généralement un double maximum : maximum total des prêts, et pour diviser les risques, maximum pour chaque prêt. Dans certaines caisses, le maximum des prêts que peut obtenir un sociétaire est proportionnel à la somme qu'il a versée à la caisse sous forme de souscription de parts sociales et peut atteindre dix, quinze, vingt fois le montant de celles-ci ; souvent aussi, il est décidé qu'un prêt ne peut pas dépasser une somme fixe, par exemple, 500 ou 1.000 francs, ce maximum variant suivant le genre de culture de la localité. Mais dans tous les cas, l'importance du prêt dépend de la confiance qu'inspire l'emprunteur, des garanties offertes, de la nature et de l'utilité de l'opération

projetée et des avantages pouvant en résulter.

Le taux payé par les emprunteurs est fixé par le conseil d'administration. Il est en général de 4 o/o dans quelques caisses 5 o/o, suivant le bon marché auquel la société se procure de l'argent.

En plus de ce taux la caisse peut percevoir un droit de commission de 0 fr.05 à 0 fr. 10 o/o, lorsqu'il y a lieu à un renouvellement de billet.

La durée des prêts varie naturellement selon la nature des opérations auxquelles ils s'appliquent et les époques auxquelles ils sont consentis. On peut poser en principe, que le prêt a une durée égale à celle de l'opération pour laquelle il a été consenti et qu'il doit être remboursé intégralement au moment où les produits obtenus sont vendus.

Les administrateurs de la caisse doivent tenir rigoureusement la main à ce que les prêts soient régulièrement et complètement remboursés dans les délais fixés, car la permanence du prêt a toujours été considérée comme aussi dangereuse pour le prêteur que pour l'emprunteur.

2° *Escompte.* — Il consiste pour les caisses de Crédit agricole à recevoir les effets souscrits par les agriculteurs, tels que lettres de change et billets à ordre avant leur échéance, en faisant aux porteurs de ces effets l'avance de leur valeur moyennant un intérêt déterminé.

Les administrateurs doivent veiller avec soin à ce que l'ensemble des effets escomptés soit proportionné au fonds social et à l'importance des dépôts. Il est vrai qu'en pratique, il n'y a aucun danger pour les caisses locales à arriver à l'épuisement de leurs fonds sociaux, car elles réescomptent à la Caisse régionale les effets compris dans leur portefeuille.

C'est également au conseil d'administration qu'est confié le soin de s'assurer que les effets présentés à l'escompte rentrent dans la sphère des opérations agricoles, et de reconnaître les effets de complaisance et les traitées tirées en l'air.

3° *Découverts en comptes courants.* — Beaucoup de membres des caisses de crédit sont en compte courant avec la caisse et presque toujours ces comptes courants sont accompagnés d'une ouverture de crédit. Le découvert en compte courant est d'ailleurs bien préférable au prêt direct pour l'agriculteur, il s'accorde parfaitement avec les exigences et les besoins du milieu agricole. L'agriculteur peut n'avoir besoin pour l'instant que d'une partie de la somme empruntée et l'ouverture d'un crédit, lui évite de payer d'avance la totalité des intérêts, sur une somme dont il prévoit le besoin, mais qu'il pourrait bien ne pas utiliser en son entier ; il se contente donc de faire des prélèvements successifs appropriés aux nécessités présentes, les

administrateurs restant toujours juges pour reconnaître l'utilité de l'emprunt et surveiller son emploi.

4^o *Avances sur titres.* — Les sociétés de Crédit agricole peuvent concéder des avances à leurs sociétaires qui ont déposé en nantissement des valeurs sérieuses dans leurs caisses. Ce sont là des opérations offrant toute garantie.

En dehors des ressources qui leur sont propres, c'est-à-dire de leur capital social, les sociétés de crédit agricole peuvent se procurer des fonds supplémentaires par des opérations que nous avons qualifiées de passives. Ce sont :

1^o *Les dépôts en comptes courants.* — La caisse locale n'est pas exclusivement une institution de crédit, la loi l'autorise également à recevoir des dépôts de fonds. Ces dépôts sont constitués par des fonds disponibles appartenant soit aux sociétaires, soit à des personnes étrangères à la société.

Les dépôts en comptes courants ne sont pas sans présenter certains dangers pour la société et ils doivent attirer tout particulièrement l'attention des administrateurs.

Ce sont des dépôts à vue, qui ne demandant qu'une faible rétribution, permettent de se procurer de l'argent à bon marché, mais, par contre, ils constituent des dettes exigibles et ne peuvent, par suite,

être affectés à des opérations à trop longue échéance.

2° *Dépôts à échéance fixe.* — Ces dépôts ne présentent pas les mêmes dangers pour les sociétés de crédit, ils mettent à leur disposition des capitaux dont elles peuvent régler l'emploi avec précision.

On pourra les employer à des opérations à longue échéance, à des opérations qui demandent un certain temps pour rémunérer le capital employé.

M. Luzzati les appelle « les bons du trésor de l'agriculture », c'est, en effet, le type d'emprunt qui s'adapte le mieux aux exigences de l'agriculture.

Il existe déjà un certain nombre de caisses locales auxquelles les agriculteurs confient leurs fonds disponibles et ces dépôts sont quelquefois importants. Il y a tout lieu de prévoir que ces opérations prendront, dans l'avenir, une grande importance lorsque le fonctionnement des institutions de Crédit agricole sera mieux connu.

Si la caisse locale qui reçoit des fonds en dépôt n'en a pas immédiatement l'emploi, elle peut les déposer à son tour, soit à la Caisse d'épargne, soit à la Caisse régionale, mais elle en tirerait un plus grand profit en les consacrant à ses opérations de prêts.

3° *Escompte des valeurs en portefeuille.* — Ce portefeuille renferme des billets souscrits par l'emprunteur à l'ordre de la société agricole et des effets escomptés par la caisse pour des sociétaires. Garder

ces effets en portefeuille serait une perte pour la caisse locale qui peut, en les escomptant, se procurer des fonds à bon marché.

Avant la loi de 1899, les caisses locales escomptaient leurs effets soit directement à la Banque de France, soit à des banques ordinaires. Depuis la loi du 31 mars 1899 créant les Caisses régionales, c'est à ces dernières qu'elles doivent s'adresser.

Telles sont les opérations qu'effectuent, dans la pratique, les sociétés de Crédit agricole. Mais toutes ces opérations doivent être constatées et consignées dans une comptabilité commerciale, ainsi qu'il résulte de l'article 4 § 1^{er} ainsi conçu : « Les sociétés de crédit, autorisées par la présente loi, sont des sociétés commerciales dont les livres doivent être tenus conformément aux prescriptions du Code de commerce. »

Elles doivent donc, conformément aux articles 8 et 9 du Code de commerce, avoir :

1° Un livre journal qui contiendra toutes les opérations faites par elles au jour le jour ;

2° Un livre copie de lettres, renfermant la copie de toute la correspondance envoyée par la caisse ;

3° Un livre d'inventaire, dans lequel la société dressera chaque année l'état de sa situation.

En dehors des livres obligatoires, les sociétés de crédit tiennent :

1° Un grand livre où sont établis les comptes de

toutes les personnes qui font des affaires avec la société ;

2° Un livre des entrées et des sorties des sociétaires. Ce livre contient les adhésions à la société, les démissions et les exclusions ; dans les deux premiers cas, la mention, après avoir été datée est signée par l'associé et deux administrateurs ; dans le troisième, ces deux dernières signatures suffisent. Ce livre sert de preuve pour établir la responsabilité des associés ;

3° Un registre des délibérations où sont consignées les délibérations du conseil d'administration, du conseil de surveillance et des assemblées générales.

III. — *Dissolution*

Aux termes de l'article 2 § 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, les statuts ont toute liberté pour déterminer les conditions de la dissolution des sociétés de Crédit agricole.

Nous allons donc nous borner à préciser dans quel cas se produira la dissolution, lorsqu'elle n'aura pas été prévue dans les statuts.

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, que les sociétés de Crédit agricole sont des sociétés de personnes, par conséquent, indépendamment des causes qui entraînent la dissolution de toute société, telles que l'expiration du terme convenu, elles doivent

cesser pour des raisons qui dérivent de la personne, telles que la mort, la retraite, l'interdiction légale ou judiciaire, la faillite, la liquidation judiciaire ou la déconfiture de l'un des associés. La plupart des statuts, en général, déterminent le contraire et déclarent que si une de ces éventualités se produit, la société continuera à fonctionner de plein droit entre les autres porteurs de parts.

Enfin, la société de Crédit se trouvera dissoute lorsqu'elle aura été mise en faillite ou en liquidation judiciaire.

Ici, il nous faut distinguer si nous sommes en présence de sociétés à responsabilité limitée ou à responsabilité illimitée.

Dans le premier cas, la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire n'atteindra que la Société et non les associés; la personne morale, la Société sera seule frappée.

Dans le cas, au contraire, de responsabilité illimitée, les associés se trouveront absolument dans la même position que si la Société était une société en nom collectif ordinaire et, par suite, seront atteints par la déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire prononcée contre la Société.

IV. — *Régime fiscal des sociétés de Crédit agricole*

Afin de favoriser leur développement, la loi du 5 novembre 1894 accorde aux sociétés de Crédit agricole certaines exemptions d'impôts.

Aux termes de l'article 4 § 2, ces sociétés « sont exemptes du droit de patente ainsi que de l'impôt sur les valeurs mobilières ».

En ce qui concerne la patente on peut se demander s'il était bien nécessaire que cette exemption soit expressément formulée dans la loi et si les sociétés de Crédit agricole mutuel n'en étaient pas exemptes de plein droit.

Nous savons que la patente est le droit qu'on paie pour exercer une profession. Il est prélevé sur les bénéfices présumés de ceux qui y sont soumis. Dès lors, il n'est dû que par les personnes ou les associations qui tendent à s'enrichir par l'exercice d'une profession, et non par celles qui ne cherchent qu'à satisfaire leurs propres besoins le plus économiquement possible.

C'est en vertu de ce principe général et non d'un texte exprès de loi que les sociétés coopératives échappent à la patente. Il résulte de la jurisprudence absolument constante du Conseil d'État que les sociétés coopératives, aussi bien de consommation que de crédit, qui ne font des opérations qu'avec

leurs membres et qui ne visent pas à réaliser des bénéfices, sont exemptes de la patente.

Si le législateur de 1894 a cru bon d'insérer cette exemption dans la loi, c'est pour permettre à ces sociétés de faire des opérations avec des personnes n'en faisant pas partie sans perdre pour cela le bénéfice de cette exemption.

Quant à l'impôt sur les valeurs mobilières (1), l'exemption dont la loi de 1894 fait bénéficier les sociétés de Crédit agricole n'a pas été sans soulever de nombreuses critiques lors de la discussion à la Chambre. Malgré l'opposition de M. Rouvier, qui demandait qu'on soumit ces sociétés, en ce qui concerne l'impôt des valeurs mobilières, au droit commun, l'article 4 fut voté dans toute sa teneur.

Il faut reconnaître que la faveur accordée aux sociétés de Crédit agricole est un peu excessive. Les sociétaires, en effet, touchent annuellement un intérêt de leur argent, qui peut être très rémunérateur, puisque la loi n'a pas fixé de maximum et rien n'empêche, sous le nom d'intérêts, de distribuer de véritables bénéfices exempts d'impôt. Les sociétés ordinaires sont encore frappées par d'autres impôts, tels que le droit de timbre, le droit de transmission,

1. Cet impôt, établi par la loi du 29 juin 1872, frappe le dividende des sociétés commerciales ou civiles et les intérêts des obligations. Fixé à 3 o/o par la loi de 1872, il a été porté à 4 o/o par celle du 26 décembre 1890.

le droit d'enregistrement, mais les sociétés de Crédit agricole, malgré le silence de la loi, jouissent, en ce qui concerne ces impôts, d'un régime de faveur.

C'est ainsi (1), que leurs titres ne comportent en aucun cas la perception du droit de transmission établi par l'article 6 de la loi du 23 juin 1867, elles n'ont à déposer aucun état relatif aux cessions de parts sociales.

De même, ces parts ne sont pas soumises au droit de timbre proportionnel fixé par l'article 14 de la loi du 5 juin 1850 (2), car nous avons vu que les titres des sociétés de Crédit agricole constituaient des parts d'intérêts et non pas des actions, et les dispositions de la loi de 1850 ne s'appliquent qu'aux sociétés par actions.

Toutefois cette solution ne s'applique qu'à l'égard des titres composant le capital social. Si, en représentation des emprunts qu'elles sont autorisées à contracter (art. 1), ces sociétés venaient à émettre des obligations négociables, elles se trouveraient assujetties de ce chef aux prescriptions des lois de 1850 à 1857, l'article 4 de la loi du 5 novembre 1894

1. Cela résulte d'une lettre de M. le ministre des Finances en date du 29 juillet 1905.

2. Cette loi frappe chaque titre au porteur nominatif ou à ordre des sociétés par actions d'un droit proportionnel de 0 fr. 50 o/o ou 1 o/o du capital nominal suivant que la durée de la société est inférieure ou supérieure à dix ans.

ne les ayant exemptées. dans cette hypothèse, que de la taxe sur le revenu.

Elles ne sont pas davantage soumises aux droits d'enregistrement ainsi que cela résulte des travaux préparatoires.

Dans la séance du 16 juin 1892, M Etcheverry a posé nettement la question en demandant si ces sociétés seraient soumises au droit d'enregistrement. M. Méline lui a répondu en déclarant formellement que les actes de ces sociétés ne seraient pas enregistrés, parce qu'il n'y a pas d'acte constitutif de ces sociétés, mais simplement des statuts. Il a ajouté encore que ces statuts auront date certaine par le récépissé qui sera délivré aux fondateurs lors du dépôt exigé par la loi, et qu'en cas de procès on les fera enregistrer.

Cette question fut encore soulevée lors de la discussion des articles ; M. Etcheverry proposa un amendement tendant à soumettre au droit fixe d'enregistrement de 3 francs, décimes en sus, les actes constitutifs des sociétés de Crédit agricole et les actes constatant la souscription et le versement du capital social.

L'amendement fut retiré sous réserve de le représenter à la deuxième délibération. Mais, lors de la deuxième délibération au Sénat, on n'en parla plus. L'intention du législateur était donc bien de rem-
placer dans ces sociétés l'acte constitutif par des sta-

tuts et de les dispenser de tout droit d'enregistrement.

Cependant, pour les caisses à responsabilité solidaire et illimitée, il est bon de faire enregistrer les statuts. C'est ce que font toutes les caisses de cette catégorie, bien que la loi ne l'exige pas.

CHAPITRE II

LOI DU 31 MARS 1899

PREMIÈRE SECTION

Insuffisance de la loi de 1894 Création des caisses régionales

Le vote de la loi du 5 novembre 1894 permettait la constitution, sous un régime de faveur, des sociétés de Crédit mutuel agricole.

Un grand progrès était accompli : le Crédit agricole était présenté sous une forme décentralisée, et sous l'appui de ces syndicats agricoles qui déjà avaient fait leurs preuves. Ces syndicats, par les services d'ordre matériel qu'ils pouvaient rendre à l'exploitation du sol, et par les services économique et sociaux qu'ils étaient à même de rendre aux populations rurales, avaient devant eux un bel avenir qui devenait plus particulièrement celui du Crédit agricole.

Mais la loi de 1894 était encore bien timide ; si elle

a permis aux agriculteurs de se grouper en petites sociétés locales, en évitant les nombreuses formalités de constitution prévues par notre Code de commerce pour les sociétés ordinaires, si elle a innové en proclamant cette vérité essentielle que le Crédit agricole doit s'organiser par en bas, et si elle a trouvé le support intéressant des syndicats agricoles, elle n'en reste pas moins une loi purement théorique, dont les premiers résultats ne furent pas ce qu'on pouvait en attendre.

Les causes de cette déception, il faut les attribuer d'abord à l'insuffisance de l'éducation économique de nos agriculteurs, à leur crainte insurmontable de laisser voir une situation embarrassée. De tout temps, les cultivateurs s'étaient montrés rebelles à toute conception relative au crédit. Ils considéraient comme une honte d'y recourir, et ils regardaient avec méfiance ceux qui se voyaient forcés d'emprunter ouvertement, et il faut du temps pour implanter dans ces milieux ruraux de nouvelles habitudes et pour abandonner de vieilles erreurs plusieurs fois séculaires.

De nombreux promoteurs comprenaient si bien cette situation, qu'ils n'hésitaient pas, bien que n'en ayant pas besoin, à donner l'exemple par des emprunts qu'ils contractaient ouvertement et publiquement, et leur exemple devenait contagieux au bout d'un temps très court.

Mais, surtout, la cause principale de cette lenteur du mouvement mutualiste, il faut l'attribuer au manque de capitaux, et les députés qui à la Chambre critiquaient ceux qui poussaient au vote de la loi, n'avaient pas tort quand ils leur disaient : « Mais où est donc l'argent ? Où est l'organisation financière indispensable pour votre Crédit agricole ? Vous créez bien des sociétés de Crédit agricole, mais pas de Crédit agricole. »

La loi de 1894, en effet, autorisait bien la création de sociétés agricoles, mais elle ne se préoccupait pas de l'organisation même du Crédit agricole par la désignation des ressources pécuniaires à lui affecter.

Pour parvenir à prêter à un minime intérêt, il était nécessaire que ces sociétés empruntent elles-mêmes à un taux peu élevé ; or, elles trouvaient difficilement des capitalistes consentant à leur confier des fonds moyennant un faible revenu. « En dépit du nombre croissant des institutions de divers types, constate M. de Rocquigny (1), les opérations de Crédit agricole manquaient en général d'activité et d'ampleur. Certaines caisses avaient peine à se procurer les fonds de roulement nécessaires au service de leurs prêts. »

Le législateur comprit bien vite que son œuvre était incomplète et qu'il lui fallait la poursuivre.

1. De Rocquigny, *les Syndicats agricoles et leurs œuvres*, p. 309.

On essaya d'un premier remède, avec la loi du 20 juillet 1895, qui autorisait les Caisses d'épargne autonomes ou municipales à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts aux sociétés de Crédit agricole. Aux termes de l'article 10 de cette loi : « Les Caisses d'épargne sont autorisées à employer la totalité du revenu de leur fortune personnelle, et le cinquième du capital de cette fortune en prêts aux sociétés coopératives de crédit existant dans le département ou la commune, ou à la garantie des opérations d'escompte de ces sociétés. »

Bien que de courte durée, cette mesure produisit d'heureux résultats et plusieurs caisses locales de Crédit agricole furent créées grâce aux subsides fournis par les caisses d'épargne de Lyon et de Marseille, qui furent les premières à profiter de la nouvelle loi (1).

Mais cette réforme parut insuffisante. A l'imitation des législations étrangères (2), on crut qu'une intervention de l'État était nécessaire en faveur du Crédit agricole, et qu'à cette heure elle pouvait avoir lieu

1. V. Constant Bolot, *les Sociétés de crédit agricole et la loi du 5 nov. 1894*, p. 392.

2. En Prusse notamment, une loi de 1895 a accordé une subvention de 5 millions de marks en faveur du crédit agricole, somme portée à 20 millions en 1896 et à 59 millions en 1898, de même en Bavière.

sans affaiblir l'initiative individuelle qui avait déjà montré ce dont elle était capable. M. Ribot lui-même, qui avait déclaré le 3 juin 1891 à la tribune de la Chambre, « qu'avant que l'État intervienne, il faut voir surgir ces cellules organiques et primordiales qui sont le commencement de tout, ces mutualités, ces associations spontanées et volontaires, qui dénotent chez le paysan le désir sincère d'obtenir du crédit », ne voyait plus d'inconvénients en 1897 à ce que l'État intervint « en faveur de la population peut-être la plus malheureuse et la plus incapable de se défendre, à raison de son éducation économique et des nécessités mêmes de sa situation » (1).

Mais l'État ne devait intervenir, comme le faisait remarquer au Sénat M. Lourties (2), que « pour encourager les sociétés de Crédit agricole fondées sur l'initiative privée, sans s'immiscer en aucune façon dans leur administration proprement dite ».

C'est donc avec raison, que la Chambre des députés a décidé que le rôle des pouvoirs publics devait être de secourir les institutions établies par les particuliers, mais non d'organiser de toutes pièces le Crédit agricole.

L'intervention de l'État, une fois décidée, comment allait-elle se produire ?

1. *J. off.* du 31 mai 1897, p. 1356.

2. *J. off.*, Doc. parlam. Sénat 1899. Annexes, p. 39.

Il ne pouvait être question de grever le budget, déjà trop lourd, au profit du Crédit agricole, et ce fut le renouvellement du privilège de la Banque de France qui fournit l'occasion d'engager sur ce point le vrai grand débat parlementaire. Ce qu'on ne pouvait demander au budget, on décida de le demander à la Banque comme rançon de son privilège.

Le privilège concédé à la Banque de France expirait au 31 décembre 1897. A ce propos, on avait soulevé à la Chambre de nombreuses discussions et de nombreux projets voulaient imposer à la Banque de France des obligations exceptionnelles à l'égard des cultivateurs. Lors du vote de la loi du 5 novembre 1894, la commission de la Chambre avait essayé d'introduire dans cette loi une disposition imposant à la Banque l'obligation d'escompter le papier des syndicats professionnels, mais l'opposition de son gouverneur fit échouer cette proposition.

Le renouvellement du privilège était donc une occasion propice pour tous ceux qui prétendaient vaincre les résistances qu'on leur opposait. Aussi les projets affluèrent.

Il serait trop long de les étudier tous, et nous nous contenterons de citer les principaux, entre autres celui de M. Codet, qui voulait imposer à la Banque l'obligation d'escompter les lettres de change agricoles, des bons hypothécaires à créer, etc., de M. Jourdan, qui tendait à n'exiger que deux signa-

tures pour le papier des associations syndicales impliquant la solidarité de leurs membres ; de M. Lhôte, qui exigeait que la Banque assurât gratuitement le service des établissements de Crédit agricole ; de M. Jaurès, qui voulait que l'État organise une grande banque de l'agriculture qui, richement dotée, pourrait, par l'intermédiaire des comités cantonaux, répartir presque gratuitement le crédit à tous les cultivateurs. Ce projet eut les honneurs d'un grand débat parlementaire, et M. Méline, à la séance du 17 juin 1897, dans un magistral discours, réduisit à néant cette grandiloquente utopie. M. Méline concluait que « le moment était venu de faire un pas de plus, et de donner au Crédit agricole, maintenant qu'il était bien constitué au bas de l'échelle, une organisation complémentaire par la création d'un organisme supérieur ».

Par des éliminations successives, il arrivait à placer au-dessus des petites banques locales, des banques régionales.

Ces banques auraient pour base la mutualité, leur rôle consisterait à escompter directement le papier des banques locales et les ressources pour effectuer ces opérations se trouveraient dans l'avance de 40 millions et dans l'annuité minima de 2 millions prévue dans la convention projetée avec la Banque de France.

Le projet de M. Jaurès fut écarté ainsi que celui

de M. Lévêillé, qui avait en vue la création d'une banque centrale agricole par un prélèvement de 60 millions sur les réserves de la Banque de France, et de M. Pelletan qui voulait obliger celle-ci à mettre une somme de 500 millions à la disposition du Crédit agricole à fonder par l'État.

Le Parlement, plus prudent, suivit le gouvernement et consacra le renouvellement du privilège de la Banque de France par la loi du 17 novembre 1897, sans l'encombrer par les fantaisies qu'on avait cherché à y introduire.

Cette loi proroge ce privilège jusqu'au 31 décembre 1920.

Elle modifie les statuts fondamentaux de la Banque pour l'autoriser à escompter les effets agricoles.

Dans son article 5 elle décide : « A partir du 1^{er} janvier 1898, jusques et y compris l'année 1920, la Banque versera à l'État, chaque année, une redevance égale au produit du huitième du taux de l'escompte, multiplié par le chiffre de la circulation productive, sans qu'elle puisse jamais être inférieure à 2 millions. Les paiements s'effectueront le 15 janvier et le 15 juillet de chaque année. »

L'article 6 maintient les avances de 60 et de 80 millions consenties précédemment à l'État, et l'article 7 stipule que la Banque mettra à la disposition de l'État, sans intérêt et pour toute la durée

de son privilège, une nouvelle avance de 40 millions de francs.

Ces sommes n'avaient reçu aucune affectation spéciale ; il était dit simplement, dans l'exposé des motifs, qu'elles pourraient servir au remboursement d'une partie de la dette flottante.

M. Rouvier songea à venir en aide à l'agriculture avec ces sommes disponibles, et il proposa à la commission de la Chambre de les employer en faveur du Crédit agricole.

Le gouvernement se rallia immédiatement à ce vœu, et c'est ainsi que fut introduit dans la loi l'article 18 ainsi conçu : « Les sommes versées par la banque, par application des articles 5 et 7, seront réservées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de création et de fonctionnement d'un ou de plusieurs établissements agricoles. »

Il ne restait donc plus qu'à déterminer l'emploi de ces sommes en recherchant le meilleur moyen de favoriser, grâce à elles, le développement du Crédit agricole. Au lendemain même de la promulgation de la loi, M. Méline, alors ministre de l'Agriculture, déposait à la Chambre (séance du 20 décembre) un projet de la loi ayant pour but l'institution de caisses régionales de Crédit agricole mutuel.

Son projet reposait tout entier sur l'initiative des agriculteurs, il les incitait à créer par leur initiative

une banque régionale de Crédit mutuel dans chaque région, dont le rôle exclusif consisterait à faciliter les opérations des sociétés locales. Ces banques recevraient des avances sans intérêt de l'État, avances prélevées sur les sommes versées par la Banque de France, et qui seraient proportionnelles au capital de la caisse et à l'importance de ses opérations.

Ce projet fut favorablement accueilli, ainsi que le disait M. Lourties au Sénat (1) : « Nous ne pouvons que féliciter le gouvernement et la Chambre des députés d'avoir écarté l'idée de la création d'une banque centrale à Paris, et d'avoir appliqué les principes de la mutualité au projet relatif aux Caisses régionales, comme l'avait fait le législateur de 1894 aux caisses de Crédit agricole mutuel. »

La loi fut votée sans discussion à la Chambre. Au Sénat elle donna lieu à des discussions assez prolongées, où les partisans de la création d'un établissement central de Crédit agricole revinrent à l'assaut par l'organe de M. Milliès-Lacroix.

Leurs arguments furent victorieusement combattus par M. Viger, ministre de l'Agriculture, et le projet adopté devint la loi du 31 mars 1899, ayant pour but l'institution des Caisses régionales de Crédit agricole mutuel et les encouragements à leur donner

1. *J. off.*, 10 janvier 1899. Sénat, p. 39.

ainsi qu'aux sociétés et aux banques locales de crédit mutuel.

Cette fois, le Crédit agricole entrait vraiment dans la pratique, et on lui donnait les ressources nécessaires pour vivre et prospérer.

SECTION II

Fonctionnement des Caisses régionales

I. — *Les Sociétaires*

Les personnes qui peuvent fonder une Caisse régionale de Crédit agricole et en être sociétaires, sont à la fois les individus, les syndicats agricoles, les Caisses locales déjà organisées et les sociétés d'assurances mutuelles agricoles.

Toutefois, seuls les individus faisant partie d'une Caisse locale affiliée, d'un syndicat agricole ou d'une société d'assurances pourront être membres d'une Caisse régionale.

En prenant cette disposition, le législateur a voulu sauvegarder le principe de la mutualité qui doit être à la base de toutes ces institutions de crédit, et éviter que certaines personnes entrent dans ces sociétés dans le but unique de chercher un placement avantageux.

Une question sur laquelle on n'est pas complè-

tement d'accord, et qui a soulevé de longues discussions au Sénat, est celle de savoir si toutes les Caisses locales, indistinctement, peuvent faire partie d'une Caisse régionale, autrement dit, si on peut reconnaître ce droit aux sociétés fondées sous l'empire de la loi de 1867. Certains l'ont nié, et ils s'appuient sur le texte même de la loi de 1899.

Aux termes de l'article 1^{er} de cette loi, « l'avance de 40 millions de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées à titre d'avances sans intérêts aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894 ».

D'après ce texte, les Caisses régionales doivent être constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894, mais il ne nous indique pas quelles sont les personnes qui pourront les constituer. Faut-il en déduire que les Caisses locales, sociétaires des Caisses régionales, doivent être elles-mêmes soumises aux prescriptions de la loi de 1894 ? M. Lourties le soutint dans son rapport au Sénat (1) : « Quels seront les types des sociétés, dit-il, qui pourront s'affilier à la Caisse régionale ? D'après le

1. *J. off.*, 10 janvier 1899. Sénat. Doc. parl. Annexe p. 40.

projet de loi, cette faculté sera réservée aux seules associations fondées d'après la loi de 1894. » Il est difficile d'admettre cette solution car ce serait prêter au législateur une rigueur qu'il n'a pas eue. L'article premier, nous l'avons vu, n'indique pas les personnes qui peuvent constituer une Caisse régionale, il faut en conclure que ce texte est général et ce serait le restreindre que d'exclure les sociétés fondées sous le régime de la loi de 1867.

Une circulaire de M. Jean Dupuy, ministre de l'Agriculture, en date du 18 août 1899, est venue d'ailleurs confirmer cette opinion : « Toute société, qu'elle soit régie par la loi de 1867 ou de 1894, peut coopérer à la constitution d'une Caisse régionale de Crédit agricole mutuel. La seule condition est qu'elle soit mutuelle, et exclusivement agricole. »

Cependant, sur les observations faites par M. Fernand David le 5 février 1900, le ministre déclara, dans une circulaire du 31 janvier 1901, que les Caisses locales fondées sous le régime de la loi de 1867, pourraient être clientes des Caisses régionales, mais ne pourraient pas souscrire des parts de leur capital (1).

A la suite de cette circulaire, de nombreuses protestations s'élevèrent et quelques sociétés décidèrent même de porter la question devant les

1. *J. off.*, 30 juin 1902, p. 304.

tribunaux. Pour éviter les difficultés, le ministre de l'Agriculture déposa, le 6 juillet 1901, un projet de loi ayant pour but d'exclure complètement les Caisses locales régies par la loi de 1867 des Caisses régionales.

Le projet fut renvoyé à la commission de l'agriculture de la Chambre des députés, et M. l'abbé Lemire nommé rapporteur, fit à la deuxième séance de la Chambre du 30 janvier 1902, la déclaration suivante : « La commission a résolu de ne porter atteinte à aucune des organisations de crédit existantes... de n'en laisser aucune en dehors des avantages communs, quelle que soit la loi à l'abri de laquelle elles se sont placées (1). »

Depuis, le projet en est resté là, il n'a pas encore été repris et il est à souhaiter que les Caisses locales soumises à la loi de 1867 ne soient pas exclues de la constitution et du fonctionnement des Caisses régionales.

Un grand nombre de ces Caisses ont souscrit des parts dans diverses Caisses régionales et reçu de ces dernières des avances importantes, et il est à craindre que la rétroactivité que le projet semble établir, entraîne des conséquences fâcheuses pour les caisses régionales.

Donc, jusqu'à présent, toute société soumise soit

1. *J. off.*, 31 janvier 1902, p. 327.

à la loi de 1867, soit à la loi de 1894, peut faire partie d'une Caisse régionale pourvu qu'elle soit locale, de Crédit agricole et mutuel. Ce sont là les quatre conditions :

1^o Locale, c'est-à-dire dont la circonscription est inférieure, ou au plus égale à celle de la caisse régionale. La loi ne fixe aucune limite à la Caisse régionale ; l'article 5 dit simplement que « les statuts doivent déterminer la circonscription territoriale ».

Dans sa circulaire du 18 août 1899, le ministre de l'Agriculture établit que les Caisses régionales détermineraient elles-mêmes le périmètre sur lequel elles étendraient leur action, sans avoir à tenir compte des périmètres désignés par les fondateurs d'autres caisses de même nature. Et il ajoutait : « Les sociétés locales de Crédit mutuel agricole étant libres de s'affilier à la caisse de leur région qui leur conviendra le mieux, c'est à la commission chargée de la répartition des avances qu'il appartiendra d'examiner les statuts des caisses qui auront recours à l'État pour la constitution de leur capital et, s'il y a lieu, d'autoriser le chevauchement et dans quelle mesure. »

2^o La deuxième condition est que ce soit une société de crédit, ne faisant que des opérations de crédit. Toute société locale qui ferait des opérations de consommation ou de production devrait être

exclue de la Caisse régionale, car elle y serait en violation de la loi.

3° La troisième condition, est que ce soit une société de Crédit agricole.

Le but de la loi de 1899 a été de venir en aide à l'agriculture. L'article 2 nous le dit expressément : « Les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole. »

Toutes les Caisses désirant être subventionnées doivent stipuler dans leurs statuts cette obligation de ne faire que des opérations agricoles. De nombreux auteurs ont critiqué cette manière de voir et prétendent que le succès des banques de Crédit agricole, dépend uniquement de l'association des opérations agricoles et des opérations commerciales.

M. Luzzati, dans un mémoire sur une loi du 21 juin 1869, qui voulait favoriser en Italie la création de banque de crédit purement agricole, dit à ce sujet : « Cette loi est une erreur fondamentale. Elle suppose qu'on peut fonder des institutions ayant pour but unique le Crédit agricole, auxquelles il faut interdire toutes autres opérations, quelles qu'elles soient. Le législateur ne s'est pas aperçu que c'est dans le mélange des opérations diverses que résidait le moyen le plus sûr de faire vivre les institutions que l'on voulait fonder (1). »

1. Discours de M. J. Roche. Chambre des députés. *J. off.*, 21 juin 1897. Débats parlem., p. 1087.

Mais de telles associations ne sont pas sans danger, ainsi que le prouve l'exemple de la caisse de 1860, qui a succombé pour s'être livrée à des opérations étrangères à l'agriculture.

D'autre part, les Caisses régionales doivent rigoureusement refuser leur concours aux sociétés d'un caractère mixte qui ne s'occuperaient pas seulement de Crédit agricole, mais aussi de crédit urbain ; ainsi que le disait M. Méline : « Ce n'est pas le Crédit populaire en général que nous voulons organiser, mais le Crédit agricole ». Voilà pourquoi le législateur a réservé aux cultivateurs, et seulement à eux, l'avance de 40 millions et la redevance annuelle fournie à l'État par la Banque de France.

4° Enfin, ce doit être une société mutuelle, c'est-à-dire que les prêts ne doivent être faits et le crédit accordé qu'aux seuls membres de la société. Sans cela, ce serait une société ordinaire visant des bénéfices et le principe de la mutualité serait faussé.

II. — *Publicité et Contrôle.*

Les Caisses régionales comme les Caisses locales doivent élaborer des statuts et se soumettre à certaines formalités de publicité sans lesquelles elle ne pourraient ni exister, ni fonctionner.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 31 mars 1899 les statuts doivent contenir :

1° La circonscription territoriale de la société.

2° La nature et l'étendue des opérations.

3° Leur mode d'administration.

4° La composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution ainsi que les conditions de retrait.

5° Le nombre des parts et le montant des intérêts à allouer à ces parts.

6° Le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre.

7° Les conditions et règles applicables à la modification des statuts et à la liquidation de la société.

Les statuts une fois rédigés doivent être déposés au ministère de l'Agriculture (art. 5 § 2) ainsi que les modifications qui y sont apportées dans la suite.

Le ministre s'assure simplement de leur régularité et de leur conformité à l'article 5 de la loi de 1899. Cette mesure a pour but d'empêcher l'introduction dans les statuts de certaines clauses de nature à favoriser l'esprit de spéculation chez les membres de la caisse régionale.

En ce qui concerne la publicité nous avons vu que les caisses régionales devaient être constituées conformément aux dispositions de la loi du 5 novembre 1894, elles doivent par suite se conformer aux conditions de publicité édictées par l'article 5 de cette loi et que nous avons étudiées.

Le législateur a pensé également qu'un contrôle

d'État était nécessaire, mais il a laissé au gouvernement le soin de le réglementer. L'article 5 nous dit en effet : « Un décret, rendu sur l'avis de la commission, fixera les moyens de contrôle et de surveillance à exercer sur les Caisses régionales. »

Ce décret se fit attendre et il fallut même l'intervention de M. Fernand David à la tribune de la Chambre pour qu'un décret fut rendu enfin le 6 mai 1900, décret qui décidait que le contrôle et la surveillance prévus par l'article 5 de la loi du 31 mars 1899 seraient exercés par des agents temporaires qui auraient pour mission « de contrôler l'emploi des avances de l'État, d'en surveiller le remboursement, de suivre toutes les opérations des Caisses régionales, de centraliser toutes pièces utiles que devront fournir ces établissements pour la modification de leur comptabilité. » (art. 2).

Dans son rapport du 18 juin 1901, le ministre de l'Agriculture constate que ce système de contrôle a fonctionné et donné de bons résultats : « Chacune de ces inspections, dit-il, a donné un bon résultat. La comptabilité des établissements inspectés a été trouvée régulière et aucune infraction à la loi n'a été signalée. (1) »

A la suite du rapport, au Président de la République, de M. Mougeot, ministre de l'Agriculture, où il

1. Voir *J. off.*, 18 juin 1901 p. 3751.

faisait valoir que, à raison de l'extension des Caisses régionales, les services chargés d'en assurer le contrôle ne pouvaient plus suffire aux besoins, un service autonome du contrôle des Caisses régionales fut créé au ministère de l'Agriculture par un décret du 9 février 1904 et réglé par un arrêté du 13.

Enfin le 11 avril 1905 un nouveau décret abrogeant (art. 8) le décret du 6 mai 1900 remania complètement le contrôle du gouvernement sur les Caisses régionales.

Aux termes de l'article 4 de ce décret :

« Les Caisses régionales sont tenues d'adresser au ministre de l'Agriculture :

1° Dans les huit premiers jours du mois suivant chaque trimestre, une situation donnant la balance des comptes du grand livre et le mouvement du portefeuille :

2° Dans la seconde quinzaine de février de chaque année, un relevé de leurs opérations et de celles de leurs Caisses locales affiliées dans le cours de l'année précédente, établi suivant le modèle de l'administration ;

3° Le procès-verbal *in extenso* de chaque assemblée générale. »

De plus l'article 6 détermine le rôle des inspecteurs du Crédit agricole. « Il ont pour mission de vérifier, au moins une fois par an, la comptabilité et la gestion des Caisses régionales qui ont reçu des

avances de l'État et de s'assurer que les prescriptions de la loi et du présent décret sont régulièrement observées par les Caisses régionales.

Les inspecteurs pourront exiger la production de toutes pièces justificatives. »

En ce qui concerne l'administration des Caisses régionales, elles fonctionnent avec les mêmes organes que les Caisses locales déjà étudiées, c'est-à-dire un conseil d'administration, des assemblées générales et un conseil de surveillance, il est donc inutile d'y revenir.

III. — *Opérations*

Aux termes de l'article 2 de la loi du 31 mars 1899 :
« Les Caisses régionales ont pour but de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole effectuées par les membres des sociétés locales de Crédit agricole mutuel de leur circonscription, et garanties par ces sociétés et par les Sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une Caisse locale de crédit agricole régie par la loi du 5 novembre 1894...

» A cet effet, elles escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

» Elles peuvent faire à ces sociétés les avances nécessaires pour la constitution de leurs fonds de roulement.

» Toutes autres opérations leur sont interdites. »

Comme on le voit, la loi est très claire, et aucune confusion n'est possible sur le but même des Caisses régionales et sur les moyens qui lui sont donnés pour l'atteindre.

Seules les Caisses locales et depuis la loi du 29 décembre 1906, les Sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une Caisse locale peuvent effectuer des opérations avec elles.

Ces opérations sont de deux sortes :

1° Les Caisses régionales escomptent les effets souscrits par les membres des sociétés locales et endossés par ces sociétés.

C'est la principale opération des Caisses régionales, le but premier pour lequel elles ont été créées, ainsi que cela résulte du projet de loi et des travaux préparatoires. Dans l'exposé des motifs, M. Méline s'exprimait ainsi (1) : « La première opération des Caisses régionales sera l'escompte et le réescompte des effets agricoles qui lui seront présentés par les banques locales, elle constituera vraisemblablement l'opération la plus importante des Caisses régionales. »

Elles formeront ainsi le troisième échelon et donneront la troisième signature exigée par les statuts de la Banque de France qui pourra ainsi réguliè-

1. *J. off.*, déc. 1897. Ch. Doc. parl. Annexe n° 2919.

rement, et sans danger, escompter les effets agricoles qui lui seront présentés.

« L'opération la plus simple va nécessiter un cycle de quatre ou cinq mois. Ce n'est déjà plus l'effet à quatre-vingt-dix jours, et lorsque la société aura besoin de se procurer de l'argent à l'aide du billet qui lui aura été souscrit, elle y mettra son endos ; mais il faut, pour le faire passer en banque, qu'elle trouve une troisième signature. C'est cette troisième signature qui nécessite le paiement d'une commission dont nous voulons décharger la petite société locale de crédit, signature que la Caisse régionale sera appelée à lui fournir gratuitement sans exiger d'elle un surcroît des frais (1). »

La Caisse régionale joue donc le rôle de banquier, et c'est la commission du banquier qu'elle a pour but de supprimer.

Elles sont libres de fixer le taux qui leur convient et, en général, c'est celui de la Banque de France ainsi que le conseille le *Guide pratique pour la création des caisses de crédit agricole mutuel* publié par le ministère de l'Agriculture (p. 39).

Cependant, en consultant les tableaux qui accompagnent les rapports annuels par lesquels le ministre de l'Agriculture rend compte au Président de la Répu-

1. V. J. off. Sénat, séance du 19 mars 1899.

blique du résultat des opérations des caisses de Crédit agricole mutuel, on constate que quelques Caisses régionales escomptent le papier des Caisses locales à un taux inférieur à celui de la Banque de France et variant de 2 à 2,50 o/o.

C'est ainsi qu'en 1904, sur 51 Caisses régionales il y en avait 19 qui escomptaient au-dessous du cours de la banque et 32 qui escomptaient à 3 o/o et au-dessus.

L'intention des administrateurs de ces caisses est certainement excellente, ils ont en vue de permettre aux Caisses locales de prêter à leurs adhérents à un taux également réduit, mais les résultats obtenus ne sont pas toujours très encourageants, ainsi que le prouve un exemple authentique cité dans le rapport au Président de la République publié le 15 mai 1905 (1).

Aussi, le nombre des Caisses régionales, escomptant au-dessous du taux de la Banque de France, diminue chaque année à mesure que leurs affaires prennent plus d'ampleur. En 1908, sur 94 Caisses régionales, 20 seulement escomptaient au-dessous du taux de la Banque de France et, en 1910, à la suite du vœu émis par la commission de répartition des avances de voir le taux d'escompte de la Banque de

1. *Dix ans de crédit agricole*. Ministère de l'Agriculture, p. 57.

France adopté par l'ensemble des Caisses régionales, il n'en restait plus que 5.

Le taux normal de l'escompte est donc celui de la Banque de France. Du reste, les Caisses régionales étant mutuelles, et les bénéfices étant partagés au prorata des opérations, elles n'ont pas intérêt à mettre un taux d'escompte trop élevé, qui serait contraire au but de la loi.

2° Les Caisses régionales l'ont, aux Caisses locales, les avances nécessaires à la constitution de leurs fonds de roulement.

Par fonds de roulement, il faut entendre la somme que reçoit une Caisse locale de la Caisse régionale pour une durée généralement fixée à un an et qui lui permet de verser immédiatement à un emprunteur la somme dont il a besoin. Ces avances sont renouvelables à l'expiration du délai fixe.

Le législateur avait laissé les statuts libres de réglementer dans quelle mesure les Caisses régionales pourraient faire des avances aux caisses locales affiliées et à quelles conditions, mais le décret du 15 avril 1905 a restreint cette faculté. Il dispose en effet dans son article 5 § 2 : « L'importance des avances directes pour fonds de roulement, consenties par une Caisse régionale à ses Caisses locales affiliées, ne peut dépasser, pour chacune d'elles, le montant du capital versé à la Caisse régionale sous forme de souscription de parts. Ces

avances sont toujours représentées par des effets. »

Cette clause est un peu rigoureuse et empêchera parfois les Caisses régionales de remplir leur devoir qui, d'après M. Méline, est de servir « de réservoir aux Caisses locales, de se faire l'apôtre de la mutualité agricole, de susciter partout, où besoin sera, dans l'étendue de la circonscription, la création de nouvelles sociétés de Crédit agricole mutuel » (1).

Les statuts déterminent le taux de l'intérêt de ces avances. En théorie il peut être de 5 o/o mais en fait il est de 2 à 3 o/o.

Certains ont pensé, que les Caisses régionales recevant des avances gratuites de l'État devaient à leur tour faire des avances dans les mêmes conditions aux Caisses locales.

C'est un tort de le croire, car les Caisses régionales n'ont pas que les avances de la Banque de France comme ressources. Pour pouvoir faire face à tous les besoins, elles font appel à d'autres ressources qui nécessitent un intérêt et par suite elles sont dans l'obligation d'en exiger un des Caisses locales.

Du reste, il serait mauvais pour les Caisses locales de recevoir des avances sans intérêts, car elles seraient portées à négliger toutes les précautions utiles pour s'entourer de garanties sérieuses et elles perdraient facilement la notion de la valeur de l'argent.

1. *J. off.*, déc. 1897. Ch. Annexe n° 2919.

M. Méline disait à ce propos : « Il faut apprendre aux cultivateurs, non pas seulement à se servir du crédit, mais à le mériter par la prudence dans les opérations commerciales se rattachant à l'agriculture. Le jour où l'on donnera aux banques locales de l'argent gratuitement ou à un intérêt minime, les banques locales seront portées à abuser du crédit, à confondre comme le font beaucoup de cultivateurs le prêt et le crédit, à se servir de cet argent pour des opérations étrangères à l'agriculture. Il faut que l'agriculteur s'habitue à l'exactitude, qu'il apprenne à apprécier sa signature à l'égal de celle du commerçant et à la respecter comme lui. »

L'article 2, après avoir énuméré ces opérations permises, termine ainsi : « Toutes autres opérations leur sont interdites » ; c'est donc que cette énumération est limitative ; mais il faut entendre par ce mot « opération » la mise en activité de fonds en vue de réaliser un profit, par suite les caisses régionales ne peuvent employer leurs fonds d'une autre manière que le prescrit l'article 2.

Cependant, ainsi que le remarquent MM. Maurin et Brouilhet (1) : « La Caisse régionale demeure libre de faciliter toutes les opérations concernant l'industrie agricole, qui ne demandent pas la mise en activité

1. Maurin et Brouilhet, *Manuel pratique de crédit agricole*, p. 144.

d'un capital et ne se traduisent pas par un bénéfice quelconque. Elle pourra donc servir de régulatrice pour toutes les opérations quelconques, faites par les sociétés locales, faire pour leur compte des encaissements et des paiements, accepter la domiciliation à son siège des effets à payer par les sociétés. Ce ne sont pas là des opérations telles que la loi a voulu les interdire, aucun capital n'y est engagé, aucune responsabilité encourue ; elles ne comportent aucun bénéfice, mais une simple rémunération du service rendue ; enfin ces services eux-mêmes ressortent de la pure mutualité et sont nécessaires au bon fonctionnement d'une Caisse de crédit. »

On peut ajouter que les Caisses régionales peuvent également : recevoir des dépôts des Caisses locales ; remettre leurs fonds momentanément inutilisés à des établissements de crédit ; c'est le conseil d'administration qui fixe l'emploi de ces fonds disponibles, mais il est bon que les statuts limitent les établissements de crédit, car il ne faut pas que sous prétexte de dépôts, les Caisses régionales fassent en réalité des prêts moyennant intérêts à d'autres qu'aux caisses locales, et emploient ainsi leurs fonds à des opérations étrangères à l'agriculture.

Enfin, les Caisses régionales doivent contrôler les opérations des Caisses locales de Crédit agricole mutuel et des sociétés coopératives agricoles avec lesquelles elles se trouvent en relations d'affaires. Ce

contrôle a été réglé par l'article 5 § 3 du décret du 11 avril 1905. Aux termes de cet article : « Les Caisses régionales exercent sur leurs Caisses locales affiliées une surveillance et un contrôle réguliers et effectifs ; elles exigent de ces sociétés des pièces justifiant l'emploi agricole des capitaux prêtés, le dépôt de leurs statuts, du relevé de leurs opérations, de l'état détaillé de leurs créances actives ou passives complété par le bilan. Ce dépôt sera fait au moins une fois chaque année, au plus tard dans la première quinzaine du mois de février. »

Ainsi que le rappelle une circulaire du ministre de l'Agriculture du 5 août 1909. « L'inspection ou le contrôle périodique des Caisses locales prévu par le décret du 11 avril 1905 s'impose, notamment lorsque ces caisses font des opérations avec les fonds provenant des dépôts ou des avances de la Caisse régionale ; il n'est pas sans utilité, même lorsque toutes les opérations des Caisses locales passent par la Caisse régionale, parce que, dans l'un et l'autre cas, ces visites provoquent un échange de renseignements et d'explications profitables au bon fonctionnement des caisses. Il est utile qu'un procès-verbal de chaque inspection soit dressé et conservé à la Caisse régionale et à la caisse locale. »

Telles sont les opérations que peuvent effectuer les Caisses régionales. Toutefois, elles ne pourront jamais employer leurs fonds à des opérations produc-

tives autres que celles énumérées dans l'article 2 de la loi du 31 mars 1899.

SECTION III

Ressources dont disposent les Caisses régionales

Pour parer aux dépenses nécessitées par leurs opérations avec les Caisses locales, il faut aux Caisses régionales, de nombreuses ressources. On peut les ranger en 4 catégories :

- 1° Le capital social ;
- 2° Les subventions de la Banque de France ;
- 3° Les emprunts ;
- 4° Le réescompte des effets par la Banque de France.

I. — Le capital social

Nous avons vu, dans un chapitre précédent, que conformément à l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899 les Caisses régionales de Crédit agricole mutuel devaient être constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. Cependant aux termes de l'article 3 : « Le montant des avances faites aux Caisses régionales ne pourra excéder le quadruple du montant du capital versé en espèces ». Nous

sommes donc en présence d'une différence; tandis que les Caisses locales type 1894, tout au moins celles qui admettent la responsabilité solidaire et illimitée de leurs membres, peuvent être constituées sans capital social, il est absolument nécessaire à toute Caisse régionale d'avoir un capital social si elle veut profiter des avantages offerts par la loi de 1899.

Ce capital doit être constitué conformément à la loi de 1894, dès lors tout ce que nous avons dit au sujet de la constitution du capital social des Caisses locales s'applique aux Caisses régionales. C'est ainsi que : le capital social n'est pas composé d'actions, mais de parts d'intérêts; ces parts sociales peuvent être de valeur inégale; aucun minimum et aucun maximum n'est fixé pour leur valeur; ces parts sont des titres nominatifs qui ne sont transmissibles que par voie de cession et avec l'agrément de la société.

Ces sociétés peuvent être à capital fixe ou à capital variable; enfin pour qu'elles soient valablement constituées le quart du capital souscrit doit être versé.

La loi de 1899 impose seulement deux conditions dont la loi de 1894 n'avait pas parlé; l'une est relative au nombre des parts que pourra prendre chaque associé, l'autre au taux de l'intérêt à servir aux associés.

Ce sont les statuts qui indiqueront le maximum

des parts que chaque associé pourra posséder ainsi que cela résulte de l'article 5 § 3 « Les statuts déterminent la composition du capital social, la proportion dans laquelle chaque sociétaire pourra contribuer à sa constitution ». Les statuts des Caisses locales ont presque toujours remédié à cette omission.

Cette mesure du reste se justifie aussi bien pour l'une que pour l'autre, car elle a pour but d'éviter qu'un des membres put avoir, grâce au nombre de ses parts, une trop grande prédominance sur les autres membres.

D'autre part nous avons vu que la loi de 1894 ne fixait aucune limitation au taux de l'intérêt à servir au capital social des Caisses locales de crédit : au contraire la loi de 1899 décide dans son article 5 § 3 que « l'intérêt à allouer aux parts ne pourra dépasser 5 o/o du capital versé ».

Cette limitation était-elle bien nécessaire ? L'expérience démontre que non. En consultant les tableaux publiés par le ministère, nous voyons que ce taux est généralement de 3 à 4 o/o et nous ne trouvons pas une Caisse locale ayant abusé de cette liberté.

II. — *Subventions du Trésor public ou avances et versements de la Banque de France*

Ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre 1^{er} la cause principale de la lenteur du développement des

Caisses locales avant 1899 était le manque de capitaux. Il fallait procurer à l'agriculture des capitaux abondants et bon marché et bien rares étaient les capitalistes qui consentaient à prêter dans ces conditions. La loi du 17 novembre 1897 venait de mettre à la disposition du gouvernement, sans intérêt, une somme de 40 millions et une redevance annuelle qui ne pouvait être inférieure à 2 millions. Ces sommes ne pouvaient être mieux employées qu'aux besoins de l'agriculture et c'est ce qu'a pensé le législateur de 1899.

A. — PRÊTS SANS INTÉRÊT

Aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899 : « L'avance de 40.000.000 de francs et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de France, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897, sont mises à la disposition du gouvernement pour être attribuées à titre d'avances sans intérêt aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel qui seront constituées d'après les dispositions de la loi du 5 novembre 1894. »

Cette faveur qui était faite aux Caisses régionales, de les faire bénéficier gratuitement des subventions de la Banque de France ne fut pas exempte de cri-

tiques. Les adversaires du projet revinrent à l'assaut et par l'organe de M. Milliès Lacroix déposèrent un amendement ayant pour but d'exiger un intérêt des Caisses régionales, mais c'était aller à l'encontre même du but de la loi, car ce qu'on voulait c'était prêter aux agriculteurs à un taux réduit. Pour que les Caisses locales puissent faire parvenir le crédit aux agriculteurs à un taux minime, il était nécessaire qu'elles le reçoivent elle-mêmes à un taux très bas des Caisses régionales. Il était donc de toute nécessité, que celles-ci reçoivent des avances sans intérêt,

En effet, supposons, par exemple, qu'une Caisse régionale ait un fonds de roulement de 500.000 francs dont elle paie l'intérêt à 4 o/o et qu'elle reçoive de l'État sans intérêt, une somme égale : 500.000 fr. Elle pourra prêter aux Caisses locales à 2 1/2 o/o tout en réalisant un bénéfice de 1/2 o/o destiné à couvrir ses frais généraux et à constituer un fonds de réserve pour parer aux pertes éventuelles.

Aussi toutes ces considérations n'échappèrent pas au législateur, et l'amendement fut repoussé.

B. — LIMITATION DES AVANCES

Le texte du projet primitif, article 3 § I, ne fixait pas le montant des avances que chaque Caisse régionale pouvait recevoir. La commission de la Chambre

des députés pensa que des avances excessives seraient de nature à entraver l'initiative individuelle aussi elle prescrivit que les avances faites aux Caisses régionales ne pourraient excéder le montant du capital versé en espèces.

Cette limitation excessive fut vivement critiquée au Sénat, notamment par M. Lourties, qui s'exprimait en ces termes (1) : « Le capital des Caisses régionales ne sera jamais très important, et il est à craindre que l'avance accordée sur cette base soit relativement faible dans la plupart des cas, parfois même absolument insignifiante. »

La pratique démontra la justesse de ces critiques et s'inspirant des vœux émis par les Conseils généraux, les syndicats agricoles et les promoteurs du Crédit agricole. M. Jean Dupuy, ministre de l'Agriculture, présenta au Parlement une loi qui devint la loi du 25 décembre 1900 et qui permettait d'accorder aux Caisses régionales des avances égales au quadruple du montant du capital versé en espèces.

Les effets ne tardèrent pas à se faire sentir. Cette loi permettait aux établissements bénéficiant des avances de l'État de prendre une extension plus considérable et de rendre de plus importants services aux populations rurales. Aussi les avances de l'État

1. Discours de M. Lourties au Sénat. *J. off.*, 16 mars 1899, p. 289.

qui ne dépassaient pas 612.250 francs à la fin de 1900 atteignaient 2.611.200 francs au 31 décembre 1901 et 4.300.000 francs en 1902.

Cependant, on a critiqué cette limitation pour calculer le montant des avances, comme un peu excessive. Seul le capital versé peut entrer en ligne de compte, à l'exclusion du capital souscrit et non versé, des sommes empruntées à d'autres qu'à l'État, des subventions reçues des particuliers ou des assemblées. Beaucoup sont d'avis que la base même de cette limitation, qui réside dans la proportionnalité du capital versé, devrait être modifiée. Ils font valoir : qu'avec notre loi actuelle on aboutit à favoriser seulement les Caisses régionales riches, qui trouvent facilement des capitaux. Or ne fait rien au contraire, ou à peu près rien pour les caisses pauvres, pour celles qui ont de la peine à se procurer les ressources nécessaires. Or, il serait logique que l'État vint en aide à ces dernières avant de favoriser les autres.

De plus, puisque les agriculteurs manquent de capitaux, il est illogique d'exiger d'eux qu'ils en trouvent avant qu'on leur vienne en aide.

Enfin, avec ce système les caisses à responsabilité illimitée qui se constituent sans capital social seront dans l'impossibilité de recevoir des avances (1).

1. Voir discours de M. Delpech-Cantaloup. *J. off. Ch. Débats Parl.* 31 janvier 1902, p. 302.

Nous ne croyons pas cependant, que la limitation imposée par la loi du 25 décembre 1900 soit trop exagérée. L'État peut, tout de même, secourir d'une manière très sérieuse et très efficace les caisses qui n'ont pas beaucoup de ressources et subventionner au contraire, d'une façon beaucoup plus restreinte, celles qui n'ont pas besoin d'avances importantes. C'est là du moins l'opinion exprimée par M. Jean Dupuy, dans son rapport du 18 juin 1901 : « J'estime, dit-il, que la totalité des avances prévues par la loi du 25 décembre 1900 ne devra être accordée qu'exceptionnellement et en vertu de circonstances particulières, mais que dans les cas ordinaires les avances allouées n'atteindront pas le maximum. » Ces exceptions dont veut parler le ministre seront justement les caisses régionales pauvres. Grâce à ces subventions égales au quadruple de leur capital social, elles pourront augmenter le chiffre de leurs opérations, instituer d'autres Caisses locales, accroître le fonds de roulement de celles qui fonctionnent, faire souscrire à ces Caisses locales, devenues plus riches, de nouvelles parts dans le capital de la Caisse régionale et permettre ainsi à l'État de consentir des prêts plus considérables. Elles arriveront ainsi normalement et progressivement, tout en étendant leur sphère d'action, à recevoir autant d'avances que les autres Caisses régionales.

C. — RÉPARTITION DES AVANCES

La répartition des avances de l'État aux Caisses régionales est un des côtés les plus délicats de l'organisation que nous venons d'étudier. Le législateur, en remettant à l'État les subventions de la Banque de France, lui confiait la charge de les répartir. Cependant, il eût été dangereux de confier au ministre de l'Agriculture seul, le soin d'une opération si importante et si compliquée. Aussi un premier projet décidait que le Conseil d'État serait chargé de statuer sur la répartition des fonds entre les Caisses régionales, par un règlement d'administration publique.

Ce projet fut repoussé par la Chambre, qui préféra confier cette mission à des hommes possédant des connaissances techniques, et elle y substitua un nouveau texte qui devint l'article 4, fixant la composition de la commission de répartition :

Aux termes de l'article 4 de la loi du 31 mars 1899 modifiée par la loi du 29 décembre 1906 : « La répartition des avances aux Caisses régionales de crédit agricole, sera faite par le ministre de l'Agriculture sur l'avis d'une commission spéciale et dont les membres, à l'exception des membres de droit, sont nommés par décret pour quatre années, composée ainsi qu'il suit :

Le ministre de l'Agriculture, président ;

Quatre sénateurs ;

Six députés ;

Un membre du Conseil d'État ;
Un membre de la Cour des comptes ;
Le gouverneur de la Banque de France ;
Le directeur général de la Comptabilité publique ;
Le directeur du mouvement général des fonds ;
Un inspecteur général des finances ;
Le directeur général des eaux et forêts ;
Le directeur de l'agriculture ;
Le directeur du secrétariat, du personnel central et de la comptabilité ;
Le directeur de l'Hydraulique et des améliorations agricoles ;
Le directeur des Haras ;
Le chef du service des Caisses régionales de crédit agricole mutuel ;

Six inspecteurs généraux ou inspecteurs du ministère de l'Agriculture ;

Trois membres du Conseil supérieur de l'Agriculture ;

Huit représentants choisis parmi les membres des Caisses de crédit agricole mutuel, régionales ou locales ou des Sociétés coopératives agricoles.

En dehors des membres permanents de la commission, les inspecteurs généraux et inspecteurs de l'agriculture, les inspecteurs des améliorations agricoles et les inspecteurs des Caisses de crédit agricole mutuel chargés de rapports sont appelés à les soutenir devant la commission avec voix consultative. »

Cette commission se réunit au moins une fois par trimestre, mais elle ne fait que donner son avis. Le ministre reste seul juge de faire droit ou non à la demande de la Caisse régionale, ainsi que cela résulte de l'article 3 du décret du 11 avril 1905. « Les décisions prises par le ministre, sur l'avis de la commis-

sion, seront motivées et communiquées sans délai aux intéressés. »

Ce même décret, dans son article 7, fixe les conditions rigoureuses à remplir par les Caisses régionales pour participer aux avances :

« Les Caisses régionales, désirant obtenir une avance, devront adresser leurs demandes au ministre de l'Agriculture avant le 15 du dernier mois de chaque trimestre et joindre ;

» Deux exemplaires des statuts ;

» Une liste des souscripteurs portant mention du capital versé en espèces par chacun d'eux et du syndicat professionnel agricole auquel chacun d'eux est affilié ;

» Un certificat ou une attestation constatant l'importance du capital versé.

» Une liste des membres du conseil d'administration et des commissaires de surveillance ;

» Une copie des délibérations de l'assemblée générale constitutive ;

» Un récépissé du greffe de la justice de paix où la société a son siège principal, faisant foi que les conditions de publicité prescrites par la loi ont été observées ;

» Une liste des Caisses locales affiliées, indiquant la date de création, le capital, le nombre des membres de chacune d'elles et le ou les syndicats auxquels ils sont affiliés ;

» Une note sur l'organisation financière et le fonctionnement de la société ;

» Une note sur le service de contrôle et de surveillance des Caisses locales affiliées. »

Les Caisses déjà pourvues d'une avance, et qui en demanderont une nouvelle, auront à fournir :

« Deux exemplaires de leurs statuts quand ils auront été modifiés depuis l'allocation de la dernière avance ;

» Copie de la délibération de l'assemblée générale ou du conseil d'administration autorisant l'augmentation du capital ;

» La liste des souscripteurs des nouvelles parts émises mentionnant le capital versé par chacun d'eux et le syndicat auquel il est affilié ;

» La liste des nouvelles Caisses locales affiliées avec l'indication du nombre de leurs membres et du syndicat auquel ils sont adhérents ;

» La balance des comptes du grand livre à la date de la demande ;

» Un relevé des effets en portefeuille. »

Comme on le voit, l'administration n'a rien négligé pour prendre toutes les précautions nécessaires pour que ces avances ne soient accordées qu'à des sociétés qui, par leur bon fonctionnement et par l'honorabilité de leurs sociétaires, présentent tous les caractères de sécurité désirables, et qui, d'autre part, semblent de nature à entreprendre des opéra-

tions prudentes et fructueuses, de façon à servir très efficacement les intérêts agricoles de leurs circonscriptions.

Du reste, on a eu raison, car ainsi que le disait M. Viger à la tribune du Sénat : « Les avances de l'Etat doivent constituer un encouragement et une faveur ; cet encouragement ne peut être donné qu'aux entreprises qui le méritent en montrant leur utilité, non pas par des paroles ronflantes, mais par des actes sérieux, c'est-à-dire par une organisation offrant toutes les garanties nécessaires. »

D. — REMBOURSEMENT DES AVANCES

Aux termes de l'article 3 de la loi du 31 mars 1899 : « Les avances ne pourront être faites pour une durée de plus de cinq ans. Elles pourront être renouvelées. »

Cette disposition a été diversement critiquée. Pour les uns, ce délai est trop long et normalement ne doit pas être atteint. « Il est probable, disait M. Lourties, que le délai de deux ou trois ans, avec faculté de renouvellement, sera préféré à celui de cinq ans. »

Les Caisses régionales ne doivent compter que sur elles-mêmes et il est à craindre qu'avec des prêts à long terme, elles considèrent les subventions de l'Etat comme des ressources normales, au lieu de

les regarder comme un subside exceptionnel destiné à leur venir en aide au début de leur fonctionnement.

Pour d'autres, au contraire, ce délai de cinq ans n'est pas assez long. Ils prétendent que les Caisses régionales ne peuvent pas, dans un si court laps de temps, profiter des avances qu'elles reçoivent. Elles hésitent à prêter aux Caisses locales, de peur que celles-ci ne les remboursent pas à temps, et elles détournent ainsi ces subventions de leur véritable destination.

Toutes ces critiques ne sont pas très fondées. Le caractère transitoire de ces avances avait été très nettement indiqué dans l'exposé des motifs du projet de loi de 1897 et lors de la discussion de la loi de 1899 à la Chambre. M. Codet, dans son rapport, s'exprimait ainsi : « Votre commission a décidé de limiter la durée des avances, afin de bien marquer qu'elles étaient remboursables, soit qu'une mauvaise gestion impose le devoir de les réclamer, soit qu'une gestion heureuse les rende inutiles. Elle a fixé le terme à cinq ans. Cette mesure était nécessaire pour garantir les Caisses régionales contre les demandes de remboursement nos prévues, dont la menace eut introduit une cause perpétuelle de gêne pour leurs opérations (1). »

Ainsi, aucune surprise n'était possible. La volonté

1. *J. off.*, 9 mars 1898. Ch. Doc. parl., p. 793.

du législateur était que les caisses arrivent à vivre avec leurs propres ressources, et la faculté de renouvellement qui leur était donnée était une facilité donnée à celles qui n'auraient pas pu s'organiser dans ce laps de temps.

Cependant, en 1905, malgré les prévisions, lorsque les avances consenties en 1900 arrivèrent à terme, presque toutes les Caisses régionales en demandèrent le renouvellement ; si bien que la commission de répartition qui, pour la première fois, se trouvait en présence de demandes de renouvellement d'avances, posa en principe, avant de statuer, « pour bien rappeler aux Caisses le caractère temporaire de ces avances, qu'il convenait de ne les renouveler que partiellement (1) ».

Conformément à ce principe, les avances consenties en 1900, s'élevant à 612.250 francs et remboursables en 1905, n'ont été renouvelées que jusqu'à concurrence de 478.000, et une somme de 126.250 francs a été reversée par huit Caisses régionales. La même méthode a été constamment appliquée dans la suite.

Outre ce délai de cinq ans l'article 3 § 2 donne une autre garantie sérieuse à l'État en vue d'assurer le remboursement : « Les avances deviendront immédiatement remboursables en cas de violation

1. Rapport 1905, *J. off.*, 1^{er} août 1906.

des statuts ou de modifications à ces statuts qui diminueraient les garanties de remboursement. »

Donc à la première faute, le remboursement peut être exigé ; mais il est probable, ainsi que le fait remarquer M. Maurin, que : « Les administrateurs de la Caisse régionale, virtuellement responsables du préjudice causé par ce remboursement prématuré, feront tous leurs efforts pour ne pas exposer la Caisse régionale à se voir demander un remboursement anticipé (1) ».

III. — *Faculté de contracter des emprunts*

En dehors de leur capital social et des subventions de la Banque de France, les Caisses régionales peuvent, si c'est nécessaire, contracter des emprunts. La disposition de l'article 1^{er} § 2 de la loi du 5 novembre 1894, qui stipule que les sociétés de Crédit agricole peuvent « contracter les emprunts nécessaires pour constituer ou augmenter leurs fonds de roulement » est applicable ici.

Toutefois l'article 5 § 4 de la loi du 31 mars 1899 porte que les statuts doivent déterminer : « Le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et

1. Voir sur ce point l'article de M. Maurin sur les caisses régionales de crédit agricole dans le Musée social, octobre 1899, p. 521.

le maximum des bons à émettre, lesquels réunis ne pourront excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille. »

Il résulte donc de ce texte que :

1° Les Caisses régionales peuvent recevoir des dépôts en comptes courants effectués, soit par des particuliers, soit surtout par les caisses locales.

Les dépôts en comptes courants constituent une des principales ressources dont disposent les banques ordinaires, il devrait en être de même pour les Caisses régionales ; cela leur permettrait de jouer leur rôle de régulateur entre les Caisses locales, c'est-à-dire de recevoir les fonds de celles qui ont trop de ressources pour les répartir entre celles qui en manquent.

Malheureusement, la pratique des dépôts en comptes courants est encore peu développée. Il faut remarquer, toutefois, que seules les Caisses locales peuvent avoir un véritable compte courant avec les Caisses régionales. Les Caisses régionales, nous le savons, ne peuvent pas prêter à des particuliers, donc si elles ont un compte courant avec un particulier, ce compte courant doit toujours se chiffrer par zéro ou par une dette, mais jamais par une créance de la Caisse régionale, car cette créance serait en définitive un prêt consenti à un particulier, contrairement à l'article 2 de la loi de 1899. En un mot, le compte courant de la Caisse régionale, avec d'autres que des Caisses locales ou leurs associés, ne peut être qu'ana-

logue à un livret de caisse d'épargne, où le déposant peut retirer des fonds ou en ajouter, mais ne peut jamais demander à la caisse d'épargne une somme supérieure à celle qu'il a déposée.

2° Les Caisses régionales peuvent émettre des bons.

L'exposé des motifs du projet de loi insistait tout particulièrement sur l'utilité de ce véritable privilège. « Ces bons, disait-il, qui constitueront pour les Caisses régionales un instrument de crédit souple et puissant à la fois, seront à égale distance du billet de banque qui est remboursable à vue, parce qu'il est adossé, soit à du numéraire, soit à des valeurs immédiatement réalisables, et de l'obligation foncière qui est remboursable à long terme, parce qu'elle est adossée à des opérations comportant la même durée. A cet effet, le bon de la Caisse régionale pourrait être créé pour une durée de deux ans au plus ; il aurait pour contre-partie les opérations d'escompte et d'avances sur produits agricoles dont la durée ne sera pas elle-même supérieure à quinze mois. Le paiement du bon de caisse serait donc toujours assuré par le recouvrement d'effets d'une durée moindre ; d'autre part, pour que tout bon de Caisse régionale soit effectivement gagé, les statuts de la caisse stipuleraient que le montant des bons en circulation ne pourrajamaïs excéder celui des opérations d'escompte ou d'avances qui seront en cours. Le bon de la Caisse régionale serait ainsi une obligation à moyen terme,

correspondant à la durée des opérations agricoles, et intermédiaire, nous le répétons, entre le billet de banque et l'obligation foncière. Lorsqu'il sera entré dans les habitudes de nos populations rurales, il circulera comme une sorte de bon du Trésor ; il servira pour les placements temporaires, et, comme il est d'expérience que les valeurs à court terme se placent plus facilement et à meilleur compte que les valeurs à long terme, il y a tout lieu de croire qu'il trouvera preneur à un intérêt peu élevé, solidement gagé comme il serait. Le bon de Caisse régionale constituerait une valeur de tout repos, et comme il serait à courte échéance, il semblerait désigné pour servir même d'emploi aux fonds personnels des caisses d'épargne. Le bon de la Caisse régionale doit constituer, dans notre pensée, la principale ressource pour les opérations courantes (1). »

Mais ces espérances ont été déçues ; soit que le mécanisme de ces bons n'ait pas été compris, soit plutôt à raison de la générosité avec laquelle les avances de la Banque de France leur ont été imparties : bien rares sont les Caisses régionales qui, jusqu'à nos jours, ont usé de ce droit.

Il faut remarquer que les emprunts qui ne seraient pas contractés sous la forme de bons sont parfaitement licites, aucun texte ne dérogeant à l'article premier de la loi de 1894.

1. *J. off.*, déc. 1897. Ch. des dép. Doc. parl. Annexe n° 2919.

3° Les dépôts en comptes courants et les bons ne peuvent excéder les trois quarts du montant des effets en portefeuille.

Par effets en portefeuille, il faut entendre exclusivement les billets endossés par la Caisse régionale et qu'elle n'a encore ni touché, ni fait réescompter par la Banque de France ; cette expression ne vise pas les avances consenties aux Caisses locales ; une telle extension serait absolument contraire au but poursuivi par le législateur ; les avances aux Caisses locales ne sont remboursables qu'après un long délai ; or, ce que veut le législateur, c'est que les dépôts et bons aient pour contre-partie des valeurs remboursables à brève échéance.

Cette disposition qui n'était pas insérée dans le projet primitif, a été introduite par la commission de la Chambre des députés pour donner toute sécurité aux déposants et aux porteurs de bons.

4° Les statuts doivent fixer le maximum des dépôts à recevoir en comptes courants et le maximum des bons à émettre.

En fait, bien peu de Caisses régionales ont stipulé des conditions spéciales sur ce point, la plupart se contentent de reproduire la disposition de l'article 5, limitant ces dépôts et ces bons au montant des trois quarts des effets en portefeuille, ce qui constitue bien la fixation d'un maximum comme l'exige la loi.

IV. — *Réescompte par la Banque de France
des effets endossés par les Caisses régionales*

Le billet endossé par la Caisse régionale ayant trois signatures : celle de l'agriculteur, celle de la Caisse locale et celle de la Caisse régionale peut être escompté par la Banque de France, pourvu qu'il soit payable dans quatre-vingt-dix jours au plus. La Caisse régionale aura seulement à attendre avant de présenter à l'escompte de la Banque de France un billet à six ou neuf mois, qu'il n'y ait plus que trois mois avant l'échéance, et même la Banque de France évite cet inconvénient grâce à l'emploi d'effets renouvelables ; elle escompte pour trois mois, mais avec possibilité d'accorder, l'échéance arrivée, un ou deux nouveaux délais de trois mois.

La Banque de France par cette opération a rendu de très importants services aux Caisses régionales et par suite à l'agriculture ; c'est ainsi que de 1900 à 1910, les opérations d'escompte avec les Caisses régionales se sont élevées au total de 170.765.000 fr.

Nous devons signaler également que la Banque de France fait aux Caisses régionales des avances sur titres. Le total de ces avances s'est élevé de 1900 à 1910 à 78.763.000 francs et la valeur totale des titres déposés, a été de 14.194.000 francs.

En résumé, il résulte de toute cette étude que les Caisses régionales ont un triple rôle économique :

1° Les Caisses régionales sont des organes dispensateurs et régulateurs du crédit auprès des Caisses locales.

Les avances aux sociétés locales, tel est le but premier pour lequel elles ont été créées. Elles jouent le rôle d'intermédiaire entre l'État qui prête et la caisse locale à qui doit revenir le prêt.

L'intervention de l'État se produit sous deux aspects :

D'abord comme prêteur indirect pour les capitaux actuellement disponibles, c'est-à-dire pour les quarante millions.

C'est la Banque qui lui prête cet argent, qu'il prête lui-même aux caisses régionales, mais dont il devra retour.

Ensuite, comme prêteur direct pour les sommes qui ne sont pas entre ses mains, mais qui doivent lui revenir chaque année, c'est-à-dire pour la redevance annuelle de la Banque de France. Ce sont des fonds qui lui appartiennent et dont il ne devra pas retour.

L'État est donc prêteur, mais là se borne son rôle. Il n'a pas voulu faire un don et ces avances doivent lui être remboursées ; toutefois il fait des conditions spéciales à ses emprunteurs ; les avances sont sans intérêt ;

2° Les Caisses régionales sont des organes de contrôle et de surveillance.

De même que les Caisses locales ont à surveiller avec soin les prêts qu'elles font à leurs membres, de même les Caisses régionales ont à voir si ces caisses, leurs clientes, font un contrôle sérieux de leurs membres, si leurs prêts ne sont faits qu'à des agriculteurs et seulement pour des opérations agricoles; enfin si elles ont observé toutes les prescriptions légales. Elles sont elles-mêmes responsables envers l'État et sont soumises à son contrôle. Il y a ainsi trois degrés de contrôle superposés : celui des Caisses locales sur leurs membres, celui des Caisses régionales sur les Caisses locales, et enfin celui de l'État sur les Caisses régionales.

3° Enfin les Caisses régionales sont des organes de propagande créatrice, de diffusion du Crédit agricole.

« Dans ma pensée, disait M. Méline, en 1897 (1); les banques régionales auront pour mission de susciter au-dessous d'elles des banques mutuelles. Elles feront l'apostolat du Crédit agricole dans les différentes communes. Elles se composeront d'hommes jouissant d'une assez grande autorité pour être écoutés quand ils se présenteront dans une commune et

1. *J. off.* Discours à la Ch. des députés, 17 juin 1897, p. 1553.

demandront à organiser une banque agricole. Tel est le rôle important que je leur réserve. »

Les Caisses régionales, en effet, ne sont vraiment utiles qu'autant qu'elles développent ces centres de vie locale que sont les Caisses locales et sur lesquelles en somme, repose tout l'édifice du Crédit agricole.

« La Caisse locale est la cellule féconde, l'individualité active et agissante, et la caisse régionale est son soutien et son tuteur. »

C'est là un des rôles les plus importants et peut-être les plus utiles des Caisses régionales.

DEUXIÈME PARTIE

Développement du Crédit agricole et extension du rôle des Caisses régionales

Les deux grandes lois que nous venons d'étudier constituent ce qu'on peut appeler la charte constitutionnelle du Crédit agricole.

La loi du 5 novembre 1894, en exemptant les nouvelles sociétés de crédit des formalités encombrantes de la loi de 1867, a facilité la création de ces associations.

La loi du 31 mars 1899 est venue leur donner les ressources nécessaires pour remplir leur rôle, en leur procurant des capitaux abondants et bon marché.

Sous l'égide de ces deux textes, le Crédit agricole a pu répondre, par la diffusion du papier agricole négociable, aux conditions nouvelles de la production économique. Il a pu démontrer sans conteste son utilité supérieure, rendre d'immenses services et accroître vigoureusement son action bienfaisante.

Nous allons voir par l'étude des chiffres, les

résultats obtenus de 1891 à nos jours ; nous verrons ainsi comment, le Crédit agricole a su s'adapter aux besoins nouveaux de la petite culture et favoriser le développement de la classe des petits propriétaires, et par suite, comment il a été heureusement complété par la loi du 29 décembre 1906, instituant le Crédit collectif et par la loi du 19 mars 1910 instituant le Crédit individuel à long terme en vue de faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales.

CHAPITRE PREMIER

RÉSULTATS OBTENUS PAR LES LOIS DU 5 NOVEMBRE 1894 ET DU 31 MARS 1899

PREMIÈRE SECTION

*Développement des Caisses locales fondées sous le
régime de la loi du 5 novembre 1894.*

I. — De 1894 à 1899

Dès le vote de la loi de 1894, on se préoccupa dans presque toutes les régions de France d'en faire l'application. Les syndicats étaient remplis de bonne volonté, mais l'expérience manquait et il était nécessaire de leur donner des indications précises sur la meilleure marche à suivre dans l'organisation de ces sociétés de crédit, comme dans leur mode de fonctionnement quotidien.

Il devait appartenir à M. Méline, qui avait montré tant de dévouement à la cause du Crédit agricole, et qui avait eu la satisfaction de voir adopter par le Parlement la loi qui porte son nom, de se mettre à

la tête du mouvement et de pousser par l'exemple à la création de Caisses de crédit.

Il comprit bien vite, que le plus grand nombre des syndicats pourraient être rebutés par les détails d'organisation de ces sociétés : il fallait donc leur donner des statuts tout prêts à s'adapter aux besoins spéciaux de leurs localités.

Sur son initiative, un comité fut constitué sous sa présidence, pour élaborer des modèles de statuts qui furent imprimés et envoyés à tous les syndicats pour les étudier. Des renseignements sur le fonctionnement et la marche de ces sociétés y étaient joints et la plus grande publicité était faite à ces documents dans la presse agricole.

Quelques temps après, le 30 avril 1895 une grande conférence de M. Méline, à l'occasion de l'inauguration de la société de crédit créée par le syndicat de Remiremont, sur l'organisation des sociétés de crédit, continuait cette campagne et lui donnait le plus grand retentissement. C'est à M. Méline, en effet, que devait revenir l'honneur de fonder en 1895, à Remiremont, la première caisse de Crédit agricole conforme à la loi de 1894 : son capital initial était de 19.000 francs, au bout de six mois elle avait déjà escompté pour 8.700 francs et son capital était monté à 20.830 francs.

Presque en même temps étaient établies : la Caisse mutuelle d'économie et de crédit du syndicat agricole

de Belleville-sur-Saône, créée sur l'initiative de M. Duport, président de ce syndicat, qui commença avec un modeste capital de 6.000 francs dont la moitié souscrite par le syndicat ; et la caisse de Crédit agricole des syndicats de l'Hérault, créée à Montpellier par la société d'encouragement à l'agriculture.

Le 9 juin 1895, le syndicat agricole d'Aix-en-Provence fondait aussi une Caisse locale avec un capital de 19.500 francs réparti en actions de 50 francs. Puis la société de Crédit agricole mutuel de Poligny. (Jura) qui avait été la devancière des sociétés nouvelles se transforma dans le sens de la nouvelle loi.

Cette société avait été fondée en 1885 par le syndicat agricole de l'arrondissement de Poligny, sur l'initiative de son président M. Alfred Bouvet. En s'appuyant sur la loi de 1867, il créait une association de crédit mutuel dont les ressources devaient provenir du versement des agriculteurs et à laquelle les sociétaires pourraient s'adresser pour obtenir les avances dont ils avaient besoin.

C'était une société à capital variable ; elle débuta par un modeste capital versé de 10.000 francs ; avec des dépôts qui vinrent s'y ajouter cette somme s'éleva à 17.000 francs. Avec ces ressources modestes, la société de crédit prêta 5000 francs la première année aux cultivateurs sociétaires, 31.000 francs en 1886, 39.000 en 1887, 56.000 en 1888, 75.00 en 1889 et 127.000 francs en 1890, soit 333.000 francs

en ces six années, d'abord au taux de 5 o/o et plus tard au taux de 4 o/o et sans subir aucune perte. Cette société sut inspirer une grande confiance, aussi lorsqu'elle se transforma conformément à la loi de 1894, elle provoqua autour d'elle dans le département du Jura et de la Haute-Saône, la constitution d'une trentaine de sociétés locales auxquelles elle servait de caisse centrale.

De même en 1896, nous voyons la création des sociétés de Crédit mutuel agricole de Chartres (Eure-et-Loir) de Pouilly-en-Auxois (Côte-d'Or) et de bien d'autres encore.

Ce mouvement se propagea de plus en plus, si bien que M. Méline déclarait au Parlement le 25 juin 1897 que 75 banques locales de crédit mutuel s'étaient constituées sous le régime de la loi de 1894, et une statistique publiée par le ministère de l'Agriculture établit qu'à la fin de 1898 le nombre des sociétés régies par la loi du 5 novembre 1894 s'élevait à 136 réparties entre 47 départements.

Quand aux résultats obtenus, M. Tisserand nous les fait connaître dans son rapport (1) sur le concours ouvert à l'occasion du VI^e Congrès international d'agriculture en 1900 : « l'examen des dossiers, dit-il, a permis de constater que dès ces débuts l'institution a rendu de très grands services au pays en

1. H. Sagnier, *Le Crédit agricole en France*, p. 43 et 44.

mettant à un taux d'intérêt très modéré, généralement 4 o/o, à la disposition des cultivateurs dont la moralité et l'intelligence sont connues, les fonds dont ils ont besoin pour acheter les engrais, les semences, les bestiaux, les outils nécessaires à la bonne et fructueuse exploitation de leur terre.

Quelques extraits des dossiers montreront en effet, l'importance du développement de quelques-unes de ces sociétés.

De sa création à l'année 1899, la Société de crédit mutuel de Poligny avait prêté plus de 3 millions.

En 1899, pour un capital souscrit de 58.000 francs, les prêts s'étaient élevés en chiffres ronds à 475.000 fr. et les dépôts à 173.000 francs.

De 1895 à 1899 le Crédit agricole des syndicats de l'Hérault, avec un capital de 21.700 francs sur lequel il n'avait été versé que 5.700 francs avait pu prêter plus de 3 millions aux cultivateurs.

La Société de crédit agricole de Remiremont avait vu, avec un capital de 22.320 francs, ses opérations atteindre 558.000 francs durant les cinq années depuis sa création.

La Société de crédit agricole de Chartres, avec un capital versé de 8.800 francs en 1896, puis porté progressivement à 43.010 francs, avait pu, en trois ans et demi, venir en aide à 1.120 agriculteurs et leur prêter plus de 776.000 francs en espèces ou en marchandises.

La Société de crédit agricole de Pouilly-en-Auxois, avec un capital de 23.800 francs dont 11.825 versés, avait pu, en quatre ans, prêter 360.000 francs à ses adhérents.

Créée en 1898, la Société de crédit agricole de la Haute-Marne avait pu, avec un capital de 44.600 fr., faire des avances pour 27.850 franc la première année et pour plus de 45.000 francs dans la deuxième.

La Caisse de crédit mutuel du syndicat agricole d'Arras, créée en 1898, consentait, en 1898, 32 prêts pour un peu plus de 47.000 francs et en 1899, 53 prêts pour près de 80.000 francs.

La Société de Belleville-sur-Saône, avec un capital initial de 6.000 francs, dont un tiers seulement était versé, avait, dans ses quatre premières années, prêté 11.750 francs à ses adhérents.

Un fait est caractéristique : c'est que toutes ces sociétés n'avaient jamais subi de pertes ; aucun des emprunteurs n'avait failli à ses engagements. »

Ainsi que ces chiffres l'attestent le Crédit agricole fonctionnait, mais tout de même les résultats n'étaient pas très brillants et les promoteurs attendaient beaucoup plus d'une loi si favorable à l'agriculture.

Ainsi que le disait M. Laterrade à la tribune du Sénat (1) « à cette époque, les résultats obtenus à l'aide de toutes les lois si favorables en apparence

1. *J. off.*, du 7 avril 1900 ; Déb. Parl., Sénat, p. 356.

que nous avons votées et qui témoignent de notre sollicitude pour le Crédit agricole, ces résultats obtenus ont été insignifiants.

» Je pourrais même dire qu'ils ont été nuls dans plusieurs départements. Il y a beaucoup de Caisses organisées sur le papier ; on dit même qu'elles ont un nombre d'adhérents assez important ; mais je crains bien que ces résultats ne soient relativement très faibles, si on les compare au nombre d'agriculteurs qui auraient besoin de crédit. »

Nous avons expliqué précédemment les causes de cette lenteur du développement des Caisses locales. Nous avons vu que les deux principales étaient le manque d'éducation des populations rurales et surtout le manque de capitaux.

On ne négligeait rien cependant pour remédier à ces inconvénients et la loi du 31 mars 1899, autorisant la création des Caisses régionales et affectant les subventions de la Banque de France à l'agriculture, allait donner un essor tout nouveau au développement des Caisses locales.

Les statistiques publiées par le ministre de l'Agriculture nous montrent, en effet, que le Crédit agricole a commencé vraiment à exister et à se développer depuis 1899. Le législateur aurait fait œuvre peu durable, s'il s'était contenté de favoriser la création de sociétés de crédit sans leur donner les ressources nécessaires ; aussi voyons-nous à partir de ce

moment sur tous les points du territoire une éclosion générale de Caisses locales, qui avec l'aide des Caisses régionales, répandent de plus en plus sur l'agriculture les bienfaits du crédit qui leur a été si généreusement octroyé.

II. — De 1900 à 1912

L'organisation des Caisses régionales a été le véritable point de départ du Crédit agricole et il suffit, pour s'en convaincre, de passer en revue les progrès accomplis chaque année.

A la fin de 1899, d'après M. Jean Dupuy (1), ministre de l'Agriculture, il existait 603 sociétés de crédit, comptant 27.078 associés et représentant un capital de 2.145.000 francs, mais dans ce chiffre de 603 sociétés sont comprises les caisses régies par la loi du 24 juillet 1867. Ces caisses du reste, nous allons le constater, ont diminué à mesure que le nombre des caisses établies conformément à la loi du 5 novembre 1894 augmentait. C'est que dans l'état actuel de l'organisation du Crédit agricole, les caisses rurales placées sous le régime de la loi de 1867, sont des instruments imparfaits qui ne peuvent que tendre à disparaître pour faire place aux sociétés instituées par la loi de 1894, lesquelles s'adaptent mieux aux

1. *J. off.*, 7 avril 1900. Déb. Parl. Sénat, p. 362.

besoins du Crédit agricole et présentent sur les sociétés de l'autre type, la grande supériorité de pouvoir participer, sans conteste, à la constitution d'une Caisse régionale.

A la fin de 1900, on comptait 326 sociétés locales régies par la loi du 24 juillet 1867 et 189 régies par la loi du 5 novembre 1894, sur ce nombre 87 étaient affiliées aux Caisses régionales, comprenant 2.175 membres et ayant mis une somme totale de 1.910,456 fr. à la disposition des agriculteurs (1).

Le nombre des Caisses locales affiliées aux Caisses régionales s'accroît rapidement. En 1901, nous trouvons 309 Caisses affiliées représentant 7.998 membres et ayant consenti 5.170.045 francs de prêts.

En 1902, 456 groupant 22.476 adhérents et disposant d'un capital versé de 1.413.272 francs sur 2.029.952 francs souscrits. Les prêts qu'elles ont consenti ont atteint 14.302.651 francs.

En 1903, 616 Caisses locales réunissant 28.204 associés ayant versé 1.466,806 francs sur 2.255.670 francs souscrits, prêtèrent 22.451.167 francs.

De 1902 à 1903, nous trouvons donc une augmen-

1. Tous les chiffres que nous allons donner s'appliquent uniquement aux caisses locales affiliées aux caisses régionales qui seules intéressent notre étude. Ils sont empruntés aux rapports adressés chaque année par le ministre de l'Agriculture au Président de la République et aux tableaux statistiques qui y sont annexés. Ces rapports sont publiés dans le *Journal Officiel*.

tation de 160 Caisses locales soit 35 o/o, de 5.728 associés, soit 25 o/o de 45.724 francs pour le capital versé et 8.148.516 francs pour le montant des prêts soit 57 o/o.

Toutefois les réserves que les Caisses locales sont obligées de se constituer en vue de parer aux pertes qu'elles pourraient avoir à supporter ne s'accroissent que dans une faible proportion, en raison de la faiblesse du taux de l'intérêt des prêts consentis ; c'est ainsi que ces réserves qui atteignaient 113.339 francs en 1902, se sont élevées à 149.815 francs en 1903, présentant une augmentation de 36.482 francs seulement.

En 1904, les institutions de Crédit agricole prennent un développement considérable, et désormais on ne peut plus nier l'utilité du Crédit agricole qui est établie d'une façon incontestable par son développement régulier et par les services qu'il rend chaque jour aux populations rurales.

Les Caisses locales affiliées sont au nombre de 963, soit une augmentation de 347, parmi lesquelles 619 avaient adopté une responsabilité limitée plus ou moins étendue et 344 la responsabilité illimitée de leurs membres.

Leurs adhérents sont au nombre de 42.783, le capital atteint 2.405.846 francs sur 4.012.10 francs souscrits, soit donc une augmentation de 14.579 associés et 939.040 francs pour le capital versé.

Le montant des prêts s'est élevé à 30.235.063 francs en accroissement de 7.783.896 francs.

Les réserves sont montées à 228.925 francs soit un boni de 79.110 francs pour l'année 1904.

En 1905, le nombre des Caisses locales s'est élevé à 1.355 comprenant 61.874 adhérents. Parmi ces 1.355 caisses, il y en avait 127 seulement soumises à la loi de 1867 et 399 dont les membres avaient accepté la responsabilité solidaire illimitée.

Le capital souscrit de ces caisses était de 5 millions 901.543 francs sur lequel il avait été versé 3 millions 626.586 francs.

Le relevé de leurs opérations se décompose ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1905, non compris les renouvellements d'effets. fr.	31.459.831
Prêts en cours fin 1904.	12.702.742
Total.	<u>44.162.573</u>
Remboursements perçus.	24.306.152
Prêts non remboursés à la fin de 1905	<u>19.856.421</u>

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu, étaient représentés par des effets se montant à la somme de 49.469.989 francs.

Les dépôts reçus par les Caisses locales se sont chiffrés par 1.352.066 francs; enfin leurs réserves se sont accrues de 122.491 francs en passant à 351.416 francs.

En 1906, on comptait 1638 Caisses groupant 76.188 adhérents, sur ce nombre, 1519 étaient constituées sous le régime de la loi de 1894 et 119 sous celui de la loi de 1867.

D'autre part 461 avaient accepté la responsabilité solidaire illimitée. Elles s'étendaient sur 82 départements et 5 seulement en étaient dépourvus.

Le capital souscrit était de 7.091.267 francs sur lequel il avait été versé 4.355.158 francs.

Les opérations se décomposent ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1906, non compris les renouvellements.....Fr.	37.141.552
Prêts en cours au 31 décembre 1905..	19.648.104
Total.....Fr.	56.789.656
Remboursements perçus.....Fr.	31.380.461
Prêts en cours fin 1906.....Fr.	25.409.195

L'ensemble des capitaux provenant des Caisses de crédit dont les agriculteurs ont disposé en 1906 dépassait donc de 12.620.000 francs l'importance de ceux qu'ils avaient utilisés en 1905.

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu étaient représentés par des effets se montant à la somme de 65.532.641 francs. Enfin les réserves ont atteint 512.915 francs en augmentation de 161.485 francs sur l'année précédente.

En 1907, le nombre des Caisses locales s'est élevé

à 2.168 comprenant 96.192 adhérents. L'évolution de l'esprit de solidarité continue à se manifester par l'accroissement du nombre des caisses à responsabilité solidaire qui atteint 538.

Le capital souscrit de ces caisses était de 8 millions 929.634 francs, sur lequel il avait été versé 5 millions 654.291 francs.

Le relevé de leurs opérations se décompose ainsi :

Prêts nouveaux consentis dans l'année, non compris les renouvellements.....Fr.	45.376.309
Prêts en cours au 31 décembre 1906..	25.332.147
Total.....Fr.	70.708.456
Remboursements perçus.....Fr.	40.256.186
Prêts en cours fin 1907.....Fr.	30.452.270

Les agriculteurs ont donc utilisé en 1907, 14 millions de plus qu'en 1906 provenant des Caisses locales de Crédit agricole mutuel.

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu étaient représentés par des effets se montant à la somme de 83.841.442 francs.

Enfin les fonds de réserve en augmentation de 226.566 francs sur 1906 ont atteint en 1907, 739.481 francs.

En 1908, le nombre des Caisses locales s'est élevé à 2.636, groupant 116.866 adhérents. Sur ce nombre

709 étaient constituées sous le régime de la responsabilité solidaire.

Le capital souscrit de ces caisses était de 11.120.984 francs, sur lequel il avait été versé 7.055.214 francs.

Le relevé de leurs opérations se décompose ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1908, non compris les renouvellements.....	Fr.	61.310.267
Prêts en cours au 31 décembre 1907..		29.720.297
Total.....	Fr.	91.030.564
Remboursements perçus.....	Fr.	50.901.372
Prêts en cours fin 1908.....	Fr.	40.129.192

Les agriculteurs ont donc disposé en 1908 de plus de 91 millions de francs provenant des caisses de Crédit agricole, dépassant de 20 millions, le chiffre correspondant de 1907.

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu étaient représentés par des effets se montant à la somme de 109.716.920 francs. Enfin les réserves toujours en progrès atteignent 967.206 fr.

En 1909, le nombre des Caisses locales s'est élevé à 2.983, groupant 133.382 adhérents.

Le capital souscrit de ces caisses était de 13.111.206, sur lequel il avait été versé 8.470.754 francs.

Leurs opérations se décomposent ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1909, non compris les renouvellements.....	Fr.	63.742.093
Prêts en cours fin 1908.....		40.126.197
Total.....	Fr.	103.868.290
Remboursements perçus.....	Fr.	60.889.309
Prêts en cours fin 1909.....	Fr.	42.978.981

Les agriculteurs ont donc disposé en 1909 de 103.868.290 francs soit 12 millions de plus qu'en 1908.

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu étaient représentés par des effets se montant à la somme de 126.489.454 francs.

Quant aux fonds de réserve, ils ont atteint en 1909, 1.201.627 francs en accroissement de 234.421 fr. sur 1908.

En 1910, le nombre des Caisses locales s'est élevé à 3.338, groupant 143.751 adhérents et le nombre des Caisses locales dont les opérations sont garanties solidairement est passé de 709 en 1908 à 944 en 1910.

Le capital souscrit de ces caisses était de 14.210.598 francs sur lequel il avait été versé 9.916.611 francs.

Le relevé de leurs opérations se décompose ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1910, non compris les renouvellements.....	Fr.	70.533.340
Prêts en cours fin 1909.....		42 671.323
Total... ..	Fr.	113.204.663
Remboursements perçus.....	Fr.	61.388.806
Prêts en cours fin 1910.....	Fr.	51.815 857

C'est donc une somme de 113.204.663 francs dont les caisses de Crédit agricole ont fait bénéficier en 1910 les agriculteurs. Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu, étaient représentés par des effets se montant à la somme de 136 millions 613.888 francs.

Enfin les fonds de réserve des Caisses locales ont atteint 1.537.440 francs en augmentation de 335.813 francs sur 1909.

En 1911, le nombre des Caisses locales s'est élevé à 3946 groupant 185.552 adhérents.

Le capital souscrit était de 18 158.458 francs sur lequel il avait été versé 11.784.017 francs.

Le relevé de leurs opérations se décompose ainsi :

Prêts nouveaux consentis en 1911, non compris les renouvellements.....	fr.	82.540.623
Prêts en cours fin 1910.....	fr.	51.983.588
Total.....	fr.	134.524.211
Remboursements perçus.....	fr.	72.924.328
Prêts en cours fin 1911.....	fr.	61.599.883

Les caisses de Crédit agricole ont donc fait bénéficier les agriculteurs d'une somme de 134.524.211 francs en 1911 avec une augmentation de plus de 12 millions de prêts nouveaux consentis.

Ces prêts et les renouvellements auxquels ils ont donné lieu étaient représentés par des effets se montant à la somme de 168.061.807 francs.

Enfin le montant des réserves s'est élevé à 2 millions 006.348 francs en augmentation de 468.908 francs sur 1910.

SECTION II

Développement des Caisses régionales

Aussitôt que la loi du 31 mars 1899 eut été votée les promoteurs du mouvement en faveur du Crédit agricole se mirent en campagne et firent une propagande active pour la création des caisses nouvelles. La loi présentait certaines difficultés d'application, ses dispositions principales n'étaient pas très bien comprises : les uns lui reprochaient sa trop grande simplicité, d'autres la considéraient comme trop compliquée. Il fallait convaincre les syndicats agricoles et tous ceux qui s'intéressaient au Crédit agricole, en un mot il fallait vulgariser la conception nouvelle.

Les bonnes volontés ne manquèrent pas. De nombreuses conférences furent faites dans tout le pays

et à la tête du mouvement nous retrouvons encore M. Méline, infatigable apôtre du Crédit agricole, qui eut l'honneur de susciter la formation de la première caisse régionale.

Dès le mois d'avril qui suivit la promulgation de la loi, il réunissait à Épinal les principaux représentants des associations agricoles des départements des Vosges, de Meurthe-et-Moselle, de la Haute-Saône et du territoire de Belfort, et dans une conférence magistrale, après avoir exposé les caractères de la loi et les moyens d'en tirer parti, il invitait ses auditeurs à créer une première Caisse régionale. Il terminait en disant : « Les amis de l'agriculture n'auront le droit de se reposer qu'après que tous les arrondissements de France, auront leurs banques mutuelles locales, et que celles-ci seront partout reliées par de puissantes banques régionales. »

A la suite de cette conférence, l'assemblée décida à l'unanimité la création de la « Caisse régionale de l'Est » dont le siège serait à Épinal. Après adoption d'un projet de statuts, une souscription fut ouverte pour la constitution du capital, divisé en parts de 50 francs, et elle dépassa la somme de 20.000 francs.

Au mois de mai, M. Émile Duport, président de l'Union du Sud-Est des syndicats agricoles, créait à Lyon « la Caisse régionale de crédit mutuel agricole du Sud-est » qui débutait avec un capital initial de 24.000 francs, divisé en parts de 100 francs, et qui

groupait lors de sa constitution définitive, le 30 juin, 25 Caisses locales. De même, c'est à la suite de la conférence de M. Jules le Comte à Reims le 17 juin que se créait la Caisse régionale de la Marne, de de l'Aisne et des Ardennes ayant son siège à Reims.

Le même jour, réunion à Chartres, sur l'initiative de M. Egosse, président de la Société de crédit mutuel agricole de Chartres où était décidée la création d'une Caisse régionale de la Beauce et du Perche, au capital initial de 200.000 francs.

Le 30 juin également, création de la Caisse régionale de Gray et de la Haute-Saône.

Dès son arrivée au ministère de l'Agriculture, M. Jean Dupuy ne négligea rien pour développer le mouvement. Le 15 août, il faisait parvenir, aux préfets et à tous les professeurs spéciaux et départementaux, une circulaire où toutes les dispositions de la loi étaient expliquées et commentées. Il attirait leur attention, sur les avantages considérables que présentait pour les populations rurales, la nouvelle législation et donnait les éclaircissements et indications nécessaires en vue de sa mise en pratique.

Il envoyait également à tous les organisateurs des sociétés qui en faisaient la demande, des statuts types, des modèles, qui devraient faciliter dans une très large mesure le développement du crédit et servir de guide à ceux d'entre eux qui pourraient être peu

familiarisés avec la législation qui régit les sociétés commerciales de l'espèce.

A la fin de l'année 1899, 9 Caisses régionales étaient constituées et de nombreuses étaient en voie de formation dans la Charente, le Pas-de-Calais, les Alpes-Maritimes, la Vendée, l'Isère, la Lozère, la Meuse, le Nord, les Landes et le Var.

Ainsi, en dépit des difficultés particulières d'applications, la loi n'était pas demeurée stérile. Le mouvement de propagande portait ses fruits et aux quatre coins de la France, on appréciait l'utilité et la nécessité de la nouvelle institution.

Cependant ces sociétés ne purent fonctionner immédiatement, elle durent attendre pour entrer en pleine activité que les fonds mis à leur disposition et rattachés au budget du ministère de l'Agriculture soient votés par le Parlement. Ce résultat fut réalisé dans la loi sur le budget général de 1900 qui ne fut votée que le 13 avril de cette même année. Immédiatement après, le décret du 6 mai organisait le contrôle prévu par l'article 5 et la commission de répartition des avances était en mesure de fonctionner.

Au 31 décembre 1900, 9 Caisses régionales, groupant 87 locales, ayant un capital souscrit de 710.650 francs avaient reçu des avances de l'État pour une somme de 612.250 francs. C'étaient les Caisses régionales de crédit mutuel agricole :

Du Sud-Est	ayant reçu Fr.	24.000 d'avance
Du Var	—	20.000 —
Du Midi	—	100.000 —
De la Charente	—	80.000 —
De la Beauce et du Perche	—	155.000 —
Du Maine	—	160.000 —
De l'Est	—	15.250 —
Du Centre	—	8.000 —
Du Pas-de-Calais	—	50.000 —

Les effets escomptés par ces caisses atteignaient 971.533 fr. 50.

De plus la commission de répartition avait émis un avis favorable sur les demandes d'avances formulées par 6 Caisses régionales :

Celle du Pas-de-Calais	pour..Fr.	150.000
— Maine		25.000
— Tarn		2.750
— Gray et Haute-Saône		16.300
— Sud-Ouest		54.175
— Bourgogne	...Fr.	53.325
Total.....		302.550

Le nombre total des Caisses régionales existant alors était de 37.

Ainsi que nous l'avons vu, les avances de l'État ne pouvaient pas dépasser le capital versé en espèces. Une loi du 25 décembre 1900 permit d'accorder aux Caisses régionales des avances égales au quadruple du montant du capital versé en espèces, permettant ainsi aux établissements qui en bénéficiaient de

prendre une extension plus considérable et de rendre de plus importants services aux populations rurales.

En présence de dispositions si favorables le développement des Caisses régionales ne pourrait être que très rapide.

En effet, en 1901, 22 Caisses régionales étaient en possession d'avances de l'État. Elles avaient reçu pendant l'année, 2.611.210 francs qui joints aux 612.250 francs alloués pendant l'exercice 1900 portaient à 3.223.460 francs le total des avances accordées.

Parmi ces sociétés, 14 avaient fonctionné au cours de l'année et leurs opérations s'étaient élevées à 18.909.874 fr. 68.

Les années 1902 et 1903 marquent cependant un temps d'arrêt dans le développement des Caisses régionales et un seul rapport sur les opérations de ces deux années fut dressé par le ministre de l'Agriculture.

Pendant l'année 1902, 16 Caisses régionales nouvelles entrèrent en activité et reçurent des avances de l'État pour une somme de 1.304.337 francs, ce qui porta à 37 le nombre des Caisses régionales en possession d'avances.

Ces Caisses ayant un capital versé de 2.612.052 fr. sur 2.927.130 francs souscrits consacrèrent aux avances à leurs filiales 1.295.778 francs et firent avec elles des opérations d'escompte pour 8.772.673 fr.

soit donc un chiffre total d'opérations de 10.068.451 fr.

Ce chiffre est bien petit si l'on considère le chiffre d'opérations effectuées par les Caisses régionales en 1901 qui atteignait avons-nous dit 18.909.874 francs. On ne sait trop à quelle cause attribuer cette diminution importante. On ne peut l'attribuer à la parimonie des avances de l'État, puisque celles-ci atteignaient le chiffre global de 6.879.134 francs. On ne peut pas davantage l'attribuer à un arrêt dans la marche des sociétés locales, puisque les prêts consentis par celles-ci dépassèrent de 9 millions environ ceux consentis en 1901.

L'absence d'un tableau détaillé sur les opérations des Caisses régionales ne permet pas de constater de quel côté le mouvement s'était ralenti.

Le chiffre des opérations se relève un peu en 1903, où nous constatons que 4 caisses nouvelles, ce qui portait leur nombre à 41, entraient en activité et recevaient 725.500 francs.

Le total du capital souscrit s'élevait à 3.419.225 fr. sur lequel 3.066.033 francs avaient été versés. Il était représenté par 55.142 parts dont la valeur variait de 5 à 100 francs et dont 26.945 de ces parts avaient été souscrites par des particuliers ou des syndicats et 28.197 par des Caisses locales.

Dans 31 Caisses, le capital souscrit était entièrement versé.

L'ensemble des ressources dont les institutions

régionales de crédit disposaient pour leurs opérations se montait à 11.803.431 francs, les avances de l'État figurant dans ce chiffre pour 8.737.396 francs.

Le total de leurs opérations s'est élevé à 16.994.011 francs répartis ainsi : 2.211.962 francs en avances aux Caisses locales affiliées et 14.782.049 fr. d'escompte. Sur l'année 1902, il y avait donc une augmentation de 6.900.000 francs, soit 68 o/o.

D'autre part les réserves étaient de 165.518 francs, contre 73.351 francs.

M. Léon Mougeot constate dans son rapport, que ce chiffre était insuffisant étant donné la faible quantité des frais généraux, ils s'élevaient à 56.879 francs pour près de 17 millions d'affaires en 1903, soit 0,33 o/o en moyenne, et étant donné que l'État fait l'avance sans intérêt de la plus grande partie des capitaux mis en œuvre par les Caisses régionales. Cette insuffisance tenait à ce que, à cette époque, l'escompte était fixé trop souvent à un taux inférieur à celui de la Banque de France.

C'était là une grave erreur économique qu'on a reconnue et à laquelle on a remédié dans la suite.

Nous devons signaler en passant une alerte assez vive et qui a mis en émoi tous les défenseurs du Crédit agricole. Elle concerne l'emploi de la redevance payée chaque année par la Banque de France.

Cette redevance atteignait au 31 décembre 1903, la somme de 28.500.000 francs, alors que les avances de

l'État s'élevaient à 8.737.396 francs. On était donc loin d'utiliser toutes les ressources prévues et le ralentissement des opérations en 1902, ne pouvait manquer d'exciter les convoitises pour des sommes qui n'étaient pas employées. Aussi, le projet de budget pour 1904, présenté à la Chambre des députés dans la séance du 16 juin 1903, renfermait un article d'après lequel : « A partir du 1^{er} janvier 1904, les avances aux Caisses régionales de Crédit agricole mutuel, ne devraient plus être prélevées que sur l'avance de 40 millions, versée au Trésor par la Banque de France lors du renouvellement de son privilège ; les redevances annuelles de celle-ci entraient dans la masse générale du budget des recettes, et le solde créditeur des redevances non encore employées, serait incorporé dans le budget des recettes de l'exercice 1904, à titre de ressource exceptionnelle. »

On comprend l'émotion soulevée par une telle proposition. Aussi, de toutes parts, des protestations s'élevèrent aussi bien chez les agriculteurs, qu'à la Chambre et au Sénat. M. Méline s'en fit l'écho : « L'apprentissage du Crédit, disait-il, demande du temps comme tous les apprentissages, mais le plus difficile est fait et si les agriculteurs sont plus lents que d'autres à se mettre en mouvement, quand ils sont convaincus, ils vont aussi vite et même plus vite que d'autres. L'agriculture est aujourd'hui en

pleine marche ascendante, ne l'arrêtons pas en lui retirant d'une main ce que nous lui avons donné de l'autre. » Et il avait raison, une pareille proposition aurait été la ruine des institutions de Crédit agricole. Les prélèvements opérés sur l'avance de 40 millions n'auraient pas tardé à la faire disparaître, et de plus, il aurait été assez difficile d'en opérer le recouvrement. Aussi, lorsque la loi des finances fut discutée devant la Chambre des députés, M. Rouvier, ministre des Finances, s'empessa d'annoncer qu'il retirait son projet, mais il refusa, par contre, de faire aboutir devant le Sénat le projet voté par la Chambre depuis trois ans sur l'initiative de M. Jean Dupuy, projet qui portait que les fonds versés par la Banque de France seraient déposés à la Caisse des dépôts et consignations et y porteraient intérêt à un taux égal à celui servi aux établissements publics. Ce projet aurait augmenté considérablement les ressources destinées au Crédit agricole, mais M. Rouvier invoqua des besoins de trésorerie pour lesquels ces sommes n'avaient jamais été destinées.

Les événements, du reste, allaient donner raison aux défenseurs du Crédit agricole, car, à partir de 1904, les Caisses régionales ont pris un développement considérable, développement qui a nécessité la réorganisation du contrôle et la création d'un service autonome au ministère de l'Agriculture. Pendant le cours de cette année, 18 Caisses régionales nou-

velles ont été créées, ce qui portait leur nombre à 59.

Elles ont reçu des avances s'élevant à la somme de 5.437.969 francs, dont 1.828.540 francs aux caisses nouvellement créées et 3.609.429 francs aux anciennes caisses.

Le total des avances consenties est ainsi passé à 14.175.365 francs. Le capital souscrit était de 5.073.626 francs, sur lequel il avait été versé 4.601.369 francs. Dans la composition de cette dernière somme, les versements des Caisses locales entraient pour 2.112.422 francs et des syndicats pour 2.488.947 francs ; 39 caisses avaient versé la totalité de leur capital.

Les Caisses régionales ont donc disposé de 18.776.734 francs. Les avances aux Caisses locales se sont élevées à 2.434.778 francs en augmentation de 222.816 francs en 1903 et le montant des effets escomptés a atteint 24.821.833 francs.

Le total des opérations en 1904 est, par conséquent, de 27.256.611 francs, soit une augmentation de 10.262.600 francs (60 o/o) sur le chiffre des opérations effectuées en 1903.

Les frais généraux sont un peu moins élevés que l'année précédente, ils atteignent 84.401 francs, soit une moyenne de 0 fr. 31 o/o.

Quant aux réserves, elles sont en augmentation de 167.076 francs et atteignent 362.589 francs.

En 1905, 12 Caisses régionales nouvelles sont entrées en activité portant le nombre de ces institutions à 66. Le montant des avances de l'État s'est augmenté de 5.430.301 fr. atteignant 19.605.666 fr.

Nous avons vu dans un chapitre précédent que les avances consenties en 1900 étaient arrivées à terme, et nous avons expliqué sur quel principe la commission avait basé le renouvellement. Conformément à ce principe les avances remboursables en 1905 qui s'élevaient à 612.250 francs n'ont été renouvelées que jusqu'à concurrence de 478.000 francs, et une somme de 126.250 francs a été reversée par 8 Caisses régionales, de sorte que les avances de l'État se sont trouvées ramenées finalement à 19.479.416 francs.

Le capital souscrit de ces 66 caisses était de 7.086.086 francs dont 6.446.596 francs avaient été versés et le versement des Caisses locales entrerait dans cette somme pour 3.525.886 francs.

Les fonds, dont les Caisses régionales disposaient en 1905, comprenaient donc :

Leur capital versé.....Fr.	6.446.596
Leurs réserves à la fin de 1904.....	362.589
Les avances de l'État.....	19.479.416
Total.....Fr.	26.288.601

Il faut ajouter à ce total une somme de 3 millions 363.066 francs de dépôts qui leur avaient été confiés.

Le montant des effets escomptés a atteint le chiffre de 44.337.360 francs en augmentation de 19.515.527 francs sur 1904.

A partir de 1905, la réorganisation du service du contrôle a permis d'obtenir des renseignements plus précis sur le détail des opérations, et il nous est possible d'en donner le relevé.

Il s'établit comme il suit pour 1905 :

Prêts nouveaux consentis en 1905 à des particuliers, des syndicats, des associations coopératives agricoles par l'intermédiaire des Caisses locales.....Fr.	27.606.549
Avances consenties aux Caisses locales pour fonds de roulement.....	<u>2.509.607</u>
Total.....Fr.	30.116.156

Effets nos échus et avances en cours pour fonds de roulement à la fin de 1905.....Fr.	11.950.360
Total général des capitaux engagés...	42.066.516
Remboursements perçus.....	<u>23.880.753</u>
Effets non échus et avances en cours au 31 décembre 1905.....Fr.	18.185.763

Les frais généraux atteignent 121.733 francs représentant 0,28 0/0 des capitaux mis en œuvre, contre une moyenne de 0,31 0/0 en 1904.

Quant aux réserves, elles sont en augmentation de 288.688 francs et passent à 651.277 francs.

En 1906, dix nouvelles Caisses régionales ont été

créées, ce qui aurait porté leur nombre à 76, si deux d'entre elles, celle du Centre créée à Bourges en 1900, et celle de l'Ouest créée à Angers en 1901, qui s'étaient constituées dans des conditions un peu spéciales et qui ne s'étaient jamais développées, n'avaient remboursé intégralement les avances dont elles avaient bénéficié pendant cinq ans.

Les avances concédées au cours de l'année s'élevèrent à 3.717.530 francs, ce qui portait le chiffre total des avances à 23.916.946 francs. Mais ce chiffre a été diminué de 211.565 francs et ramené à 22.985.381 francs à la suite des remboursements effectués par 12 Caisses régionales dont les avances arrivaient à expiration, et n'ont été renouvelées que jusqu'à concurrence de 2.135.870 francs.

Le capital constitué par ces Caisses a atteint la somme de 8.261.410 francs sur lesquels il avait été versé 7.408.995 francs. Les Caisses locales ont participé à la constitution de ce capital par des versements dont l'ensemble se monte à 4.215.265 francs.

Les Caisses régionales ont donc disposé, pour assurer leur fonctionnement, des sommes suivantes :

Capital versé.....Fr.	7.408.995
Réserves fin 1905.....	651.277
Avances de l'État.....	22.985.381
Total.....Fr.	<u>31.045.653</u>

A cette somme, il faut ajouter les fonds versés en

dépôt dans les Caisses dont le total a atteint 6.721.369 francs contre 3.363.066 francs en 1905.

Les dépôts ont donc doublé et cette constatation est très importante, car elle prouve le développement économique des Caisses régionales qui deviennent de plus en plus les banques des diverses institutions de mutualité agricole, syndicats, caisses d'assurances, associations coopératives, etc., etc.

Le montant des effets escomptés était de 62 millions 474.430 francs en augmentation de 18.137.070 fr.

Leurs opérations avec les Caisses locales peuvent se résumer ainsi :

Avances pour fonds de roulement.Fr.	2.218.168
Avances sous forme d'escompte d'effets représentant un prêt nouveau.....	34.863.763
Reliquat des opérations de 1905.....	18.347.061
Ensemble.....Fr.	55.428.992
Les remboursements effectués se mon- tant à.....Fr.	31.551.330
Il résulte que les sommes mises à la disposition des Caisses locales étaient réduites au 31 décembre 1906, à.Fr.	23.877.662

On constate une augmentation d'environ 7 millions 300.000 francs sur le montant des avances pour prêts nouveaux et, au contraire, une diminution de 300.000 francs dans le montant des avances pour fonds de roulement aux Caisses locales.

Ceci à la suite du décret du 11 avril 1905 qui a

restreint les avances pour fonds de roulement au montant du capital versé à la Caisse régionale par les Caisses locales, sous forme de souscription de parts.

Les frais généraux se sont élevés, en 1906, à 155.541 francs, ce qui donne une moyenne de 0,28 pour 100 francs de capitaux engagés.

Enfin, les fonds de réserve se sont élevés à 1.026.583 francs en augmentation de 375.306 francs, c'est-à-dire de près de 60 o/o.

En 1907, 14 Caisses régionales furent créées, ce qui porta à 88 le nombre de ces établissements. Les avances de l'État atteignirent le chiffre de 5.800.157 francs formant un total de 28.786.096 fr., mais ce chiffre s'est trouvé réduit à 28.628.477 francs, par suite des remboursements, se montant à 157.619 francs, imposés par la commission de répartition à 25 Caisses dont les anciennes avances arrivaient à échéance.

Le capital versé a atteint la somme de 9.075.383 fr. et les versements des Caisses locales se sont montés à 5.273.009 francs.

Les sommes, dont elles ont disposé pour leur fonctionnement se résument donc ainsi :

Capital versé.....Fr.	9.075.383
Avances de l'État.....	28.628.477
Réserves fin 1906.....	1.026 583
Total.....Fr.	<u>38.730.443</u>

auxquels il faut ajouter les dépôts s'élevant à 6.825.584 francs.

Le montant des escomptes de l'année, y compris les renouvellements, a été de 79.888.564 francs en accroissement de 17.414.134 francs sur l'année précédente.

Leurs opérations avec les Caisses locales se répartissent ainsi :

Avances pour fonds de roulement....	1.827.292
Reliquat des opérations de 1906.....	23.857.144
Avances sous forme d'escompte représentant des prêts nouveaux... ..	43.184.886
Total.....	68.869.322
Remboursements effectués.....	40.547.577
Capitaux engagés fin 1907.....Fr.	28.321.745

En rapprochant ces chiffres des précédents, nous constatons une diminution des avances pour fonds de roulement de 390.864 francs et une augmentation de 8.321.123 francs dans le montant des avances sous forme d'escompte de billets représentant des prêts nouveaux.

Les dépenses de frais généraux s'étaient élevées à 197,444 francs restant dans la même moyenne de 0,28 o/o.

Les réserves en augmentation de 454.585 francs se montaient à 1.481.168 francs.

En 1908, (1) 10 nouvelles Caisses régionales ont été constituées, mais par contre 4 Caisses qui existaient déjà ont fusionné avec des Caisses voisines; ce sont celles de Briey, du Calvados, du Gâtinais et Puyméras, de telle sorte que le nombre des Caisses régionales en activité à la fin de 1908 était de 94.

Le montant des avances qui leur ont été concédées s'est accru de 8.750.717 francs et a été porté à 37.379.194 francs, mais quelques-unes d'entre elles durent opérer des remboursements partiels pour une somme de 631.842 francs, par suite, les avances de l'État s'élevaient exactement à 36.747.352 francs. Dans ce chiffre, les avances aux sociétés coopératives agricoles, par application de la loi du 29 décembre 1906, sont comprises pour 964.325 francs.

Le capital souscrit de ces Caisses était de 12 millions 443.747 francs sur lesquels 11.218.486 francs avaient été versés; les versements des Caisses locales sont compris dans ce chiffre pour 6.923.883 francs.

Les sommes dont elles ont disposé pour leur fonctionnement se résument ainsi :

Capital versé.....Fr.	11.218.486
Réserves à la fin 1907.....	1.481.168
Avances de l'État.....	36.747.352
Total.....Fr.	49.447.006

1. A partir de 1908, un nouveau rôle incombe aux Caisses régionales : celui de répartir aux sociétés coopératives agricoles les avances que la loi du 29 décembre 1906 a autorisées en faveur de ces sociétés. Nous examinerons plus loin cette question.

auxquels il faut ajouter les dépôts dont le total s'est élevé à 11.171.703 avec un solde créditeur moyen de un million.

La valeur des effets acceptés à l'escompte y compris les renouvellements passe à 104.791.486 en accroissement de près de 25 millions.

Leurs opérations avec les Caisses locales se répartissent ainsi.

Avances pour fonds de roulement. Fr.	1.689.736
Avances sous formes d'escompte repré-	
santant des prêts nouveaux.....	58.973.878
Reliquat des opérations 1907.....	27.751.865
Total.....Fr.	88.615.479
Remboursements.....	50.601.812
Prêts en cours juin 1908.....Fr.	38.013.667

Ces chiffres comparés à ceux de 1907 accusent une diminution de 137.556 francs dans le montant des avances pour fonds de roulement et d'autre part une augmentation de 15.788.992 francs dans le montant des prêts nouveaux.

Les frais généraux se chiffrent par 241.986 francs soit une moyenne de 0,27 o/o.

Quant aux réserves elles s'élevaient à 2.068.350 fr. en accroissement de 587.182 francs sur 1907.

En 1909, une seule Caisse nouvelle a été constituée à Uzès (Gard) portant à 95 le nombre de ces institutions. Il paraît peu probable que ce nombre

augmente désormais beaucoup, le nombre des Caisses dépassant celui des départements et la Commission de répartition ayant émis à plusieurs reprises le désir de ne voir fonctionner qu'une Caisse régionale par département. Le montant des avances mises gratuitement par l'État à la disposition des Caisses s'est accru de 9.825.290 francs dont 8.666.840 au titre de la loi du 31 mars 1899 et 1.158.450 au titre de la loi du 29 décembre 1906. D'autre part, un certain nombre d'avances à court terme qui arrivaient à échéance en 1909 n'ont été renouvelées que partiellement et les Caisses régionales bénéficiaires ont dû opérer des remboursements qui se sont élevés à 341.179 francs, de sorte que, à la fin de 1909, les avances mises à la disposition des Caisses régionales s'élevaient à 46.231.463 francs. Le capital souscrit était de 14 millions 918.230 francs et le capital versé de 13.546.888 fr; les versements effectués par les Caisses locales sont compris dans ce dernier chiffre pour une somme de 8.503.448 francs. Les sommes dont les Caisses régionales ont disposé pour leurs opérations à court terme se résument donc ainsi :

Capital versé.....Fr.	13.456.888
Fonds de réserve fin 1908.....	2.068.350
Avances de l'État.....	44.108.688
Total.....Fr.	59.633.926

auxquels il faut ajouter les dépôts dont le total s'est

élevé à 16.066.619 francs avec un solde créditeur moyen qui oscille entre 2.120.000 francs et 2.490.000 fr. en chiffres ronds.

Les opérations d'escompte se sont élevées à 123.222.174 francs, y compris les renouvellements.

Leurs opérations avec les Caisses locales se répartissent ainsi :

Avances pour fonds de roulement. Fr.	1.480.180
Avances sous forme d'escompte représentant des prêts nouveaux.	61.262.856
Reliquat des opérations de 1908.	38 022.643
Total. Fr.	<u>100.765.679</u>
Remboursements perçus.	59.502 996
Prêts en cours à la fin de 1909. Fr.	<u>41.262.683</u>

L'importance des avances pour fonds de roulement continue donc à décroître, au lieu que les prêts nouveaux consentis augmentent de 2.289.978 francs. Les frais généraux atteignent 304.017 francs avec une moyenne de 0,301 0/0 légèrement supérieure à celle des années précédentes. Quant aux fonds de réserve ils atteignent 2.868.544 francs en augmentation de 800.194 francs.

En 1910, 96 Caisses régionales avaient reçu des avances de l'État pour une somme globale de 57.177.425 francs dans lesquels les avances au titre de la loi du 31 mars 1899 figurent pour 50.442.238 fr. celles au titre de la loi du 29 décembre 1906 pour

4.405.840 francs et celles au titre de loi du 19 mars 1910 pour 2.329.000 francs.

Des avances s'élevant à la somme de 5.986.153 fr. accordées antérieurement à 36 Caisses régionales n'avaient été renouvelées que jusqu'à concurrence de 5.546.500 francs et les Caisses bénéficiaires avaient dû rembourser une somme de 439.653 francs.

Le capital souscrit de ces Caisses était de 17 millions 493.225 francs et le capital versé de 15.912.801 fr ; la contribution des locales dans ce versement est représentée par 9.800.223 francs,

Les sommes dont elles ont disposé, pour celles de leurs opérations relatives à la loi du 31 mars 1899, se résument donc ainsi :

Capital versé.....Fr.	15.912.801
Fonds de réserve.....	2.868.544
Avances de l'État.....	50.442 585
Total.....Fr.	<u>69.223.930</u>

Les fonds reçus en dépôts s'élevaient pour l'ensemble à 16.632.208 francs avec un solde créditeur moyen variant de 2.253.602 francs à 2.604.106 francs.

Les opérations d'escompte ont atteint le chiffre de 130.865.263 francs, y compris les renouvellements qui figurent pour une somme de 62.656.690 francs.

Leurs opérations avec les Caisses locales se répartissent ainsi :

Avances pour fonds de roulement.Fr.	1.251.220
Avances sous forme d'escompte représentant des prêts nouveaux.....	66.957.333
Prêts en cours fin 1909.....	<u>40.971.508</u>
Total.....Fr.	109.180.081
Remboursements perçus.....	<u>59.887.572</u>
Prêts en cours fin 1910.....Fr.	49.292.509

La comparaison de ces chiffres avec ceux de 1909 fait ressortir une diminution de près de 230.000 francs dans le montant des avances pour fonds de roulement et une augmentation de 5.694.497 francs dans le montant des prêts nouveaux.

L'augmentation des prêts en cours à la fin de 1910. tient aux mauvaises récoltes qui ont été générales, cette année-là, dans toute la France.

Les frais généraux ont atteint 357.567 francs, ce qui donne une moyenne de 0,348 o/o.

Cette augmentation tenait à l'organisation délicate des prêts individuels à long terme institués par la loi du 19 mars.

Quant aux fonds de réserve ils ont atteint 3 millions 749.689 francs en augmentation de 881.145 fr.

Au 31 décembre 1911, on comptait 97 Caisses régionales ayant reçu, dans le cours de l'année, 17.584.630 francs, ce qui aurait porté le montant des avances de l'État à la somme globale de 74 millions 762.055 francs, si des remboursements dont l'import-

tance 1.284.530 francs ne l'avait ramené à 73 millions 477.524 francs.

Sur ce chiffre, les avances accordées au titre de la loi de 1899 figuraient pour 59.769.247 francs, celles au titre de la loi du 29 mars 1906 pour 6 millions 642.277 francs, et celles au titre de la loi du 19 mars 1910 pour 7.066.000 francs.

Le capital constitué de ces Caisses était 21 millions 021.357 francs, dont 19.418.401 francs versés ; la part des Caisses locales dans ce versement étant de 12.073.737 francs.

Les sommes dont elles ont disposé pour leurs opérations à court terme se résument donc ainsi :

Capital versé.....	Fr.	19.418.401
Fonds de réserve.....		3.749.689
Avances de l'État.....		59.769 247
Total.....	Fr.	82.937.337

De plus, les fonds reçus en dépôt s'élevaient à 18.345.708 francs avec un solde créditeur moyen variant de 1.645.786 francs à 3.269.644 francs.

Les opérations d'escompte ont atteint le chiffre de 162.578.529 francs, y compris les renouvellements.

Leurs opérations avec les Caisses locales se répartissent ainsi :

Avances pour fonds de roulement. Fr.	1.445.431
Avances sous forme d'escompte.....	81.278.670
Prêts en cours fin 1910.....	49.487.477
Total.....Fr.	132.211.578
Remboursements perçus.....	72.379 905
Prêts en cours fin 1911	59.831.673

En 1911, il y a donc eu une augmentation, contrairement aux années précédentes, de 194.211 francs dans le montant des avances pour fonds de roulement et de 14.321.317 francs dans le montant des prêts nouveaux.

Ce développement particulier des avances aux Caisses locales tient aux besoins d'argent provoqués chez les agriculteurs par les récoltes déficitaires et les pertes qui ont décimé les troupeaux.

Toujours pour la même cause qu'en 1910, la moyenne des frais généraux s'est un peu élevée en 1911, et atteint 462.579 francs, soit une moyenne de 0,334 o/o.

Quant aux réserves, elles se sont accrues d'une somme de 1.130.248 francs et ont passé à 4 millions 879.937 francs.

Ainsi, on constate par le détail de tous ces chiffres que, après les hésitations et les tâtonnements du début, le développement des Caisses locales et des Caisses régionales a été excessivement rapide.

Les idées de coopération et de mutualité ont fait, parmi les populations rurales, des progrès considé-

rables qui ont permis aux institutions de Crédit agricole de prendre l'essor qu'elles ont atteint de nos jours.

Il nous paraît intéressant de résumer dans le tableau ci-dessous les résultats obtenus, nous verrons ainsi plus clairement les progrès accomplis chaque année :

ANNÉES	Caisses régionales	Avances de l'État	CAISSES LOCALES AFFILIÉES		
			Nombres	Sociétaires	Prêts consentis
	nombres	francs			francs
1900	9	612.250	87	2.175	1.910.456
1901	21	3.223.460	300	7.998	5.170.045
1902	37	6.879.134	456	22.476	14.302.651
1903	41	8.737.396	616	28.204	22.451.167
1904	54	14.175.365	663	42.783	30.235.063
1905	66	19.479.416	1.355	61.874	44.161.573
1906	74	22.985.381	1.638	76.188	56.789.656
1907	88	28.628.477	2.168	96.192	70.708.456
1908	94	35.783.027	2.636	116.866	91.030.564
1909	95	46.231.463	2.983	133.382	103.868.290
1910	96	57.177.425	3.338	151.601	113.204.663
1911	97	59.769.247	3.946	185.552	134.524.211
Total.					688.337.795 (1)

SECTION III

Le Crédit agricole mutuel en Algérie et en Tunisie

En Algérie comme en France, la question du Crédit agricole était posée depuis longtemps, et la solution

1. Dans ce chiffre sont compris les renouvellements. Voir conclusions, note page 263.

en avait été retardée par bien des incertitudes et des tâtonnements. Différentes tentatives avaient été faites, qui, toutes, étaient basées sur l'établissement d'une banque centrale, mais toutes échouèrent, et la Banque de l'Algérie elle-même, qui avait organisé un procédé spécial de prêts agricoles, dut renoncer à la suite de déboires considérables à ce genre d'opérations.

Sur ces entrefaites, la loi du 5 novembre 1894 fut votée, et son article 7 la rendait applicable à l'Algérie, et aux colonies

Mais les mêmes difficultés que nous avons vues s'élever en France apparurent également en Algérie et une seconde loi devint nécessaire pour procurer des ressources à ces sociétés nouvelles.

De même qu'en France, c'est à la Banque de l'Algérie que le gouvernement s'adressa.

Son privilège arrivait à expiration et, à l'occasion de son renouvellement, le gouvernement obtint (loi du 5 juillet 1900) une avance de 3 millions de francs remboursables à la fin du privilège, c'est-à-dire en 1920, et une redevance annuelle à titre définitif variant de 200.000 à 300.000 francs, suivant les années. Le législateur, en même temps, précisait quelle affectation il entendait donner à ces sommes (art. 6, § 32, loi du 5 juillet 1900) : « Elles seront réservées et portées à un compte spécial du Trésor, jusqu'à ce qu'une loi ait établi les conditions de

création et de fonctionnement du Crédit agricole en Algérie. »

C'est la loi du 8 juillet 1901 qui a déterminé sous quelle forme l'avance remboursable et les redevances annuelles consenties par la Banque de l'Algérie seraient employées, en instituant des Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Cette loi fut un puissant stimulant pour les entreprises qui existaient déjà et entraîna un rapide développement d'institutions nouvelles. Un mouvement de propagande fut organisé, dont les résultats se firent bientôt sentir, et, dès 1902, le Gouvernement de l'Algérie fut en mesure de faire, aux premières caisses créées, les avances prévues par la loi.

Au 31 décembre 1902 le bilan du Crédit agricole en Algérie s'établissait ainsi (1) :

Il existait 7 Caisses régionales groupant 20 Caisses locales. Elles avaient un capital versé de 80.150 fr. et avaient consenti 319.000 francs d'avances.

En 1903, le mouvement fut encore plus rapide et, au 31 décembre, on comptait 17 Caisses régionales groupant 57 locales.

L'État leur avait avancé 660.500 francs, et leur capital souscrit s'élevait à près d'un million sur lequel près de 400.000 francs avaient été versés.

1. Cf. G. Leygue, *les Caisses de crédit agricole mutuel en Algérie*.

Ce mouvement continua à s'accroître, si bien qu'au 31 décembre 1906, il existait 27 Caisses régionales groupant 129 Caisses locales et près de 3.600 membres. Le total des avances allouées à ces Caisses par la commission de répartition s'élevait à 3.063.300 fr. Ces Caisses disposaient, en outre, d'un capital versé de 1.002.019 francs, ce qui leur procurait, sans compter les dépôts assez importants dans certaines régionales, un total de 4.065.319 francs. Les réserves atteignaient 100.367 francs.

Enfin, au 31 décembre 1910 (1), il existait, en Algérie, 41 Caisses régionales groupant 228 locales et comptant 10.663 membres. Les fonds remis à l'État par la Banque de l'Algérie s'élevaient au total de 5.250.000 francs sur lesquels il avait été attribué aux Caisses régionales à titre d'avances remboursables 4.388.060 francs. Il restait donc, au 31 décembre 1910, une disponibilité de 861.940 francs. Les réserves atteignaient 521.499 francs.

Nous devons ajouter que, outre ces Caisses qui prêtent à la fois aux Européens et aux indigènes, il existe six Caisses régionales indigènes qui ont fait aux cultivateurs indigènes des prêts à des taux variant de 7 à 8 0/0. Ces Caisses régionales sont encore au début de leur fonctionnement, mais les services qu'elles

1. Cf. Exposé de la situation générale de l'Algérie en 1910, par M. Ch. Lutaud, p. 337.

ont rendu sont appréciés des intéressés, et le rapport officiel le constate : « Les indigènes ont compris les avantages de l'institution dont l'organisme peu compliqué est plus à la portée de leur esprit simpliste que certaines autres branches de la mutualité, d'une utilité aussi grande, mais dont l'action bienfaisante se manifeste par des résultats moins immédiats. Ceux qui n'étaient pas admis dans les banques et devaient forcément avoir recours aux usuriers trouvent maintenant des crédits à bon compte et peuvent attendre des prix plus rémunérateurs pour vendre leurs récoltes. »

En Tunisie, le Crédit agricole mutuel a été institué par le décret du 25 mai 1905.

Ce décret a prévu (titre I, art 1 à 8) la création des Caisses locales et (titre II, art. 9 à 12) celle des Caisses régionales, sur les mêmes bases qu'en France et en Algérie.

Les ressources nécessaires au fonctionnement de ces institutions avaient été prévues par le décret du 7 mai 1904 autorisant la Banque de l'Algérie à établir une succursale à Tunis et lui concédant pour une durée expirant, soit en 1912, soit en 1920, le privilège d'émettre des billets payables au porteur et à vue.

En compensation de cette concession, la Banque de l'Algérie a consenti, à la Tunisie, un certain nombre d'avantages pécuniaires, qui ont été fixés par

le ministre des Finances au tiers des avantages correspondants imposés en 1900 à la banque au profit de l'Algérie. C'est ainsi qu'elle a avancé à la Tunisie, à titre de prêt sans intérêt, une somme de 1 million de francs remboursable à l'expiration de son privilège et qu'elle lui a servi, depuis le 1^{er} janvier 1904, en toute propriété, une redevance annuelle progressive de 66.666 francs en 1902 et en 1905, de 85.333 fr. de 1906 à 1912, et cette redevance sera de 100.000 fr. de 1913 à 1920.

Aux termes du deuxième décret du 7 mai 1904 et de la convention annexée, le montant de cette avance et de ces redevances doit être « affecté au Crédit agricole tunisien et au développement de la colonisation française ».

Ces ressources n'ont pas tardé à être utilisées, et les institutions de Crédit agricole mutuel ont pris en Tunisie un développement appréciable. Ce sont surtout les Européens qui en ont profité, mais de même qu'en Algérie, ces Caisses sont ouvertes aux indigènes et ceux-ci commencent à en apprécier tous les bienfaits.

CHAPITRE II

EXTENSION DU RÔLE DES CAISSES RÉGIONALES

PREMIÈRE SECTION

Le Crédit collectif à long terme

I. — *Loi du 29 décembre 1906*

Nous venons de voir dans l'étude qui précède, le développement considérable pris par le Crédit individuel à court terme et tous les bienfaits apportés à l'agriculture par cette institution. Grâce à nos deux grandes lois constitutives du Crédit, les petits cultivateurs surtout peuvent se procurer facilement les ressources qui leurs sont nécessaires pour améliorer leur production et lutter contre la concurrence de plus en plus vive qui existe, non pas seulement entre les agriculteurs d'un même pays, mais entre les agriculteurs du monde entier.

Mais le législateur aurait fait œuvre incomplète, s'il s'était occupé simplement de développer la production.

Il ne suffit pas de produire, il faut aussi trouver des débouchés. Le développement de la culture et l'augmentation de la production sont subordonnés à notre époque, au problème de l'organisation de la vente.

Ainsi que le faisait remarquer M. Henry Sagnier (1): « Si les agriculteurs français ont marché résolument sur la route du progrès dans tout ce qui concerne la production, ils ne se sont pas suffisamment préoccupés jusqu'ici des méthodes de vente, ils n'ont pas cherché à les perfectionner. On est obligée de constater que l'organisation commerciale fait défaut.

A l'époque, déjà trop éloignée, où la vente normale des produits du sol était assurée, on pouvait considérer ces soucis comme secondaires ; cette indifférence n'est plus permise aujourd'hui. L'avenir ne pourra être assuré que si l'agriculteur sait prendre avec énergie et persévérance la direction de ses affaires commerciales.

Ceux qui auront commencé à marcher pratiquement dans ce sens, auront bien mérité de l'agriculture nationale ».

Personne n'ignore, en effet, les difficultés auxquelles est exposé le cultivateur isolé.

Insuffisamment renseigné sur les centres de vente, les besoins du marché, et les exigences du consom-

1. *Journal de l'Agriculteur* du 6 janvier 1900.

teur, il ne peut songer, la plupart du temps à d'autres débouchés qu'à ceux du marché local, où souvent il ne peut discuter les prix qui lui sont offerts, où il est obligé de céder ses produits à vil prix et de souffrir de la difficulté du recouvrement des créances.

Toute autre, au contraire, est la situation des agriculteurs unis, groupés en sociétés coopératives qui peuvent offrir simultanément des quantités plus grandes de produits, avoir par suite des acheteurs plus nombreux et plus importants, supprimer par ce fait, certains intermédiaires inutiles et obtenir des prix plus rémunérateurs.

Les agriculteurs l'ont si bien compris, que, sous la forme et les noms les plus divers, ils ont tenté d'organiser des groupements ayant pour but de faciliter ou de garantir toutes les opérations de quelque nature qu'elles soient que nécessite l'exploitation rationnelle du sol.

Les objets principaux que peuvent fournir ces groupements, connus le plus généralement sous le noms de Sociétés coopératives agricoles, sont : de permettre aux agriculteurs d'effectuer l'acquisition en commun de tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, de faciliter la production, de permettre la conservation des produits souvent périssables ou sujets à se détériorer, de rendre possible la vente au moment le plus favorable, d'amener, une amélioration sensible des prix pour la produc-

teur, en même temps, que la diminution du prix de vente au consommateur, de faire bénéficier le producteur de la plus value résultant des diverses transformations que doit subir la marchandise dans certains cas pour être livrée à la consommation ; de réaliser des économies importantes sur les frais de transport, de créer des marques spéciales, de garantir l'authenticité et la bonne qualité des produits, de se procurer un matériel spécial de transports et d'emballage, d'obtenir l'extension des débouchés existants, etc., etc.

Ainsi qu'on le voit par cette énumération, cette forme d'association a surtout pour but de porter remède à la situation précaire des petits exploitants si nombreux en France, puisqu'ils comptent 4 millions 852.000 représentants contre 849.000 s'occupant de la grande et de la moyenne culture.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que la loi du 29 décembre 1906 a créé la coopération agricole en France ; elle est simplement la première loi de coopération.

De tout temps, les hommes ont compris la nécessité de s'associer, et les agriculteurs n'ont pas échappé à cette règle commune ; les communautés de famille n'étaient-elles pas de véritables coopératives pour l'exploitation en commun du sol ? Au fur et à mesure des progrès de la civilisation, les associations se sont de plus en plus diversifiées, spécia-

lisées et multipliées; mais c'est surtout à la fin du siècle dernier que s'est imposée pour les agriculteurs, la nécessité de s'associer par suite du développement des voies de communication, de la rapidité et de la baisse du prix des transports qui ont étendu les relations d'échange à ce que l'on a pu appeler le marché mondial. Les syndicats, en faisant pénétrer les principes de mutualité dans les procédés d'exploitation du sol, ont préparé une évolution économique d'une portée considérable et facilité l'organisation des groupements coopératifs qui en dérivent.

Sous la poussée de ce mouvement mutualiste, ces groupements avaient déjà rendu avant 1906 de grands services; mais leur développement était enrayé de la manière la plus grave par les obstacles très sérieux qu'ils rencontraient pour se procurer les ressources indispensables à leur bon fonctionnement.

Sans doute, la loi de 1894 avait prévu le Crédit collectif pour les syndicats agricoles, auxquels on pouvait consentir des prêts pour achats d'engrais, d'outillage agricole, etc., mais ce Crédit ainsi consenti était mobilier et à court terme. Par l'intermédiaire de ces syndicats dont elles étaient issues, les Sociétés coopératives pouvaient se procurer l'argent qui leur était nécessaire pour leurs fonds de roulement, auprès des sociétés locales de Crédit agricole, au même titre que les agriculteurs isolés, mais elles étaient dans l'impossibilité d'emprunter, par exemple,

pour des achats d'immeubles, pour des installations nouvelles ou pour des acquisitions de matériel, amortissables seulement après un assez grand nombre d'années.

Elles devaient, pour ces opérations, se contenter de leurs capitaux propres, ou se procurer elles-mêmes, en dehors des sociétés locales de Crédit agricole, les fonds dont elles avaient besoin.

Il y avait là, pour elle, une situation particulièrement difficile ; cet argent leur était surtout nécessaire au moment même de leur fondation, alors que les prêteurs se montrent toujours plus défiant, parce qu'ils ont affaire à une institution nouvelle dont ils n'ont pu apprécier encore ni la solvabilité, ni le bon fonctionnement.

Issues de l'idée de solidarité, ces associations agricoles avaient tout intérêt à se servir du Crédit agricole mutuel qui avait la même origine et qui avait déjà rendu de si grands services.

Certaines l'avaient compris, et, devançant l'œuvre du législateur, avaient tenté d'obtenir du Crédit à long terme, qu'elles ne pouvaient obtenir directement, en se faisant consentir par les Caisses de crédit agricole, des prêts dont le renouvellement, d'un commun accord, était prévu d'avance.

C'était là une situation en quelque sorte en marge de la loi, et la nécessité d'organiser le Crédit à long

terme en faveur des associations coopératives agricoles se faisait impérieusement sentir.

Cette lacune de notre législation a été comblée par la loi du 29 décembre 1906, qui a précisé les traits essentiels des Sociétés coopératives agricoles et a complété l'œuvre législative sur le Crédit mutuel agricole, en instituant le Crédit collectif à long terme.

La question n'était cependant pas nouvelle pour le Parlement. Déjà, en 1900, M. Méline avait pris l'initiative de proposer que la loi sur les Caisses régionales fut remaniée, afin de soutenir par des subventions la création de Sociétés coopératives agricoles de vente, et le Congrès international d'agriculture avait, sur le rapport de M. Alfred Paisant, émis un vœu dans ce sens.

Cette idée fut reprise par MM. Clémentel et Ruau, qui déposèrent le 30 juin 1903, sur le bureau de la Chambre, une proposition de loi tendant à la création de Sociétés coopératives agricoles. Elle était précédée d'un remarquable exposé des motifs, résumant d'une façon très détaillée les avantages de l'organisation collective de la vente des céréales, ainsi que les diverses formes de l'intervention des gouvernements étrangers dans cette matière.

Elle contenait des dispositions ayant pour but d'assurer à ces sociétés l'aide financière de l'État, consistant dans l'attribution d'avances sans intérêt,

en vue de la création et de l'aménagement des magasins agricoles.

Cette proposition ne put venir utilement en discussion devant la Chambre. Elle fut reprise par ses auteurs en 1904, qui la présentent comme amendement à la loi de finances. Le nouveau texte démontrait, qu'il était nécessaire de donner une certaine extension au premier projet, qui s'occupait presque exclusivement des greniers à blé ; l'amendement fut retiré à la demande de la commission du budget.

L'organisation du Crédit à long terme, était prévue dans ces divers projets, en prélevant une somme de 5 millions sur les ressources du Crédit agricole ; mais ce crédit était imputé non pas sur l'avance de 40 millions fournie par la Banque de France et remboursable à la fin de son privilège, c'est-à-dire en 1920, mais bien sur les fonds des redevances annuelles de cet établissement définitivement acquises à l'agriculture.

Cette disposition rendait possible la création du Crédit collectif à long terme, et permettait à un grand nombre d'entreprises de bénéficier de ses facilités, dont elles n'auraient pu, sans cela, que difficilement profiter.

La discussion du budget de l'exercice 1905, fit ressortir tout l'intérêt que le Parlement portait à cette question, et sa volonté bien arrêtée d'encou-

rager l'agriculture dans une voie qui avait déjà rendu des services signalés aux pays étrangers.

Aussi, dès son arrivée au ministère de l'Agriculture, M. Ruau, qui s'intéressait tout spécialement aux progrès à provoquer dans la mutualité agricole, déposait, au mois de mai 1905, un projet de loi « autorisant des avances aux sociétés coopératives agricoles », projet, qui, discuté en détail, modifié par de nombreux amendements, devint enfin la loi du 29 décembre 1906.

Cette loi était bientôt complétée par deux décrets, l'un du 30 mai 1907, déterminant la nature des opérations pour lesquelles les coopératives agricoles peuvent recevoir des avances ; l'autre du 26 août 1907, fixant les conditions qu'elles doivent remplir pour recevoir ces avances.

III. — *Économie de la loi du 29 décembre 1906*

Au premier abord, la loi du 29 décembre 1906 ne paraît être qu'une addition, nécessitée par l'expérience, apportée à l'institution préexistante du Crédit mutuel agricole.

Elle se présente, en effet, comme une modification à la loi du 31 mars 1899 ; mais ce serait une erreur de lui donner une portée aussi restreinte, car, tout au contraire, elle se suffit à elle-même dans son origine et dans son but.

Ainsi que nous l'avons dit, la loi de 1906 a précisé les traits essentiels des Sociétés coopératives agricoles, elle les a marquées de son empreinte, et elle a été la cause d'un essor nouveau pour le Crédit agricole dont elle a complété le champ d'application par le Crédit collectif à long terme.

En effet, l'article 1^{er} est ainsi conçu : « L'article 1^{er} de la loi du 31 mars 1899 est ainsi complété :

» Le gouvernement peut, en outre, prélever sur les redevances annuelles, et remettre gratuitement aux dites Caisses régionales, des avances spéciales destinées aux Sociétés coopératives agricoles et remboursables dans un délai maximum de vingt-cinq années.

» Ces avances ne pourront dépasser le tiers des redevances versées annuellement par la Banque de France dans les caisses du Trésor, en vertu de la convention du 31 octobre 1896, approuvée par la loi du 17 novembre 1897. »

Les sociétés coopératives agricoles peuvent donc recevoir depuis 1906, par l'intermédiaire des Caisses régionales, les fonds nécessaires pour leur premier établissement.

Ces Sommes, destinées la plupart du temps à l'édification ou à l'aménagement de bâtiments parfois importants, pourvus dans bien des cas d'un matériel spécial, représentent le plus souvent des sommes assez considérables, ne pouvant être amorties qu'après un certain nombre d'années. C'est pour-

quoi le législateur a fixé à vingt-cinq ans le délai maximum de remboursement, mais sans prévoir de renouvellement.

Cette disposition peut paraître dangereuse, car nous savons que l'avance de 40 millions faite à l'État par la Banque de France doit être remboursée en 1920, mais cette objection a été écartée, en décidant que ces avances seraient prises exclusivement sur les redevances annuelles, lesquelles sont acquises définitivement au Trésor.

D'un autre côté, pour ne pas apporter d'obstacle au fonctionnement des sociétés ordinaires de crédit, il a été décidé que ces avances ne pourraient pas dépasser le tiers des redevances versées annuellement par la Banque dans les caisses du Trésor.

Cette double limitation n'a pas été sans soulever de vives critiques, car il est bien difficile, avec ces modiques ressources, d'encourager d'une manière efficace toutes les coopératives qui se sont constituées en France. Les sommes qui ont pu ainsi être mises à la disposition des coopératives agricoles, n'ont guère dépassé 2 millions par an, et c'est bien peu en présence de l'œuvre à accomplir.

M. Louis Vigouroux, du reste, rapporteur du projet de loi, n'ignorait pas les conséquences de ces minimes secours financiers (1). « En fait, disait-il, la loi per-

1. *J. off.*, 30 janvier 1906 Ch. des dép. Débats parl. Discours Vigouroux.

mettra simplement à l'État de fournir à des agriculteurs qui n'en n'ont pas encore le moyen, la possibilité d'organiser des coopératives capables de servir d'exemple et de modèle à d'autres, et de faire dans notre pays, sur tous les points du territoire, la démonstration qu'on peut placer des fonds avec profit dans la coopération agricole, et que là est le salut de la production nationale au regard de la concurrence étrangère. La loi aura donc surtout une valeur démonstrative. C'est pourquoi les dispositions restrictives du projet ont une extrême importance. La commission de répartition, éclairée par les ingénieurs de l'hydraulique agricole et des améliorations agricoles, par les inspecteurs de l'agriculture, ne devra accorder des avances qu'aux coopératives qui ont des chances de réussir. Ainsi, nous ne pouvons encourager qu'un nombre restreint de coopératives. L'essentiel est de réserver nos encouragements à celles qui auront les plus grandes chances de succès, afin de démontrer aux agriculteurs français les avantages de la coopération. »

Ainsi, la loi ne s'adresse qu'à certaines coopératives agricoles, aux plus importantes, aux plus riches et non aux autres dont l'importance est bien faible et qui ne demandent qu'à être protégées pour grandir et devenir fortes.

C'est là une grosse erreur, car le Crédit agricole mutuel, selon l'expression même du ministre de l'Agri-

culture, « doit s'affirmer plutôt comme un pouvoir de réalisation que comme une formule de sociologie », et il serait désirable que des ressources plus importantes soient mises à la disposition des Sociétés coopératives pour favoriser leur développement. Elles pourraient alors confirmer, dans un temps plus ou moins rapproché, la prédiction optimiste de M. Méline : « Elles seront, avec le temps, le grand instrument d'émancipation de l'agriculteur ; elles lui permettront d'obtenir de ses produits le maximum de recettes, en mettant directement en rapport le producteur et le consommateur, et en débarrassant la vente des éléments parasites qui les ruinent tous deux (1). »

Pour jouir de ces avances, les Sociétés coopératives doivent répondre à certaines conditions. Aux termes de l'article 4 § 2, « pourront seules recevoir les avances prévues à l'article premier, quel que soit d'ailleurs leur régime juridique, les Sociétés coopératives agricoles constituées par tout ou partie des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente des produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux

1. J. Méline, *le Retour à la terre*, p. 140.

agricoles d'intérêt collectif sans que ces sociétés aient pour but de réaliser des bénéfices commerciaux ».

Ainsi, la seule condition exigée pour que les Sociétés coopératives bénéficient des avantages accordés par la loi du 9 décembre 1906, est que ces Sociétés soient constituées exclusivement par des membres d'un syndicat agricole, sans avoir pour but de réaliser des bénéfices commerciaux, mais simplement en vue d'effectuer ou de faciliter toutes les opérations concernant soit la production, la transformation, la conservation ou la vente de produits agricoles provenant exclusivement des exploitations des associés, soit l'exécution de travaux agricoles d'intérêt collectif.

Le régime juridique des Sociétés coopératives ne constitue pas, en principe, un obstacle à leur admission au bénéfice de la loi.

La coopération est un simple procédé économique de répartition des bénéfices réalisés entre les coopérateurs, et ne constitue pas de ce fait un type particulier de société. A l'encontre de certaines législations étrangères, la loi française n'a pas voulu édicter pour la coopération un régime propre, les Sociétés coopératives agricoles restent donc soumises au droit commun.

Les fondateurs ont le choix entre le type de la société civile régie par les articles 1832 à 1873 et ceux de la société en nom collectif, de la société en commandite, enfin de la société anonyme soit simple,

soit à capital variable, régies par les lois du 24 juillet 1867, du 1^{er} août 1893 et par les articles 18 à 74 du Code de commerce.

En pratique, les Sociétés coopératives ont adopté surtout la forme de sociétés civiles et celle de sociétés anonymes à capital variable ; les autres formes sont plutôt l'exception.

Les Sociétés coopératives n'ont donc pas encore de place à part dans notre législation ; le seul texte qui les régit est le décret du 26 août 1907, portant règlement d'administration publique, et rendu en exécution de l'article 7 de la loi du 29 décembre 1906. Pour la première fois ce décret énumère, dans un texte ayant force de loi, les caractères qui doivent donner à toute société les traits essentiels de groupement coopératif. C'est pour cette raison que nous avons dit plus haut que la loi de 1906 était, chez nous, la première loi sur la coopération.

Si la loi ne leur impose pas d'obligation relativement à la forme juridique qu'elles peuvent adopter, elle les place sous la surveillance et le contrôle des Caisses régionales par l'intermédiaire desquelles elles ont reçu des avances. C'est que les Sociétés coopératives ne reçoivent pas des avances directes de l'État, elles doivent passer par l'intermédiaire des Caisses régionales qui, si elles acquiescent aux demandes, les présentent sous leur responsabilité au ministre de l'Agriculture ainsi qu'il résulte de l'article 2 :

« Les Caisses régionales sont chargées de faciliter les opérations concernant l'industrie agricole, effectuées par les Sociétés coopératives agricoles régulièrement affiliées à une Caisse locale de crédit mutuel régie par la loi du 5 novembre 1894. Elles garantissent le remboursement, à l'expiration des délais fixés, des avances spéciales qui leur sont faites pour les Sociétés coopératives agricoles. » Aussi, les Caisses régionales exercent un contrôle incessant et sévère sur les opérations des Sociétés coopératives et veillent à ce que les avances ne soient pas détournées de leur affectation.

Toutes ces obligations sont précisées, du reste, dans le décret du 26 août 1907 dans ses articles 7, 8, 9, 11, 12 (1).

Les Sociétés coopératives doivent en outre fournir des garanties pour le remboursement des avances. Ces garanties consistent en hypothèques au profit de l'État, sur les terrains et les bâtiments pour l'achat et l'aménagement desquels les avances ont été consenties. Cela résulte expressément de l'article 10 du décret du 26 août 1907 : « Lorsque les avances destinées aux Sociétés coopératives agricoles seront attribuées pour l'établissement de magasins, entrepôts, usines ou autres constructions à édifier sur des terrains appartenant à ces sociétés, hypothèque sera

1. V. J. off., du 28 août 1907.

immédiatement consentie au profit de l'État, par acte notarié, sur lesdits terrains, avec extension stipulée ou formellement promise, selon le cas, sur les constructions à aménager ou à élever.

» Si les avances se réfèrent à l'acquisition de terrains et à la construction ou à l'aménagement de bâtiments sur ces terrains, promesse expresse d'hypothèque devra être spécifiée au profit de l'État, sur l'ensemble des immeubles visés aux projets, et l'hypothèque sera réalisée, suivant acte notarié, dès l'acquisition des terrains avec extension aux bâtiments selon les cas, ainsi qu'il est dit ci-dessus. La Société coopérative doit justifier que les immeubles lui appartenant ne sont pas grevés de privilège ou d'hypothèque pouvant préjudicier à la garantie hypothécaire réclamée pour le remboursement de l'avance de l'État. »

Dans le cas où la garantie deviendrait insuffisante, le remboursement anticipé, pourrait être exigé (art. 6). De plus, les opérations pour lesquelles des avances peuvent être consenties ont été strictement limitées par la loi.

Conformément à l'article 6 § 1, le décret du 31 mai 1907 énumère ces opérations dans son article premier : « Pourront seules donner lieu aux avances de l'État, en vertu de la loi du 29 décembre 1906, les opérations de la nature suivante, faites par les Sociétés coopératives agricoles désignées à l'article 4 de ladite loi : la production, la transformation, la conserva-

tion et la vente des produits agricoles. L'acquisition, la construction, l'installation et l'appropriation des bâtiments, ateliers, magasins, matériel de transport, l'achat et l'utilisation des machines et instruments nécessaires aux opérations agricoles d'intérêt collectif. »

Ces avances, pour chaque société, ne peuvent excéder le double du capital de la Société coopérative agricole versé en espèces (art. 6 § 2). Elles ne sont pas gratuites (art. 3), et bien que la loi n'ait pas fixé le taux de l'intérêt à payer aux Caisses régionales, celles-ci ont toutes fixé cet intérêt à peu près uniformément à 2 o/o.

Le délai maximum pour lequel ces avances peuvent être accordées est, avons-nous dit, de vingt-cinq ans ; mais ce délai est rarement accordé par la commission de répartition des avances ; le délai moyen est de quinze ans. Il ne faudrait pas en déduire que la société n'est tenue au remboursement de sa dette qu'à l'échéance même qui lui a été fixée au moment de son obligation. Les termes de l'article 6 du décret du 26 août 1907 sont très nets à cet égard et indiquent formellement que l'avance accordée à la Société coopérative doit être remboursée d'année en année par des amortissements successifs (1).

1. Pour le calcul de ces amortissements, voir la brochure publiée par le ministère de l'Agriculture sur le Crédit collectif.

En ce qui concerne le régime fiscal, les Sociétés coopératives comme les Sociétés de crédit mutuel jouissent d'un régime de faveur. Une décision du ministre de l'Agriculture, en date du 15 janvier 1909, les exempte de la patente, et la loi des finances du 8 avril 1910 les exempte, dans son article 25, de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, prévu par la loi du 29 juin 1872, et dans son article 31 du droit de licence.

Comme on le voit, les conditions imposées aux Sociétés coopératives agricoles pour obtenir des avances de l'État sont très rigoureuses, et quelques-unes même, comme la constitution d'hypothèque au profit de l'État, entraînent des frais supplémentaires ; mais ces inconvénients sont largement compensés par les avantages que leur procure la nouvelle loi et il serait bien difficile, à celles qui ne chercheraient pas à en bénéficier, de se procurer un crédit aussi facile, à un taux aussi avantageux, et pour une durée si favorable avec toutes facilités pour le remboursement.

III. — Résultats.

La loi du 29 décembre 1906 apportait un changement dans le fonctionnement des Caisses régionales.

Jusque-là, toutes les opérations étaient à court terme et se liquidaient au plus tard une année sur

l'autre. Les risques de pertes étaient ainsi très limités et facilement compensés. Avec la nouvelle loi, leur responsabilité s'engageait pour une période beaucoup plus longue et pour des capitaux plus élevés, et de plus le crédit foncier s'introduisait dans leur organisation, alors qu'elles n'avaient pratiqué encore que le crédit personnel.

C'étaient donc de profondes modifications ; aussi, l'application du nouveau régime marque-t-elle une certaine hésitation.

On ne voyait pas très bien la portée de la loi et ses principes n'étaient pas bien connus. Comme pour les institutions qui ont précédé, une éducation nouvelle était à faire, pour faire pénétrer dans l'esprit des populations rurales tous les avantages qu'ils pouvaient en retirer.

Ce n'est guère qu'à la fin de 1907, que des sociétés conformes à la loi du 29 décembre 1906 commencèrent à s'organiser, et c'est en 1908 que les premières avances furent concédées.

Elles s'élevèrent à la somme totale de 964.335 francs répartie par 11 Caisses régionales, entre 23 Sociétés coopératives dont le capital souscrit était de 694.449 francs, et le capital versé de 579.714 francs. Les capitaux engagés dans les entreprises de ces sociétés, qui groupaient 3.282 associés, atteignaient donc 1.544.049 francs.

Elles se répartissaient ainsi : 7 coopératives vini-

coles (dont 6 dans le département du Var), 5 laiteries, 4 distilleries, 2 moulins à huile, 1 meunerie, 1 féculerie, 1 sucrerie, 1 société coopérative pour la fabrication des conserves de légumes, 1 coopérative de production de lin.

Sur ces avances, 10 seulement atteignaient ou dépassaient vingt ans.

Après deux ans de fonctionnement, la loi n'avait donc pas encore donné de résultats brillants; puisque les fonds mis à la disposition des Sociétés coopératives n'étaient pas complètement utilisés, les redevances payées en 1908 par la Banque de France ayant dépassé 6.825.000 francs.

Mais le mouvement ne devait pas tarder à s'accélérer.

En 1909, 42 sociétés nouvelles se sont constituées et ont reçu des avances de l'État pour une somme de 1.158.450 francs, de sorte qu'au 31 décembre, 65 Sociétés coopératives avaient reçu des avances pour une somme globale de 2.122.775 francs.

Les 42 sociétés nouvelles se répartissaient ainsi : 9 sociétés de laiteries, 9 sociétés vinicoles, 4 sociétés oléicoles, 3 sociétés oléicoles et vinicoles, 3 sociétés de distillerie, 11 sociétés de battage et d'utilisation de matériel, 1 société de choucrouterie, 1 société de féculerie, 1 société de vente en commun et de distillation de fleurs.

L'ensemble de ces sociétés comptant 6.449 asso-

ciés, avaient un capital versé de 1.351.402 francs, qui, joints aux avances de l'État, formaient une somme de 3.474.177 francs engagés dans leurs entreprises.

En 1910, 66 Sociétés coopératives nouvelles avaient reçu des avances pour une somme de 2.133.045 francs, et 6 sociétés précédemment créées avaient reçu des compléments d'avances formant un total de 151.220 francs pour achever ou agrandir leur installation. Le nombre de ces sociétés s'élevait donc au 31 décembre 1910, à 131, groupant 16.497 associés avec un capital versé de 2.721.245 francs et des avances s'élevant à la somme totale de 4.405.840 fr.

Comme on le voit, les progrès accomplis en 1910 ont été très sensibles et le nombre et l'importance de ces sociétés ont plus que doublé. Ces progrès ne se sont pas démentis et sont tout aussi importants en 1911. Au cours de cette année, 78 de ces sociétés ont reçu des avances qui s'élevaient à la somme de 2.364.280 francs.

Leur situation se présentait donc ainsi au 31 décembre: 202 sociétés, groupant 24.187 associés avec un capital versé de 4.114.386 francs, et ayant reçu des avances pour une somme globale de 6.642.277 francs.

Les résultats des quatre premières années sont donc encourageants et laissent prévoir un développement beaucoup plus considérable si des ressources plus abondantes sont mises à la disposition des

coopératives ; elles pourront confirmer alors l'opinion exprimée par M. Joseph Ruau (1) :

« Grâce au nouveau texte de la loi, les coopératives sont assurées de pouvoir accomplir une œuvre viable ; elles s'établiront désormais sur des bases solides et deviendront les agents de production par excellence. La réforme était hardie sans doute, mais elle valait la peine d'être réalisée. N'était-il pas indispensable de favoriser l'essor de la coopération, forme d'association supérieure, pour produire en commun, qui révèle d'une façon saisissante les bienfaits de toutes sortes, matériels ou moraux, qu'un homme libre peut retirer de la solidarité. »

SECTION II

Le Crédit Individuel à long terme

I. — *Loi du 19 mars 1910*

Les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899 avaient institué le Crédit individuel et collectif à court terme ; d'autre part la loi du 29 décembre 1906 venait d'autoriser le ministre de l'Agriculture à consentir des avances à long terme aux Sociétés coopé-

1. Discours à la Société nationale d'agriculture de France le 12 janvier 1910.

ratives agricoles par l'intermédiaire des Caisses régionales de crédit agricole mutuel.

Mais il manquait un chapitre à toute cette organisation si heureusement entreprise et qui donnait de si beaux résultats : c'est celui qui a trait au Crédit individuel à long terme, destiné à encourager l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales.

A aucune époque, la nécessité de consolider la petite propriété rurale et d'enrayer l'exode des campagnes vers les villes dont souffre si cruellement notre agriculture ne s'était fait plus impérieusement sentir.

De cette préoccupation étaient nées, la loi du 10 avril 1908, dite loi Ribot, qui a pour but d'étendre à la petite propriété rurale, tous les avantages donnés à la petite propriété urbaine par la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché, et la loi du 12 juillet 1909 sur le bien de famille insaisissable qui assure la consistance et la stabilité du foyer familial.

Mais, tout en rendant justice à l'esprit qui a inspiré ces lois, on doit reconnaître que le mécanisme de la première est assez compliqué, et outre les formalités, la pratique a révélé que la cherté relative des prêts consentis aux petits propriétaires, était un obstacle insurmontable aux progrès d'une réforme qui a éveillé tant d'espérances et qui peut

produire de si bons résultats ; d'autre part, si la seconde a des applications^o naturelles dans les pays neufs, elle paraît moins appropriée aux mœurs françaises.

Il était donc nécessaire de continuer et de compléter l'œuvre entreprise par ces deux lois.

Cette nécessité avait été rendue encore plus évidente par l'enquête ordonnée par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, sur l'évolution de la petite propriété rurale.

A la suite de cette enquête, il avait montré dans une conférence au Musée social en mars 1899 que le maintien et le développement de la petite propriété constituaient les digues les plus efficaces contre l'extension des doctrines collectivistes qui menaçaient les campagnes.

De là à lui constituer des facilités spéciales pour se créer et se maintenir, il n'y avait qu'un pas à franchir, et tout naturellement on songea à utiliser les rouages du Crédit agricole qui avait déjà fait ses preuves.

Mais les organismes de cette institution, tels qu'ils existaient, auraient été impuissants à remplir ce rôle. Les Caisses locales, pouvaient bien avancer au fermier les sommes nécessaires pour acheter des engrais, du bétail, des machines agricoles, mais elles étaient dans l'impossibilité de lui avancer pour acheter un lopin de terre voisin ou pour entre-

prendre des améliorations foncières dont il ne pouvait recueillir le bénéfice qu'après un certain nombre d'années. De même, si un cataclysme venait à dévaster le sol et exiger une mise de fonds importante pour remettre la terre en état de produire, les Caisses locales ne pouvaient pas donner aux cultivateurs les moyens de reconstituer la force productive du sol.

Il fallait donc, à tout prix, compléter le Crédit individuel et collectif à long terme par le Crédit individuel à long terme.

C'est dans cette pensée que M. Ruau présenta au Parlement en février 1910 un projet de loi en vue d'instituer le Crédit individuel à long terme, pour l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales et qui devint la loi du 19 mars 1910.

Cette loi, ainsi que nous venons de le voir, n'est pas comme on l'a prétendu une loi de circonstance. L'idée qu'elle applique était depuis longtemps mise à l'étude et elle se rattache à un plan de perfectionnement nécessaire du Crédit agricole; elle lui donne à la fois plus de vigueur et de souplesse. Mais, à raison des inondations qui venaient de dévaster une partie de la France, elle arrivait à point pour venir en aide aux agriculteurs qui en avaient été victimes et qui étaient dans l'impossibilité de faire face aux frais de reconstitution de leur matériel et aux dépenses d'exploitation les plus urgentes.

Aussi elle fut examinée rapidement par la Chambre et le Sénat et votée en quelques semaines. Deux décrets du 26 et 31 mars en réglèrent non moins rapidement les détails d'application.

II. — *Economie de la loi du 19 mars 1910*

A. — NATURE DES PRÊTS

La loi du 19 mars 1910, en créant le Crédit individuel à long terme, a donné de nouvelles attributions aux Caisses de crédit agricole mutuel et par suite a élargi leur champ d'opérations.

En effet, aux termes de l'article 1^{er} modifiant l'article 1^{er} de la loi du 5 novembre 1894, « les sociétés de Crédit agricole peuvent consentir des prêts individuels à long terme, destinés à faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales ». Cet article ajoute donc le Crédit individuel à long terme aux opérations que les sociétés de Crédit agricole peuvent effectuer.

Le législateur aurait pu décider, à l'exemple de certains pays étrangers, que ces prêts seraient directement consentis par l'intermédiaire de commissions spécialement organisées, mais il a préféré laisser ce soin aux Sociétés locales de crédit dont on connaissait la valeur et dont les administrateurs étaient

mieux placés que personne pour apprécier la valeur morale des emprunteurs, ou les garanties qu'ils pouvaient apporter. C'est que, le Crédit individuel à long terme, tel qu'il a été institué par la loi du 19 mars 1910, bien que gagé sur une garantie réelle est avant tout un crédit personnel, et les caisses de crédit, lorsqu'elles consentent un prêt doivent avoir surtout en vue la valeur personnelle du débiteur et non les immeubles qu'il offre en garantie. Contrairement au crédit réel qui n'envisage que les immeubles, abstraction faite des personnes, le Crédit agricole à long terme, lui, ne voit dans la garantie hypothécaire qu'un complément, une mesure de précaution contre l'insolvabilité du débiteur. Son caractère de crédit personnel est encore plus accentué par l'obligation imposée aux emprunteurs de rembourser chaque année leur dette par amortissement, par petites fractions du capital.

La dette est diminuée d'année en année, elle est éteinte à l'échéance même du prêt; dans le crédit réel, tout au contraire, le créancier ne considère que la valeur vénale de l'immeuble garantissant sa dette, il n'exige pas, souvent même il refuse avant le terme du prêt, tout remboursement sur le capital, persuadé qu'il est de pouvoir récupérer sa créance en vendant le bien qui la garantissait.

L'article premier définit ensuite la nature des opérations qui pourront être entreprises grâce aux

prêts à long terme. Ils ont pour but de faciliter l'acquisition des petites exploitations rurales, leur aménagement, leur transformation et leur reconstitution. La loi donne donc aux petits agriculteurs non seulement la faculté d'acheter le coin de terre convoité, mais encore d'aménager l'exploitation précédemment acquise, d'y faire des améliorations culturales qui exigent beaucoup de temps et d'argent avant de rapporter des bénéfices, telles que l'irrigation, le drainage, le reboisement, etc., de transformer, ou même de compléter leur système de culture sous l'influence de nouvelles conditions économiques et enfin de reconstituer leurs exploitations lorsqu'elles auront été ravagées par les ouragans ou les inondations.

Elle leur permet également, dans certains cas, de libérer leurs biens des hypothèques qui pourraient les grever. L'avantage pour eux étant de payer un intérêt moindre et d'avoir plus de facilités pour amortir leur dette.

Mais ces prêts ne sont destinés qu'aux petites exploitations rurales. Il est bien difficile de définir exactement ce qu'on entend par petite propriété rurale. Le législateur ne pouvait songer à la limiter en se basant sur la superficie, car 20 ares de jardin valent mieux que 5 ou même 10 hectares de landes ; c'est donc sur la valeur de l'exploitation qu'il fallait se baser pour reconnaître si elle offre les caractères

d'une petite ou d'une grande exploitation, et encore l'appréciation varie-t-elle d'après les milieux, d'après la nature des cultures, d'après l'importance de l'outillage agricole employé. Aussi, on a laissé les Caisses locales libres d'apprécier tous ces éléments variables et spéciaux, et elles sont mieux placées que tout autre pour distinguer une petite exploitation d'une grande. La loi leur donne simplement un point de repère : le chiffre de 8.000 francs, qui est le chiffre maximum des prêts individuels à long terme.

En effet, aux termes de l'article 2 : « Les prêts consentis en vue de ces opérations ne pourront dépasser la somme de 8.000 francs, et leur durée ne devra excéder quinze années ; ils auront lieu par ouverture de crédit hypothécaire, ou bien ils seront garantis par un contrat d'assurances en cas de décès. »

Ce maximum de 8.000 francs a été choisi, parce qu'il semble qu'il peut suffire à réaliser toutes les opérations qui s'appliquent à la petite exploitation rurale ; il offre la marge la plus large que peuvent désirer les petits exploitants pour arriver à de bons résultats.

D'autre part, en fixant à quinze années le délai de remboursement avec faculté, bien entendu, pour le débiteur, de se libérer aussitôt qu'il le voudra, ou bien encore de se libérer partiellement par des amortissements successifs, le législateur a favorisé

suffisamment le développement de la petite propriété rurale sans imposer aux petits cultivateurs des annuités d'amortissement auxquelles ils ne pouvaient faire face (1).

Du reste, la plus grande liberté est laissée aux bénéficiaires des prêts pour leurs remboursements ; l'agriculture ne présentant pas le caractère de régularité du commerce ou de l'industrie, le paysan peut ne rien rembourser pendant une mauvaise année et rembourser autant qu'il lui plait pendant une bonne.

Le taux d'intérêt que doivent payer les emprunteurs n'a pas été fixé par la loi ; il peut varier selon les circonstances, le degré de productivité de l'exploitation, la valeur de l'argent dans la région, la durée du prêt. Il est généralement fixé à 2 o/o.

B. — GARANTIES EXIGÉES

En ce qui concerne les garanties exigées de l'emprunteur, la loi du 19 mars 1910 a introduit une innovation capitale. Jusqu'ici, les lois sur le Crédit agricole ne visaient qu'un crédit personnel sur simple signature, mais ainsi que nous l'avons vu, cette

1. Pour le calcul des annuités et pour le fonctionnement de la loi, voir la brochure publiée par le ministre de l'Agriculture sur le Crédit individuel à long terme.

dernière loi institue un crédit personnel gagé sur une sûreté réelle.

Il a paru indispensable au législateur de donner au prêt individuel à long terme une sûreté réelle appelée à doubler la garantie personnelle offerte par l'emprunteur. Celui qui emprunte pour acquérir, doit donc donner en gage hypothécaire la terre qu'il achète ; celui qui emprunte pour améliorer, transformer, reconstituer, doit affecter en sûreté hypothécaire, au besoin parmi d'autres garanties, le bien qu'il veut améliorer, transformer ou reconstituer.

Un acte notarié est ainsi nécessaire en principe. Pour fixer, en acte notarié, cette sûreté hypothécaire, on pouvait opter entre deux genres de contrat : le contrat d'inscription hypothécaire ordinaire, et le contrat d'ouverture de crédit hypothécaire. On a préféré le contrat d'ouverture de crédit hypothécaire, en raison des avantages qu'il présente pour les contractants.

M. Lourties, dans son rapport au Sénat, le définit « une obligation qui engage le créancier à fournir une certaine provision dont il fixe le montant maximum, et dans les limites de laquelle le crédit peut, au fur et à mesure de ses besoins, trouver les disponibilités qui lui sont nécessaires. »

De cette définition même, il résulte une grande supériorité de l'ouverture de crédit avec affectation

hypothécaire sur l'inscription hypothécaire ordinaire. En effet, un agriculteur qui contracte un prêt de 8.000 francs par exemple pour construire un bâtiment, aménager ou améliorer une terre, peut ne pas avoir besoin du montant total de ce crédit; un événement imprévu peut lui apporter des capitaux sur lesquels il ne comptait pas; il pourra vendre plus cher certains produits et bénéficier d'une hausse inattendue. Dans l'inscription hypothécaire, sa dette est fixée de la façon la plus rigide à 8.000 francs; dans l'ouverture de crédit, il n'a que la possibilité d'être mis en possession de 8.000 francs. S'il se trouve n'avoir besoin que de 6.000 francs par exemple, il pourra de lui-même diminuer sa dette en n'épuisant pas tout son crédit.

Il profitera donc immédiatement d'une diminution des intérêts à payer. D'autre part, avec l'ouverture de crédit, les Caisses locales n'opèrent leurs versements d'argent au débiteur, sauf le cas d'acquisition, qu'au fur et à mesure de l'exécution des travaux, alors qu'avec l'inscription hypothécaire, l'agriculteur pourrait exiger immédiatement toute la somme garantie par les sûretés qu'il a consenties et rien ne l'empêcherait de placer l'argent qu'il n'utilise pas et de toucher un intérêt de 4 ou 5 o/o pour une dette sur laquelle il n'acquitte qu'un intérêt de 2 o/o.

Enfin, la taxe hypothécaire et les droits d'enregistrement sont moindres dans l'ouverture de crédit

hypothécaire que dans l'inscription hypothécaire ordinaire.

En stipulant la nécessité d'ouvrir un crédit hypothécaire, la loi n'a pas voulu empêcher les Caisses locales et les Caisses régionales d'exiger d'autres garanties. S'il leur convient, par exemple, de ne consentir des prêts que jusqu'à concurrence d'une certaine proportion de la valeur vénale du gage hypothéqué, si dans certains cas elles veulent exiger une caution ou même obliger l'emprunteur à passer avec la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, un contrat garantissant le payement des annuités qui resteraient à échoir au moment de sa mort, elles sont libres de le faire (1).

Le législateur n'a pas voulu qu'un fermier qui n'a pas de gage hypothécaire à offrir, et qui est cependant honnête et travailleur, soit privé du bénéfice de la loi ; il a ménagé ainsi une porte d'entrée au crédit sur signature. Mais c'est là l'exception, car, en principe, le prêt à long terme ne doit être consenti que sur gage hypothécaire.

On a soulevé cependant diverses objections, notamment en ce qui concerne l'hypothèque légale de la femme mariée et la constitution du bien de famille.

1. Les conditions dans lesquelles ces assurances peuvent être contractées avec la Caisse nationale d'assurances en cas de décès, sont déterminées par le décret du 31 mars 1910, rendu en application de l'article 5 de la loi du 19 mars.

On s'est demandé, lorsque l'emprunteur est marié sous le régime dotal, si les caisses de crédit pouvaient lui prêter malgré l'hypothèque légale de sa femme. En 1852, le législateur a dû prévoir une purge particulière en faveur des sociétés de Crédit foncier. Depuis cette époque, la situation s'est sensiblement très modifiée : d'abord, dans le droit commun, la femme a acquis, par la loi du 23 mars 1855, le droit de renoncer à son hypothèque légale, lorsqu'elle n'est pas mariée sous le régime dotal. En ce qui concerne ce dernier régime, la pratique a admis que la femme pouvait se réserver le droit, par contrat de mariage, de donner mainlevée de son hypothèque légale, en faveur des tiers qui traiteraient avec son mari, et on peut dire que, d'une façon générale, presque tous les officiers ministériels apportent dans la rédaction de leurs actes ce tempérament à la sévérité du Code civil. La difficulté ne subsiste donc que dans le cas très rare où les époux seront mariés sous le régime dotal strict, et pour ce cas le ministre a déclaré de la façon la plus formelle qu'il prendrait, si besoin était, l'initiative d'une modification au moyen d'un article additionnel à la loi des finances, rendant applicable aux sociétés de Crédit agricole les dispositions du décret du 28 février 1852, autorisant le Crédit foncier à purger les hypothèques légales de la femme mariée sous le régime dotal.

En ce qui concerne la constitution du bien de

famille, l'alinéa 2 de l'article 2 dispose que « les exploitations rurales pour lesquelles des prêts auront été consentis, pourront être constituées en bien de famille insaisissable ».

On a voulu voir là une disposition contradictoire, et l'impossibilité de concilier la loi du 12 juillet 1909 sur la constitution du bien de famille insaisissable et la loi du 19 mars 1910 instituant le Crédit individuel à long terme.

Il est évident, en effet, qu'un emprunteur dont la propriété est convertie en bien de famille, ne peut pas consentir sur ce bien une hypothèque et que, d'autre part, lorsque la Caisse de crédit exige de l'emprunteur une hypothèque, l'exploitation acquise ne peut pas être constituée en bien de famille.

Mais cette clause particulière ne joue qu'autant que la Caisse de crédit, se basant sur la moralité et la solvabilité incontestable de l'emprunteur, se contente de sa signature, de celle de sa femme, d'une ou deux cautions et de la constitution d'un contrat d'assurances en cas de décès. Dans ce cas, l'emprunteur doit, en faisant sa demande de prêt, indiquer s'il a ou non l'intention de convertir sa propriété en bien de famille insaisissable; la Caisse de crédit ainsi prévenue peut prendre alors toutes les dispositions qu'elle juge utiles.

C. — RESSOURCES

C'est aux Caisses locales que les emprunteurs s'adressent, et c'est par les Caisses régionales que les prêts sont consentis (1). Aussi la loi du 19 mars, dans son article 3, a prévu pour ces dernières des ressources spéciales : « Le gouvernement peut également prélever sur les redevances annuelles et remettre gratuitement aux autres Caisses régionales des avances spéciales pour faciliter les opérations prévues à l'article premier de la présente loi. Ces avances complémentaires ne pourront excéder le double du capital social des Caisses régionales, et seront remboursables dans un délai maximum de vingt ans. » Les Caisses régionales reçoivent donc des avances complémentaires gratuites dont le montant est limité au double de leur capital social, et qui sont remboursables dans un délai maximum de vingt ans. Ces avances spéciales sont complètement distinctes et ne doivent pas être confondues avec celles prévues par la loi du 31 mars 1899 ni avec celles prévues par la loi du 29 décembre 1906.

Elles consistent dans un prélèvement effectué sur les deux tiers des redevances annuelles, et elles

1. Tous les détails de procédure pour les prêts à long terme sont réglés par le décret du 26 mars 1910.

doivent être rigoureusement affectées au Crédit individuel à long terme.

Devant le développement pris par ce nouveau genre de crédit, on a dû songer à lui trouver de nouvelles ressources, et c'est ainsi que la Chambre des députés, dans la séance du 6 juillet 1912, a adopté un projet de loi dont l'article unique est ainsi conçu (1) : « Les avances que le gouvernement est autorisé à faire aux Caisses régionales de crédit agricole en vertu de la loi du 19 mars 1910 instituant le Crédit individuel à long terme, pourront être prélevées sur l'avance de 40 millions versée par la Banque de France. Ces prélèvements, qui ne pourront excéder la somme de 12 millions, seront remboursés au compte des 40 millions, au moyen d'annuités imputées sur le compte des redevances annuelles et dont le montant sera concerté entre le ministre de l'Agriculture et le ministre des Finances. »

Quoique les prêts individuels à long terme ne puissent être consentis que pour une durée maximum de quinze ans, c'est avec raison qu'on a accordé aux Caisses régionales un délai de vingt ans pour le remboursement des avances faites par l'État. Ce délai supplémentaire leur permettra de liquider les opérations dans de meilleures conditions et de se créer, au

1. Ce projet de loi a été adopté par le Sénat dans la séance du 15 novembre 1912.

besoin, des réserves suffisantes pour compenser les pertes s'il venait à s'en produire sur certains prêts. C'est qu'il ne faut pas oublier, que de même que les Caisses locales sont responsables des demandes de prêts qu'elles ont appuyées auprès des Caisses régionales, de même les Caisses régionales sont responsables vis-à-vis du Trésor. Il semble, au premier abord, que cette responsabilité pourrait peser lourdement sur la situation financière d'une Caisse locale ou d'une Caisse régionale ; mais, en réalité, il n'en est rien, car les risques sont minimes. Nous avons vu, d'une part, toutes les précautions dont elles peuvent s'entourer pour la garantie des prêts ; d'autre part, les avantages sont considérables, puisque les locales et les régionales qui auront servi d'intermédiaire entre l'État et l'emprunteur percevront des intérêts sur des sommes qui ne leur auront absolument rien coûté. Bien que ces intérêts soient modiques, leur accumulation permettra aux Caisses locales et aux Caisses régionales de se constituer des réserves importantes, de telle sorte que les premières seront en mesure de tenir leurs engagements vis-à-vis des secondes, et les secondes leurs engagements vis-à-vis de l'État.

La loi, dans son article 4, assimile les Sociétés de crédit immobilier, constituées conformément aux dispositions de la loi du 10 avril 1908, aux Caisses régionales, pour le bénéfice de la loi du 19 mars

1910. Ces sociétés reçoivent donc, à cet effet, gratuitement, des avances spéciales qui ne peuvent excéder le double de leur capital social, et qui sont remboursables dans un délai maximum de vingt ans.

Par suite, toutes les dispositions particulières relatives à la comptabilité spéciale des avances pour prêts à long terme s'appliquent aux sociétés de Crédit immobilier.

III. — *Résultats*

La loi du 19 mars 1910, instituant le Crédit individuel à long terme, complète d'une façon très heureuse toute la législation relative au Crédit agricole, elle favorise l'accession de l'ouvrier agricole à la petite propriété rurale, elle permet au cultivateur de se constituer un bien de famille insaisissable, enfin, elle lui permet de remédier rapidement aux effets désastreux des orages ou des inondations.

Aussi, a-t-elle été accueillie avec un grand empressement. Bien que d'application toute récente elle a déjà donné des résultats satisfaisants qui font bien augurer de son avenir et des services qu'elle est appelée à rendre.

Dès la promulgation de la loi, toutes les Caisses régionales se sont préoccupées des voies et moyens par lesquels il leur serait possible de concourir à

l'application de la loi et de faire bénéficier, des avantages qu'elle présente, les petits agriculteurs de leur circonscription.

Mais des difficultés s'élevèrent, parce qu'un grand nombre d'entre elles ne s'étaient pas suffisamment rendu compte de la portée de la loi et croyaient qu'elle avait pour objet de mettre des fonds à la disposition des agriculteurs en général, pour leur permettre d'agrandir leur propriété ou de l'améliorer, ou encore de se libérer d'une dette hypothécaire.

Les demandes de prêts affluèrent, et des centaines de millions auraient été nécessaires pour les satisfaire, alors que les avances de l'État ne pouvaient dépasser, pour cet objet, les deux tiers des redevances annuelles de la Banque de France, soit entre 3 millions et 3 millions et demi par an.

Le ministre de l'Agriculture dut rappeler aux administrateurs des Caisses régionales, que le législateur s'était proposé avant tout : « De retenir à la terre des hommes jeunes désireux de s'y fixer, en mettant à leur disposition la somme qui leur permettra d'acquérir une petite exploitation, d'agrandir ou d'améliorer celle qu'ils possèdent déjà et qui est insuffisante pour assurer la subsistance d'une famille. Quand une caisse est saisie d'une demande de prêt à long terme ; elle doit rechercher avant de procéder à toute autre enquête, si, en l'accueillant, elle assurerait la création ou éviterait la disparition

d'une petite exploitation. Si l'opération ne devait pas aboutir à l'un de ces résultats le prêt serait refusé, si bien garanti qu'il fut. » Et dans une lettre adressée à la Caisse régionale du Sud-est le 25 juillet 1912 à l'occasion d'une subvention, il lui rappelait « que la loi s'applique plus spécialement à des agriculteurs jeunes, qui ne doivent pas être âgés en principe de plus de quarante ans. Ce n'est que dans des cas particulièrement intéressants qu'il peut être dérogé à cette règle ».

Le but de la loi est donc bien déterminé.

En 1910, par application de cette loi, 27 Caisses régionales et une société de Crédit immobilier ont reçu des avances s'élevant ensemble à la somme de 2.329.000 francs, sur lesquels il a été consenti 205 prêts d'une valeur globale de 864.190 francs ; l'importance moyenne de ces prêts est donc de 4.215 francs.

En 1911, 72 Caisses régionales ont reçu des avances spéciales, mais 62 seulement et 2 Caisses de crédit immobilier ont appliqué la loi du 19 mars 1910 et le montant des avances est passé à 7.066.000 fr. en augmentation de près de 5 millions sur 1910.

Sur cette somme, il a été consenti 981 prêts, nouveaux pour 3.644.702 francs, soit une moyenne de 3.775 francs par prêt.

Ainsi pendant les deux premières années d'application, 1155 agriculteurs ont reçu des avances dont

le montant atteint la somme de 4.396.692 francs et encore les caisses ont-elles un nombre considérable de demandes auxquelles elles ne peuvent donner suite.

La loi a donc été favorablement appréciée dès sa mise en vigueur, et les résultats ont dépassé les espérances. Aussi, nous l'avons vu, un projet de loi adopté dernièrement par la Chambre des députés, prévoit de nouvelles ressources prélevées sur l'avance de 40 millions, pour favoriser les prêts individuels à long terme.

L'essor de cette nouvelle institution ne pourra qu'en être favorisé, et rendre les plus importants services à l'agriculture.

CHAPITRE III

LES WARRANTS AGRICOLES

Parmi toutes les facilités données à l'agriculteur pour se procurer du crédit, en dehors de celles que nous venons d'étudier, nous ne pouvons omettre de parler des Warrants agricoles organisés par les lois du 18 juillet 1898 et du 30 avril 1906.

Le Warrant existait déjà pour le commerce, et grâce aux lois du 21 mars 1848 et du 28 mai 1858, le commerçant ou l'industriel pouvait se procurer du crédit en déposant dans un magasin général des marchandises pouvant être affectées à la sûreté de l'emprunt. Le Warrant commercial suppose essentiellement que l'emprunteur s'est dépossédé des marchandises en les déposant dans un magasin général.

Le cultivateur pouvait bien, lui aussi, bénéficier de ces lois et envoyer le produit de ses récoltes dans les magasins généraux existants, mais il en était empêché par les frais nécessités par le transport, souvent à de longues distances, de marchandises lourdes et

encombrantes, ainsi que par le paiement de droits divers assez élevés.

Une législation spéciale était donc nécessaire pour lui permettre de warranter ses produits sans en opérer le déplacement, et c'est ce qu'a fait la loi du 18 juillet 1898 en instituant le Warrant agricole sans déplacement du gage.

D'après c'est loi, seul l'agriculteur peut se servir du Warrant agricole. Il pourra emprunter uniquement sur les produits provenant de son exploitation personnelle. Encore faut-il qu'il en soit propriétaire, c'est ainsi que le colon partiaire qui n'est que copropriétaire avec le bailleur ne pourrait warranter que sa quote-part. Quant au fermier, il ne peut donner en gage ses récoltes, sans le consentement du bailleur.

Les produits warrantés sont limitativement énumérés par l'article 1^{er} § 2, loi de 1898, et les animaux sont exclus de cette énumération. Les formalités à remplir pour constituer le Warrant, ainsi que pour le rembourser, sont minutieusement prévues, et elles varient suivant que le Warrant est demandé par un propriétaire ou un usufruitier ou par une autre personne telle, par exemple, qu'un fermier.

Le cultivateur était ainsi muni d'un instrument nouveau de crédit ; tout en conservant la propriété des objets engagés, il avait un titre négociable, d'une circulation rendue prompte et facile par voie

d'endossement. Mais il ne pouvait s'en servir que dans des conditions très précises et après diverses formalités.

Cette loi eut peu de succès et resta à peu près inconnue des agriculteurs.

D'une enquête faite auprès des greffiers de justice de paix qui délivrent les Warrants, il résulte que du 1^{er} juillet 1901 au 21 août de 1905, le montant des Warrants agricoles avait atteint environ 35 millions 1/2 de francs. Dans ce total, entraient 20 millions 1/2 pour le département de la Gironde, 7 millions 1/2 pour ceux de l'Hérault et du Gard, 4 millions 1/2 pour les trois départements algériens.

Il ne restait que 3 millions pour le reste de la France.

Cet insuccès, il faut l'attribuer non pas à la routine ou à l'ignorance des campagnes, mais au fait que le petit propriétaire n'a pas trouvé dans le Warrant les avantages espérés. Cette loi nécessitait du cultivateur trop d'initiative et de démarches, et lui suscitait trop d'embarras et de perte de temps. De plus, les frais étaient trop élevés pour celui qui n'empruntait qu'une faible somme : on a calculé notamment qu'un emprunt de 1.000 francs pour trois mois revenait à plus de 7 0/0, et un emprunt de 100 francs à 20 0/0.

Enfin, et c'est là le principal inconvénient, si la dispense de mise en possession du gage est avanta-

geuse pour les débiteurs, elle constitue un danger pour le prêteur qui peut toujours craindre l'éventualité d'une vente de denrées ou de leur enlèvement clandestin.

Devant de pareils inconvénients une réforme s'imposait. Les propositions ne manquèrent pas, et parmi les plus intéressantes, on peut citer celle de M. Chastenet présentée à la Chambre des députés le 21 juin 1901 ; celle du Gouvernement, déposée le 24 octobre de la même année par M. Jean Dupuy alors ministre de l'Agriculture ; celle de M. Legrand, déposée à la tribune du Sénat le 16 janvier 1903.

Après une longue et laborieuse discussion on aboutit à une proposition de loi qui fut votée par le Sénat le 29 mars 1906 et par la Chambre le 13 avril de la même année. Elle devint la loi du 30 avril 1906, qui modifiait complètement la loi du 18 juillet 1898.

Aux termes de cette loi, l'agriculteur peut, contrairement à la loi de 1898 qui énumérait en détail d'une façon limitative les produits susceptibles d'être warrantés, emprunter sur tous « les produits agricoles ou industriels de son exploitation » qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant. La seule condition pour que les marchandises puissent être warrantées, c'est qu'elles présentent un caractère agricole, ce qui exclue les marchandises que le cultivateur aurait

acquises d'un tiers et qui ne proviendraient pas de son exploitation.

La loi de 1906 a réalisé une amélioration certaine en étendant le warrantage au bétail, ce qui s'applique à tous les animaux de l'exploitation. La loi de 1898 ne les avait pas compris dans son énumération parce qu'elle les considérait comme indispensables à l'exploitation de la ferme et à la garantie de paiement du fermage, et aussi comme trop exposés à des variations de prix. Le législateur de 1906 a remarqué avec raison que les cultivateurs pouvaient trouver dans ces bestiaux un puissant élément de crédit, surtout dans les régions comme le Cantal ou les Alpes, où les troupeaux atteignent une grande valeur.

D'autre part, une modification très importante était apportée en ce qui concerne la possession du gage.

Nous avons dit que la loi de 1898 laissait la garde du produit warranté à l'emprunteur, la loi de 1906, elle, laisse libre l'emprunteur sur Warrant, soit de conserver les produits engagés, sous sa responsabilité, soit de les « confier en dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent ou à des tiers convenus entre les parties » (art. 1^{er}).

C'est là une grande amélioration, car les locaux, greniers ou chais des sociétés agricoles se trouvent en général à proximité du lieu de production, et le

dépôt des produits à ces sociétés ne sera pas pour le warranteur une gêne bien considérable.

Le dépositaire est responsable dans les termes où l'est l'emprunteur et il est exposé aux mêmes sanctions (art. 14); il va sans dire d'ailleurs que les syndicats coopératifs et autres sociétés agricoles ne peuvent être forcés de recevoir les objets qui sont affectés à la garantie du Warrant; la loi les engage à accepter cette combinaison, mais elle ne leur impose point là une obligation.

Les articles 3, 4 et 5 simplifiaient également les formalités qui, sous le régime de la loi de 1898, étaient beaucoup trop compliquées, soit en ce qui concerne la constitution ou la réalisation du warrant.

Désormais, le greffier compétent n'est plus celui de la justice de paix du canton où l'emprunteur était domicilié, mais celui de la justice de paix du canton de la situation des objets warrantés. C'est l'adaptation à l'agriculture de la règle adoptée en matière de nantissement de fonds de commerce (art. 2075 § 2).

De plus, l'intervention du greffier n'est plus obligatoire. D'après l'article 4, le Warrant agricole peut être établi entre les parties sans l'observation des formalités énoncées à l'article 3.

Il n'en était pas ainsi sous l'empire de la loi de 1898 : les parties devaient toujours recourir au ministère du greffier.

Ce Warrant ainsi, constitué entre les parties, produit entre elles tous les effets du Warrant ordinaire, notamment, il bénéficie des avantages spéciaux accordés par l'article 17 ; il est protégé par les pénalités édictées par l'article 14 contre le débiteur qui détourne le gage de sa destination, enfin, il est toujours réalisable au moyen de la procédure simplifiée par l'article 11 (1).

Il peut être complété par la transcription, et il produit désormais, dans l'avenir, les mêmes effets qu'un Warrant passé dès le début devant le greffier. Mais cette inscription n'a de valeur que pendant une durée de cinq ans et, au bout de ce temps, elle sera périmée si elle n'a pas été renouvelée.

Le Warrant, une fois constitué, circule avec la facilité spéciale que possèdent les effets de commerce. Il est transmissible par voie d'endossement.

En vue de favoriser la circulation des Warrants, l'article 9 stipule que ce titre peut, comme un effet de commerce, être reçu par les établissements publics de crédit et notamment par la Banque de France. Ces établissements sont, par une faveur spéciale pour le Warrant, dispensés d'exiger l'une des trois signatures qui sont exigées pour les autres effets.

Cette disposition était indispensable sans quoi la

1. Voir la loi du 30 avril 1906.

Banque de France aurait souvent hésité à accepter le Warrant et son utilité comme moyen de crédit aurait été singulièrement restreinte.

Mais ce sont surtout les sociétés de Crédit agricole mutuel qui sont appelées à escompter les Warrants.

Il nous est malheureusement assez difficile de nous rendre compte de ce qu'elles ont fait jusqu'ici, car le seul document officiel récent qui y fasse allusion est le rapport du ministre de l'Agriculture sur le fonctionnement des Caisses de crédit mutuel pour l'année 1908.

On y lit que les Caisses régionales ont, pendant cette année, reçu 7.668 warrants correspondant à des emprunts s'élevant à 9.000.000 de francs.

D'autre part, les succursales de la Banque de France ont de 1900 à 1909 reçu des Warrants agricoles pour une somme globale de 73.000.000 de francs.

Comme on le voit, le succès obtenu par cette institution n'est pas très brillant. Les agriculteurs en ont peu usé, parce qu'ils disposent de ressources beaucoup plus faciles par l'intermédiaire des caisses de Crédit agricole mutuel.

Cependant l'utilité du Warrant n'est pas contestable, mais son emploi n'est pas toujours commode et on ne le pratique guère que dans les régions viticoles.

Ainsi, dans les chiffres que nous avons cité, le

département de la Gironde figure pour 46 millions de francs, celui de la Charente-Inférieure pour 2.000.000, etc...

Il est donc bien peu pratiqué dans le reste de la France.

CONCLUSION

Nous venons de suivre pas à pas le développement du Crédit agricole en France ; après les hésitations du début, nous avons vu comment il est sorti victorieux de toutes les difficultés et de toutes les attaques qui se sont dressées contre lui. Aujourd'hui, nous sommes loin des critiques acerbes et des appréciations pessimistes qui tentaient de décourager les meilleures volontés.

L'œuvre est pleine de vie et donne par sa prospérité même un démenti des plus formels à tous ceux qui ne voyaient en elle qu'une institution de parade destinée à tromper les agriculteurs et selon l'expression de M. Jaurès à « leur donner à boire dans un verre vide ».

Grâce à une admirable coopération d'efforts publics et d'efforts privés le Crédit agricole a fait chez nous des progrès immenses.

Le temps n'est plus où le paysan embarrassé de vieux préjugés se cachait pour pénétrer dans une banque ; il a rompu avec ses traditions de routine et

comprend, de plus en plus, que grâce aux découvertes scientifiques, l'agriculture est une véritable industrie, industrie féconde et inépuisable « dont le champ d'action est la terre, la terre, nourricière de l'humanité, féconde et éternelle mère de toutes les industries qui ne feraient en lui revenant que rentrer dans le sein d'où elles sont sorties, la terre qui a des consolations pour toutes les misères et qui ne laisse jamais mourir de faim ceux qui l'aiment et qui se confient à elle » (1)

Il a compris que comme l'industriel il avait besoin de recourir au crédit, instrument de progrès économique aussi nécessaire aux riches qu'aux pauvres : et c'est pourquoi nous avons vu à mesure que les idées d'association et de mutualité pénétraient dans les masses rurales, les institutions basées sur elles prendre un si rapide développement.

Toutes les facilités du reste lui ont été données et il ne peut plus comme autrefois se plaindre de sa pauvreté. Il ne peut plus dire, si on lui reproche son indifférence à l'application des méthodes nouvelles qu'il ne peut pas se procurer un fonds de roulement suffisant pour les appliquer. Plus de 4.000 banques mutuelles agricoles, locales ou régionales, sont là pour lui fournir les fonds qu'il demande et sont prêtes

1. Méline, *Le retour à la terre*, p. 97.

à ouvrir leurs guichets à tous ceux qui ont de l'intelligence, du courage et de l'honnêteté.

Grâce à la législation et aux mesures prises, l'État a mis à la disposition de ces banques une somme qui s'élevait à la fin de 1911 à plus de 113 millions et qui s'accroîtra annuellement jusqu'en 1920.

Les avances consenties aux Caisses régionales sans intérêt sur cette provision se montaient à la même époque à plus de 73 millions et c'est une somme de près de 700 millions (1) que les Caisses ont mis depuis douze ans à la disposition de l'agriculture, tant au titre du Crédit individuel à court terme que du Crédit individuel et collectif à long terme.

Ces chiffres dénotent un développement et une prospérité des institutions de Crédit agricole, une

1. M. Augé-Laribé dans son ouvrage : *L'Évolution de la France agricole*, p. 213, fait remarquer, avec raison du reste, qu'il y a lieu de faire quelques réserves sur ce chiffre publié par le ministère de l'Agriculture. Il y a là un subterfuge de comptabilité. Le chiffre donné pour chaque année comprend, en effet, les prêts nouveaux de l'année et les prêts en cours à la fin de l'année précédente. En additionnant ces totaux annuels, on compte deux fois le montant des soldes de fin d'année. De plus les chiffres donnés sous le titre de « prêts consentis » comprennent non seulement des prêts nouveaux mais des renouvellements de billets accordés pour prolonger la durée du prêt initial.

Ce chiffre de 700 millions doit donc être considérablement réduit et le montant total des prêts accordés à l'agriculture française par les Caisses régionales depuis leur création est plus exactement d'environ 480 millions, chiffre d'ailleurs fort encourageant.

régularité de leur fonctionnement qui font concevoir les plus larges espérances sur l'avenir qui leur est réservé. Ils montrent la supériorité incontestable de notre système de crédit exclusivement agricole, qui unit d'une façon constante et raisonnée l'aide de l'État et l'effort individuel.

Ils font même bonne figure vis-à-vis de ceux de l'étranger, dont on a coutume de présenter les institutions de ce genre comme bien supérieures aux nôtres.

Sans doute, l'Allemagne et l'Italie nous ont devancés dans l'organisation du Crédit agricole et les chiffres que nous présente l'Allemagne en particulier sont plus élevés ; mais il faut tenir compte que ces institutions souvent ne s'adressent pas exclusivement aux agriculteurs et visent la plupart du temps les petits artisans et les petits commerçants. D'autre part, si on tient compte que les populations rurales en France ne se sont montrées accessibles aux idées d'association que depuis un temps relativement assez court, on reconnaîtra que les opérations agricoles proprement dites des institutions étrangères ne sont pas en réalité supérieures aux nôtres, l'Allemagne exceptée. En effet en Allemagne (1) on comptait en 1907, 13.700 Caisses de Crédit agricole, groupant

1. Tous les chiffres qui vont suivre sont empruntés à l'ouvrage publié par le ministère de l'Agriculture, *Dix ans de Crédit agricole*.

1.750.000 membres et représentant 207.526.000 marks de capital.

En Autriche, il existait à la fin de 1909, 7.116 Caisses Raiffeisen, dont on ne peut actuellement encore apprécier l'activité sur des données statistiques. En 1904, on comptait 504.589 membres des Caisses Raiffeisen qui avaient reçu des crédits pour une somme de 108.886 couronnes.

L'Italie compte environ aujourd'hui 1.800 Caisses rurales, soit du type Luzzati, soit du type Vollemborg. Les contrées d'Italie les plus favorisées sont : la Vénétie avec 442 caisses, l'Émilie avec 257 caisses, la Lombardie avec 186 caisses, la Sicile avec 139 caisses et le Piémont avec 134 caisses. Ces diverses caisses avaient au 31 octobre 1905 environ 33 millions d'effets en portefeuille.

En Russie, on dénombre près de 1.500 associations et banques diverses : « Association de prêt et d'épargne », du type Schulze-Delitsch ; « Association de crédit », du type Raiffeisen ; « Banques rurales » destinées exclusivement aux paysans et fonctionnant avec des fonds fournis par la commune ou la province.

En Angleterre, le nombre des sociétés de Crédit agricole et le chiffre de leurs opérations sont insignifiants. On n'a pas de chiffre certains pour l'Irlande où le Crédit agricole est cependant quelque peu développé.

Pour les États-Unis, il est encore impossible de fournir des statistiques, il y a trop peu de temps que le Crédit agricole y a pris naissance.

Au Japon, on signale l'existence de 6.690 associations de crédit, en majeure partie instituées au profit de l'agriculture, mais instituées aussi pour l'industrie, le commerce et la pêche.

En Belgique, enfin, il existait, au 31 décembre 1907, 7 Caisses centrales et 540 associations rurales de crédit.

La Caisse générale d'épargne avait, au 31 décembre 1907, 181 crédits inscrits aux Caisses rurales par l'entremise et sous le cautionnement des Caisses centrales pour un montant total de 730.982 francs.

Ainsi, notre système de Crédit agricole, tel qu'il résulte des lois du 5 novembre 1894, du 31 mars 1899, du 29 décembre 1906 et du 19 mars 1910, n'a rien à envier au système des autres nations. Nous sommes encore loin, c'est entendu, des chiffres de statistiques allemandes, mais nous ne sommes pas les seuls à avoir été distancés, et l'œuvre accomplie chez nous en quelques années n'en est pas moins remarquable.

Nos institutions de Crédit agricole ont même fait leur preuve dans des périodes de crise. C'est ainsi que dans le Midi viticole, la Caisse régionale de Montpellier a secouru efficacement plus de 10.000 viticulteurs et, en 1908, c'est elle qui, par les avances

qu'elle a consenties, a évité l'effondrement des cours. En Champagne, la Caisse régionale de Reims a permis de faire face aux dépenses de la campagne de 1909, la récolte de 1908 ayant été nulle.

Cependant, tout n'est pas parfait, et il reste encore beaucoup à faire.

Le nombre des agriculteurs affiliés aux caisses de Crédit agricole mutuel est, à l'heure actuelle, d'environ 190.000, ce qui n'est pas suffisant en comparaison du nombre des exploitants de la moyenne et de la petite culture qui est d'environ 5 millions et auxquels le crédit est plus particulièrement utile.

L'œuvre de propagande doit encore être continuée, et alors les efforts du législateur et de l'initiative privée n'auront pas été vains ; sans doute, le paysan est lent à se mettre en route ; mais, une fois parti, surtout s'il a conscience d'avoir trouvé le bon chemin, il ne s'arrête pas et il le suit jusqu'au bout.

En ce qui concerne l'organisation même du crédit, peut-on la considérer comme complète et définitive, et n'y aurait-il pas lieu de chercher à l'améliorer pour l'asseoir sur des bases plus solides et inébranlables ?

Un examen détaillé des faits nous révèle certaines tendances qui peuvent devenir dangereuses pour l'avenir et exposer à de graves mécomptes et même à des accidents qui pourraient provoquer une réaction fâcheuse contre une idée excellente.

Signalons tout d'abord une nouvelle orientation qui semble manquer de prudence en détournant le Crédit agricole de son véritable rôle qui, nous l'avons vu dans notre chapitre préliminaire, doit être uniquement de procurer à l'agriculture les capitaux circulants qui lui sont nécessaires.

La loi du 19 mars 1910, instituant le Crédit individuel à long, terme a pour but l'acquisition, l'amélioration et la transformation des exploitations rurales. C'est, à n'en pas douter, une incursion dans le domaine du crédit foncier tel que nous l'avons défini.

C'est un tort, croyons-nous, de solliciter le Crédit agricole proprement dit du côté des capitaux immobiliers.

Son rôle précis est déjà bien assez grand et fructueux sans qu'il soit besoin de lui imposer une nouvelle tâche.

La loi du 19 mars 1910 est encore trop récente pour qu'il nous soit possible d'en juger les résultats, et une assez longue pratique seule nous montrera si cette extension du Crédit agricole était bien nécessaire.

D'autre part, les banques agricoles doivent être uniquement des agents de répartition de crédit aux agriculteurs sérieux. Le contrôle le plus sévère doit être exercé sur leur clientèle, et la camaraderie ou la politique ne doit jouer aucun rôle dans le choix des

emprunteurs. Comme le dit M. Méline : « Le crédit ne doit jamais être une faveur, mais une récompense, la récompense du travail, de l'ordre et de l'intelligence. » Tant que les Caisses locales ont été abandonnées à elles-mêmes, et ont opéré avec leurs propres ressources, ces dangers n'étaient pas à craindre, mais du jour où l'État a mis, avec raison, du reste, des sommes importantes à leur disposition, il était à craindre qu'un changement s'opère dans la mentalité des administrateurs.

Des mesures énergiques ont été prises, sans quoi, un courant de prodigalité n'aurait pas tardé à se former insensiblement et aurait présenté un réel danger.

La Commission de répartition des avances a besoin de s'entourer de tous les renseignements nécessaires avant de prendre une décision, sans quoi les ressources que l'État a mis à la disposition des agriculteurs ne tarderaient pas à être épuisées à la légère et il faudrait bientôt recourir à l'avance de 40 millions, à laquelle on ne doit toucher qu'en cas de nécessité absolue, malgré l'importance des redevances annuelles qui ne cessent de s'accroître.

Certaines Caisses régionales ne songent pas suffisamment que ces avances doivent être remboursées et ont une tendance à les considérer comme leur propriété. D'autres, sans aller jusque-là, agissent comme si elles devaient être indéfiniment renouvelées

et ne paraissent pas se préoccuper d'une échéance inévitable. Cependant, nous l'avons vu, les avances de l'État ont un caractère essentiellement temporaire. La pensée du législateur était que ces fonds seraient disponibles dans un délai assez court et qu'il s'établirait ainsi un roulement.

Mais la pratique est loin de répondre à cette conception :

De 1900 à 1911 les avances de l'État aux Caisses régionales se sont élevées au total de 76.670.805 fr. et les remboursements n'ont pas dépassé 3.202.638 fr.

Les avances nettes s'élevaient donc à 73.468.167 fr. La proportion des remboursements est donc infime et présente un réel danger.

On s'est fié un peu trop au chiffre inespéré atteint par les redevances annuelles payées par la Banque de France, mais la loi du 29 décembre 1906 et celle du 19 mars 1910 sont venues accaparer une partie de ces ressources et le montant des sommes disponibles en faveur des Caisses régionales pour leurs opérations ordinaires en est d'autant diminué.

On va être obligé désormais d'entamer l'avance de 40 millions, faite par la Banque de France, qui arrive à échéance en 1920 et dont le remboursement est garanti par des bons du Trésor.

Si l'on ne restreint pas les avances aux Caisses régionales, et si les remboursements restent dans les limites qu'ils n'ont pas dépassé jusqu'ici, il est évi-

dent qu'en 1920 les 40 millions ne seront pas réellement disponibles.

Cette situation serait véritablement fâcheuse et doit attirer l'attention des directeurs des Caisses régionales.

Il serait souhaitable, que toutes les Caisses régionales ne se laissent pas plus longtemps bercer sous la tutelle de l'État et cherchent les moyens d'arriver à marcher avec leurs propres ressources ; ce qui n'est pas impossible, puisque plusieurs d'entre elles sont presque arrivées à se libérer entièrement.

C'était là le rêve des promoteurs du Crédit agricole qui voyaient, surtout dans l'État, un aide pour traverser la période difficile du début et un moyen d'inspirer confiance aux capitaux qui ne pouvaient manquer de se porter vers l'agriculture.

Aussi, on a prévu divers moyens pour donner à ces sociétés des ressources propres. Nous avons vu qu'elles avaient d'abord leur capital social qui sert de bases aux avances de l'État. On leur a permis ensuite d'émettre des bons, mais elles n'en ont pas usé, on ne sait trop pourquoi ; enfin elles peuvent recevoir des dépôts.

Plus ces dépôts seront importants, et plus elles pourront élargir le cercle de leurs opérations.

Les Caisses qui se sont occupées d'avoir des dépôts importants sont encore trop peu nombreuses. Nous savons qu'ils s'élevaient, au 31 décembre 1911,

à 18.345.708 francs. Ce chiffre est insuffisant quoique nous constatons qu'il est en progrès sensible pendant ces dernières années. Mais ce qu'il y a de plus inquiétant, et cela ressort nettement des résultats de l'enquête faite par le ministre de l'Agriculture en 1909, c'est que, à cette époque, sur 95 caisses régionales, 49 seulement avaient reçu des dépôts qui s'élevaient environ à 16 millions, et sur ce nombre 11 caisses régionales avaient reçu 14 millions et demi, c'est-à-dire la presque totalité.

Cette situation mérite donc toute l'attention de l'autorité compétente qui doit inciter toutes les Caisses régionales à s'orienter délibérément dans la voie de la constitution des dépôts.

Et ce ne sont pas seulement les Caisses régionales qui doivent s'orienter dans cette voie, mais aussi et surtout les Caisses locales qui pourront ainsi faire office de caisse d'épargne.

Plus près du cultivateur, elles peuvent plus facilement recevoir leurs épargnes et les faire fructifier.

Alors grâce à elles, l'épargne locale pourra être mise sur place à la disposition des agriculteurs et de leurs associations pour le plus grand profit de tous.

Ce rôle était, du reste, indiqué en termes très heureux par M. Ruau, ministre de l'Agriculture, dans le discours qu'il prononçait le 12 janvier 1910 à la Société nationale d'Agriculture de France. « Les

Caisses de crédit établies dans les plus petites communes de France, jouant le double rôle de banques rurales et de caisses d'épargne, grandiront à l'abri des groupements agricoles de toutes sortes inspirés par la mutualité et la coopération.

» Et c'est ainsi que l'épargne paysanne, soustraite aux dangers redoutables de la spéculation, restera sur place pour féconder le sol. »

Jusqu'ici, ce rôle n'a pas été très bien compris, et on ignore actuellement l'importance des dépôts dans ces caisses. Les rapports officiels publiés par le ministre de l'Agriculture en font mention seulement en 1905 où le chiffre des dépôts reçus par les Caisses locales était de 1.352.000 francs. Depuis, il a dû certainement s'élever, mais il est de toute nécessité que la pratique de ces dépôts se généralise. Les caisses de Crédit agricole y trouveront la sécurité pour l'avenir ; elles n'auront plus besoin de recourir aussi fréquemment aux avances de l'État, qui pourra ainsi encourager avec ces mêmes sommes, d'une façon plus efficace, les régions moins favorisées et où le Crédit agricole est en train de naître. Et si, avec cela, elles se constituent des réserves puissantes, elles pourront se dégager complètement de la tutelle de l'État et voler de leurs propres ailes.

Elles ont devant leurs yeux un exemple intéressant, qui leur prouve qu'elles peuvent facilement y arriver, c'est celui des caisses Durand, qui, sans sub-

vention aucune, ont pu prêter en quinze ans 65 millions à l'agriculture.

Alors vraiment, les institutions de Crédit agricole rempliront le but pour lequel elles ont été créées. Elles pourront être considérées comme un puissant auxiliaire de l'agriculture, lui permettant de parer dans une large mesure aux crises économiques et d'appliquer à son profit les inventions du génie rural, et nous pourrons conclure, avec M. Ruau, que « le Crédit agricole nous achemine progressivement dans la liberté, dans le respect de la personnalité humaine, à un régime d'étroite solidarité qui suppose la justice ».

Vu : le Président de la thèse,
BROUILHET

Vu : le Doyen,
FLURER

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Lyon,
JOUBIN

BIBLIOGRAPHIE

- AUGÉ-LARIBÉ. — L'Évolution de la France agricole. Paris, 1912.
- ANGLADE (Roger D'). — Du Crédit personnel, réel et mobilier. Thèse de Bordeaux, 1895.
- AVRAIN. — Étude sur le gage agricole sans dessaisissement. Thèse de Paris, 1899.
- BARBERY (Bernard). — La Banque de France et le Crédit agricole. Thèse de Paris, 1899.
- BARAILHE. — La Loi du 30 avril 1906 et le warrantage des produits agricoles.
- BOLOT (Constant). — Les Sociétés de crédit agricole et la loi du 5 novembre 1894. Thèse de Dijon, 1898.
- BROUILHET (Ch.). — Précis d'économie politique, 1912.
- CAUWÈS (Paul). — Cours d'économie politique, 3^e édition.
- CHABROL (Maurice). — Du Crédit mutuel et coopératif. Thèse de Paris, 1895.
- CHATELAIN. — Des Sociétés françaises de crédit agricole mutuel. Poitiers, 1906.
- CHENUAU (Joseph). — Notre législation actuelle sur le Crédit agricole. Thèse de Paris, 1900.
- CONVERT. — L'Industrie agricole. Paris, 1901.
- CLAUDIO-JANNET. — Le Socialisme d'État et la réforme sociale. Paris, 1863.
- DELACHENAL (Joseph). — Commentaire de la loi des 31 mars 1899 sur les Caisses régionales de crédit agricole mutuel. Thèse de Paris, 1902.

- DOR (Louis). — Le Crédit agricole ; le Crédit foncier de France dans le rôle de banque centrale. Paris 1901.
- DOUILHET (René). L'Agriculture et le problème du Crédit agricole en France. Thèse de Bordeaux, 1904.
- DURAND (Louis). — La Caisse rurale, système Rouffeisen. — Le Crédit agricole en France et à l'étranger. Paris, 1891. — Manuel pratique à l'usage des fondateurs et administrateurs des Caisses rurales. Paris, 1898.
- FAGNEUX (L.). — La Caisse de crédit Raiffeisen et le Raiffe, sénisme en France et à l'étranger.
- GEFFRIAUD (Félix). — Les Caisses régionales de crédit agricole mutuel et la loi du 31 mars 1899. Thèse de Paris, 1900.
- GIDE (Ch.). — Principes d'économie politique.
- GIRAULT (A.). — Principes de législation coloniale. Paris, 1908, t. III.
- GODDE (Ch.). — Le Crédit personnel de l'agriculteur et les Sociétés de Crédit agricole. Thèse de Lyon, 1897.
- Guide pratique pour la création des caisses de Crédit agricole mutuel publié par le ministère de l'Agriculture.
- JOSSEAU. — Traité du Crédit foncier. Paris, 1872.
- Journal officiel. Documents et débats parlementaires.
- LAVERGNE (Léonce DE). — Économie rurale d'Angleterre et d'Écosse. Paris, 1863.
- LEYGUE (G.). — Les Caisses de Crédit agricole mutuel en Algérie. Thèse de Paris, 1908.
- LÉGUILLON (H.). — Les Warrants agricoles. Thèse de Paris, 1908.
- LÉCOLLE (G.). — Les Associations agricoles. Paris, 1912.
- LEROY-BEAULIEU (P.). — Traité théorique et pratique d'économie politique.
- LUTAUD (Ch.). — Situation de l'Algérie en 1910.
- Lois nouvelles.

- LYON-CAEN et RENAULT. — Précis de droit commercial.
- MAURIN et BROUILHET. — Manuel de crédit agricole. Paris, 1900.
- MÉLIN (Jules). — Le Retour à la terre et la surproduction industrielle. Paris, 1906.
- PIERANGELI. — De la Mutualité appliquée au Crédit agricole. Bastia, 1897.
- RAYNERI. — Manuel des banques populaires.
- REBOUL (V.). — Étude sur la crise agricole. Thèse d'Aix, 1898.
- ROCQUIGNY (DE). — Les Syndicats agricoles et leur œuvre. Paris, 1900.
- ROSTAND (Eugène). — La Réforme des caisses d'épargne françaises. Paris, 1897.
- Le Concours des Caisses d'épargne au Crédit agricole.
- SAGNIER (Henry). — Le Crédit agricole en France. Paris, 1911.
- SANDRON (Eugène). — Les Sociétés de Crédit agricole. Thèse de Paris, 1899.
- SAY (Léon). — Dix jours dans la haute Italie, 2^e édition, 1869.
- SOUSTELLE. — Le Problème du Crédit agricole en France. Paris, 1900.
- TOUILLON. — Le Crédit agricole. Thèse de Paris, 1893.
- VANDERVELDE. — L'Exode rural et le retour aux champs. Paris, 1902.
- WOLLEMBORG. — Les Caisses rurales Italiennes.
- ZOLLA (Daniel). — Les Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui. Paris, 1895.
- Étude d'économie rurale. Paris, 1896.
- Préface de l'ouvrage de M. L. Dop, sur le Crédit agricole en France. Paris, 1901.
- La Crise agricole. Paris, 1903.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5
CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — Qu'est-ce que le Crédit agricole ?.....	17

PREMIÈRE PARTIE

LOIS CONSTITUTIVES DU CRÉDIT AGRICOLE

CHAPITRE PREMIER. — Loi du 5 novembre 1894.....	25
<i>Première section.</i> — Historique sommaire des propositions et institutions qui ont précédé la loi du 5 novembre 1894.....	25
<i>Section II.</i> — Caractères généraux et nature juridique des sociétés de Crédit agricole créées par la loi du 5 novembre 1894.....	45
<i>Section III.</i> — Constitution et publicité des sociétés de Crédit agricole.....	57
I. — Entre quelles personnes peuvent être formées les sociétés de Crédit agricole.....	57
II. — Constitution du capital social.....	63
III. — Rédaction des statuts.....	66
IV. — Formalités de publicité.....	78
<i>Section IV.</i> — Fonctionnement des sociétés de Crédit agricole.....	82

I. — Administration.....	82
1° Conseil d'administration.....	82
2° Conseil de surveillance.....	85
3° Assemblées générales des sociétaires.....	86
A. — Assemblées générales ordinaires.....	87
B. — Assemblées générales extraordinaires.....	88
II. — Opérations.....	89
1° Prêts directs.....	92
2° Escompte.....	93
3° Découverts en compte courant.....	94
4° Avances sur titres.....	95
<i>Ressources possibles :</i>	
1° Dépôts en comptes courants.....	95
2° Dépôts à échéance fixe.....	96
3° Escompte des valeurs en portefeuille.....	96
III. — Dissolution.....	98
IV. — Régime fiscal des sociétés de Crédit agricole.....	100
CHAPITRE II. — Loi du 31 mars 1899.....	105
<i>Première section. — Insuffisance de la loi du 5 novembre 1894. — Création des Caisses régionales.....</i>	
	105
<i>Section II. — Fonctionnement des Caisses régionales.....</i>	
	115
I. — Les Sociétaires.....	115
II. — Publicité et contrôle.....	121
III. — Opérations.....	125
<i>Section III. — Ressources dont disposent les Caisses régionales.....</i>	
	134
I. — Capital social.....	134
II. — Subventions du Trésor public ou avances et versements de la Banque de France.....	136

A. — Prêts sans intérêt.....	137
B. — Limitation des avances.....	138
C. — Répartition des avances.....	142
D. — Remboursement des avances.....	146
III. — Faculté de contracter des emprunts.....	149
IV. — Réescompte par la Banque de France des effets endossés par les Caisses régionales.....	154

DEUXIÈME PARTIE

DÉVELOPPEMENT DU CRÉDIT AGRICOLE ET EXTENSION DU RÔLE DES CAISSES RÉGIONALES

CHAPITRE PREMIER. — Résultats obtenus par les lois du 5 novembre 1894 et du 31 mars 1899.....	161
<i>Première section.</i> — Développement des Caisses locales.....	161
I. — De 1894 à 1899.....	161
II. — De 1899 à 1912.....	168
<i>Section II.</i> — Développement des Caisses régio- nales.....	177
<i>Section III.</i> — Le Crédit agricole mutuel en Algérie et en Tunisie.....	202
CHAPITRE II. — Extension du rôle des Caisses régio- nales.....	208
<i>Première section.</i> — Crédit collectif à long terme.	208
I. — Loi du 29 décembre 1906.....	208
II. — Économie de la loi de 1906.....	216
III. — Résultats.....	226
<i>Section II.</i> — Crédit individuel à long terme.....	230
I. — Loi du 19 mars 1910.....	230

II. — Économie de la loi de 1910.....	234
III. — Résultats.....	247
CHAPITRE III. — Les Warrants agricoles.....	251
CONCLUSION.....	261
BIBLIOGRAPHIE.....	275

IMP. JOUVE ET C^{ie}, 15, RUE RACINE, PARIS — 1903-13
